



# Rapport annuel 2020

## de la **Police Fédérale**

[Home](#)

Voici le rapport annuel 2020 de la Police Fédérale, à nouveau en mode only digital, qui fait la part belle aux éléments visuels et s'articule autour des quatre mêmes axes:

- la sécurité
- la gestion de l'information
- la Police Fédérale, une organisation
- la police comme employeur.



Il est évident que le rapport annuel 2020 devait nécessairement reprendre un chapitre supplémentaire sur la crise Covid et son impact sur nos opérations. Nous avons très bien géré cet impact et cela mérite un grand compliment pour chaque collaborateur de notre organisation.

Bonne lecture !"

PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARC DE MESMAEKER  
Commissaire général de la Police Fédérale

### [La Police Intégrée face à la crise sanitaire](#)

La situation sanitaire a eu un impact sur différents aspects du fonctionnement de notre organisation, tant sur les missions de police sur le terrain, que sur le fonctionnement interne.



### [Sécurité](#)

Notre mission : contribuer à la sécurité et à la qualité de vie au sein de la société. Tous les jours, les membres du personnel s'engagent pour atteindre cet objectif. Voyez ici les chiffres de nos activités pour votre sécurité.

### [Gestion de l'information](#)

L'information constitue la base de l'action policière. Sa gestion efficace est essentielle pour assurer la sécurité. Dans ce domaine, la transformation digitale est un défi que nous relevons progressivement.



### [La Police Fédérale, une organisation](#)

Ressources humaines, financières, moyens logistiques et ICT sont indispensables à notre bon fonctionnement. Un constat : En raison des mesures Corona, le *New Way of Working* prend de l'ampleur à la Police Fédérale.

### [La police comme employeur](#)

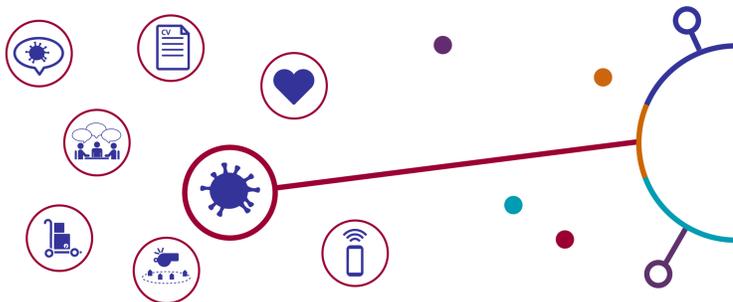
Recruter les bons profils, les bonnes personnes, les former au mieux et durablement reste un défi permanent. Voici un aperçu de nos actions dans ces domaines lors de l'année écoulée.



### [Version PDF](#)

Vous préférez lire l'intégralité du rapport annuel 2020 de la Police Fédérale en une seule fois ? Téléchargez le fichier PDF !

## La Police Intégrée face à la crise sanitaire



[Home](#) / La Police Intégrée face à la crise sanitaire

- La situation sanitaire a eu un impact sur différents aspects du fonctionnement de notre organisation, ...
- ... tant sur les missions de police sur le terrain, que sur le fonctionnement interne.
- Des outils ont été développés afin de pouvoir effectuer les différentes missions et d'en assurer l'exécution sous la responsabilité de la Police Fédérale.

### “Fiers de notre résilience”

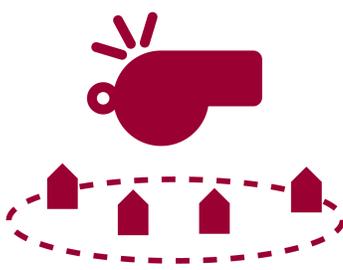
"2020 restera dans l'histoire comme l'année où nos habitudes ont été bouleversées par l'épidémie de Covid-19. Dans la gestion de cette crise, la police s'est vue assigner un rôle majeur : veiller au respect des nouvelles mesures de lutte contre le coronavirus. Une mission qui est venue s'ajouter au défi d'organiser le fonctionnement régulier de façon Covid-proof. La Taskforce Covid-19 mise sur pied pendant la crise s'est révélée un instrument de collaboration très solide. Mais nous pouvons tout particulièrement être fiers de la résilience dont a fait preuve l'ensemble de notre personnel. En effet, la population a pu continuer de compter en permanence sur notre service."



**COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE ANKE STAKENBORG**  
Présidente de la Taskforce Covid-19 Police Intégrée



[Taskforce Covid-19 pour la Police Intégrée](#)



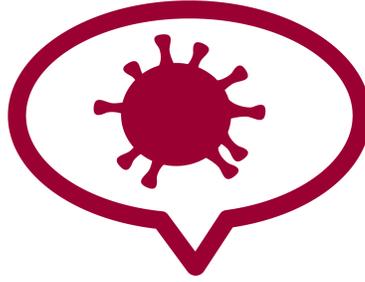
[Missions d'ordre public dans le cadre de la gestion des mesures corona](#)



[Coup d'accélérateur dans la transformation digitale](#)



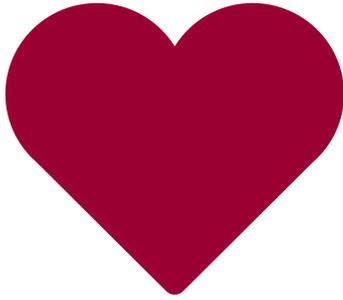
Le défi logistique



Communication en temps de coronavirus: mettre le paquet



Recrutement et sélection : de bons résultats, malgré Covid-19



Personnel et bien-être

## Taskforce Covid-19 pour la Police Intégrée

- La situation sanitaire a eu un impact sur différents aspects du fonctionnement de notre organisation, ...
- ... tant sur les missions de police sur le terrain, que sur le fonctionnement interne.
- Des outils ont été développés afin de pouvoir effectuer les différentes missions et d'en assurer l'exécution sous la responsabilité de la Police Fédérale.

### *“Fiers de notre résilience”*

*"2020 restera dans l'histoire comme l'année où nos habitudes ont été bouleversées par l'épidémie de Covid-19. Dans la gestion de cette crise, la police s'est vue assigner un rôle majeur : veiller au respect des nouvelles mesures de lutte contre le coronavirus. Une mission qui est venue s'ajouter au défi d'organiser le fonctionnement régulier de façon Covid-proof. La Taskforce Covid-19 mise sur pied pendant la crise s'est révélée un instrument de collaboration très solide. Mais nous pouvons tout particulièrement être fiers de la résilience dont a fait preuve l'ensemble de notre personnel. En effet, la population a pu continuer de compter en permanence sur notre service."*



**COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE ANKE STAKENBORG**

*Présidente de la Taskforce Covid-19 Police Intégrée*

Le 12 mars 2020, la Taskforce de la Police Fédérale a vu le jour en vue de permettre une gestion rapide et une traduction immédiate des règles décidées par le gouvernement. Le 16 mars, elle a été étendue à une Taskforce Covid-19 pour la Police Intégrée (TF GPI).

L'objectif est de pouvoir effectuer un suivi des décisions en temps réel, d'édicter des directives en tant qu'organe décisionnel, mais aussi de servir de point de contact central en matière d'informations, de documentation et de questions. Des représentants de la TF GPI participaient également aux réunions des différents organes stratégiques, ce qui lui a permis d'être un acteur actif dans les processus décisionnels.

La mise en place de la Taskforce GPI et la publication des circulaires ministérielles GPI 94 et GPI 94bis concernant les lignes directrices des mesures prises pour lutter contre le virus Covid-19 ont facilité et renforcé la gestion policière intégrée de cette crise. La structure et la méthode de travail se sont avérées efficaces pour répondre aux différents défis.



Visite ministérielle au Commissariat général de la Police Fédérale lors d'une réunion en ligne de la Taskforce GPI

Afin de pouvoir assurer un service continu, tous les services ont développé leurs propres Business Continuity Plans (BCP). Ces plans donnent un aperçu des services minimums à assurer. Ces BCP sont activés dès que le nombre de membres du personnel absents devient problématique. En outre, les entités de police doivent alerter la Taskforce GPI dès qu'elles activent leur BCP afin que les dispositions nécessaires puissent être prises pour renforcer certains services afin que les services minimums puissent être garantis.

Les principes directeurs suivants pour les BCP ont été mis en avant :

- déterminer, au sein de chaque service/direction les tâches les plus "critiques" ou "essentiels" ;
- identifier les processus liés à ces missions et les acteurs nécessaires pour les mener à bien ou pour intervenir en cas d'interruption ou de perturbation ;
- évaluer l'impact sur les ressources à mettre à disposition ou les méthodes de travail à utiliser.



Success Story

## Des coordinateurs Covid pour des mesures corona au bureau

Durant la crise du Covid-19, la Police Intégrée a misé pleinement sur le télétravail afin de contribuer à la lutte conjointe contre le coronavirus.

Cependant, de nombreuses fonctions à la police ne peuvent être exercées à domicile. Pour toutes celles et ceux dont la présence physique était indispensable au bureau, des efforts tout particuliers ont été déployés afin de leur permettre de travailler de la manière la plus sûre possible, dans le respect des mesures Covid.

Face à la multitude de mesures et de mises à jour de celles-ci, la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR) a décidé de désigner un coordinateur Covid au sein de chaque direction. Ces coordinateurs avaient pour mission de veiller au respect des règles, mais ils ont également fait office de points de contact pour les collègues qui se posaient des questions sur la situation ou les mesures sanitaires.

*“Tous les coordinateurs Covid ont fait un travail remarquable.”*



*"Lorsque nous oublions de mettre notre masque ou de désinfecter la photocopieuse, par exemple, ils nous adressaient gentiment un petit rappel. À juste titre. Et je les en remercie ! À chaque nouveau pic du nombre de malades du Covid, nous avons vraiment besoin de l'aide de tout le monde pour rester en bonne santé et veiller sur notre sécurité. "*

**PREMIÈRE CONSEILLÈRE DOMINIQUE VAN RYCKEGHEM**  
*Directrice générale a.i. de la gestion des ressources et de l'information*

## Missions d'ordre public dans le cadre de la gestion des mesures corona

Qu'importe la crise, la Police Fédérale est tenue de préserver ses missions essentielles, en tenant compte des mesures sanitaires en place et de leur évolution, afin d'assurer la sécurité de la société.

En effet, la crise sanitaire et les décisions du gouvernement ont donné des missions supplémentaires à la police telles que :

- le contrôle du respect de l'interdiction de rassemblement ;
- le contrôle du port obligatoire du masque ;
- le contrôle des déplacements non essentiels, y compris aux postes-frontières ;
- le contrôle du respect des règles de distanciation sociale ;
- le contrôle de la fermeture des commerces non essentiels et des établissements horeca ;
- le contrôle de l'interdiction des feux d'artifice ;
- le contrôle du respect du couvre-feu ;
- la sécurisation des lieux de stockage et du transport des vaccins ;
- le contrôle de l'obligation de compléter le formulaire PLF pour les personnes rentrant au pays ou les étrangers devant présenter un résultat de test négatif ;
- le contrôle de la quarantaine et du testing ;
- le contrôle de la non-participation/non-organisation à une lockdown-party ;
- le contrôle de l'interdiction de la consommation d'alcool sur la voie publique ;
- etc.

Les nouvelles missions liées à la gestion du Covid-19 étaient plutôt atypiques et presque contre-nature pour la police : il fallait soudain s'adresser aux citoyens et leur infliger une amende pour avoir fait des déplacements non essentiels, s'être rassemblés debout à plus de quatre personnes à l'extérieur ou ne pas avoir porté de masque buccal. Des tâches qui ont parfois un impact négatif sur la relation entre la police et les citoyens.

### Nombre de procès-verbaux enregistrés pour des infractions au Covid-19

Nombre de faits	2020
Infraction "santé publique"	29 139
Non-respect de l'interdiction de rassemblement	58 652
Non-respect de l'interdiction de déplacement	57 411
Non-respect des règles relatives au port du masque	25 604
Non-respect des règles de distanciation sociale	10 001
Non-respect de l'ordre de fermeture	1 204
Non-respect des règles en matière d'alcool	769
Non-respect des heures d'ouverture	685

Nombre de faits	2020
Non-respect des règles en matière de prévention et d'hygiène (professionnels)	565
Non-respect des règles de limitation des groupes/participants	246
Non-respect de l'interdiction d'utilisation de pipes à eau	214
Non-respect des modalités par les clients	200
Non-respect des règles en matière d'enregistrement des données à caractère personnel	194
Non-respect de l'interdiction de manger/boire	193
Non-respect de l'interdiction de participer à des fêtes illégales	146
Non-respect des règles relatives au Passenger Locator Form	129
Non-respect d'autres mesures liées au Covid-19	254
Autres faits avec indice parquet 62 (santé publique)	6 082
<b>Total</b>	<b>191 688</b>



## Renfort de la Police Aéronautique pour les contrôles aux frontières terrestres

La première vague de mesures corona s'est notamment traduite par une interdiction des déplacements non essentiels, ainsi que par une interdiction d'accès au territoire pour toute personne dépourvue de motif de voyage valable.

Rapidement, un besoin de renforts s'est fait sentir pour effectuer les contrôles aux frontières terrestres sur les autoroutes. Dès le 24 mars, les membres de la Police Aéronautique étaient à pied d'œuvre afin d'aider leurs collègues de la Police Fédérale de la Route à mener à bien cette tâche exigeante. Quelques semaines plus tard, une demande d'appui similaire émanait des collègues des zones de police locales limitrophes des Pays-Bas. Jusqu'à la fin mai, la Police Aéronautique a ainsi déployé chaque jour plusieurs équipes afin de contrôler le respect des mesures corona aux frontières terrestres.

Un bel exemple de collaboration au service de la société et de la santé publique.

“Une année hors normes.”

*"Inutile de rappeler que l'année 2020 a été une année hors normes. Tous les plans ont été chamboulés par le Covid. Le pays tout entier est passé par différentes phases de confinement et de déconfinement. Notre activité en a été fort marquée. Mais si certains chiffres ont fortement baissé, comme le nombre d'accidents de roulage ou le nombre d'événements requérant une présence policière, nous avons dû aussi nous réinventer. C'est ainsi que, par exemple, la Police Fédérale de la Route (DAH) a dû mettre sur pied des contrôles frontières sur les autoroutes, renforcés par bon nombre d'effectifs venant des autres directions de la Direction générale de la police administrative (DGA). Au plus fort de la crise, nous nous sommes organisés pour pouvoir assurer en tout temps les renforts et pour anticiper les demandes. Je remercie tous les membres du personnel de la DGA qui ont montré de la plus belle manière que disponibilité et flexibilité ne sont pas de vains mots. Merci aussi aux collaboratrices et collaborateurs de la Direction des opérations de police administrative (DAO) qui ont assuré la planification et l'organisation des effectifs, un vrai casse-tête en pareilles circonstances !"*



**PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE ANDRÉ DESENFANTS**

*Directeur général de la police administrative*

## Coup d'accélérateur dans la transformation digitale

Les mesures décidées par le gouvernement ont fortement impacté le fonctionnement interne de la Police Fédérale. Différentes dispositions ont dû être mises en place afin de pouvoir continuer à exercer les différentes fonctions tout en se soumettant aux mesures sanitaires.

Le matériel ICT et les licences nécessaires ont été étendus pour faciliter le télétravail. Il s'agit de permettre au personnel de poursuivre ses activités professionnelles et d'avoir accès aux informations policières.

En effet, un investissement dans du matériel ICT a été fourni, tels que des laptops adaptés pour certains services (p. ex. interceptions téléphoniques/IP) pour la mobilité des données tactiques, des accessoires (casques audios compatibles avec certaines applications), du matériel pour vidéoconférences (écrans, caméras, micros, etc. pour équiper les salles de réunion). Un investissement a également été fourni dans l'extension des licences de programmes informatiques tels que BeSecure, Tokens (pour l'authentification multifacteurs). Ceci afin d'offrir aux collaborateurs la possibilité d'exercer leurs activités professionnelles et d'accéder à l'information policière où qu'ils se trouvent et en toute sécurité.



Success Story

### Aide à la réalisation des missions policières : CROSS-COVID, dans la lutte contre la pandémie

L'application BNG/CROSS-COVID, développée en un temps record par les équipes de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI), offre un appui aux policiers pour faire appliquer les décisions gouvernementales en cas d'infractions. Le but de cette application est d'enregistrer plus facilement les infractions liées aux mesures prises afin de lutter contre la propagation du coronavirus.

coronavirus.

D'une part, l'application permet, en cas de non-respect des mesures sanitaires, de procéder au paiement d'une transaction pénale immédiate. D'autre part, elle permet également de gérer les données liées à la récidive. En effet, BNG/CROSS-COVID permet d'interroger directement la Banque de données nationale générale (BNG) avant que l'infraction ne soit enregistrée dans l'application.

#### **Aide à la population : le guichet digital**

[Police On Web](#) est la plateforme qui, depuis 2007, permet aux citoyens de faire des déclarations et de déposer plainte en ligne.

En avril 2020, la Police Fédérale, en collaboration avec la Police Locale, a mis à disposition des citoyens le formulaire 'Guichet digital temporaire', en réponse à la situation sanitaire liée au coronavirus. Celui-ci permet d'éviter au maximum les déplacements physiques.



Le guichet digital en quelques chiffres :

- En 2020, 45 481 déclarations ont été introduites via Police On Web, soit deux fois plus qu'en 2019 où ce nombre s'élevait à 21 989 ;
- Depuis l'ouverture du guichet digital temporaire en avril 2020, 28 197 déclarations ont été envoyées à la Police Locale via ce canal.

#### **Aide aux collaborateurs : BeSecure**

Voici plusieurs années déjà que la plateforme BeSecure permet au personnel de terrain d'accéder de manière fiable, quel que soit l'endroit où il se trouve, aux services mobiles ISLP (Information System for Local Police).

Depuis l'année passée, BeSecure est également déployé au sein de la Police Fédérale afin de remplacer d'autres solutions existantes et de soutenir les mesures visant à faciliter le télétravail. Depuis la pandémie de Covid-19, le télétravail a en effet acquis une importance considérable. Fin 2020, le nombre de collaborateurs de la Police Fédérale utilisant BeSecure s'élevait à 3 657.



### **Passage accéléré au travail à domicile avec Teams**

Dans le contexte du Covid-19, Teams est devenu le moyen de communication par excellence pour les collaborateurs de la Police Intégrée. Les chiffres parlent pour eux-mêmes : en 2020, la Police Intégrée comptait 42 037 utilisateurs actifs de Teams.

Les efforts fournis par la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI) de la Police Fédérale et par ses ambassadeurs New Way of Working (nouveau monde du travail) portent leurs fruits : Teams est devenu un mode de travail "usuel" à la Police Intégrée. À titre de comparaison : en janvier 2019, "seules" 8 000 personnes avaient adopté Teams au sein de notre organisation.

Que ce soit à domicile ou au bureau, Teams permet aux collaborateurs d'organiser des réunions, en ce compris avec des partenaires externes, de se concerter et de collaborer sur des dossiers, le tout à distance et, dès lors, en toute sécurité. Le slogan *any time, any place, any device* (n'importe quand, n'importe où et depuis n'importe quel appareil) prend plus que jamais tout son sens.

## Le défi logistique

La Police Fédérale a dû dégager des moyens importants pour répondre au mieux aux défis posés par la crise sanitaire. Afin de permettre à nos collaborateurs d'exercer au mieux leurs fonctions en toute sécurité, il était notamment nécessaire de mettre à leur disposition du matériel adéquat.

Matériel de protection individuel :

- Masques
- Gants jetables
- Lunettes de protection
- Écran facial
- Gel hydroalcoolique
- Salopettes
- Thermomètres
- Plexiglas
- Produits d'hygiène, de nettoyage et de désinfection pour les locaux, les vêtements, les masques etc., fumigateurs (désinfection des véhicules de service), lingettes désinfectantes
- Matériel de désinfection : serpillères et chiffons jetables, poubelles et sacs poubelles

Grâce au travail et à la créativité des services logistiques, la pénurie de matériel de protection – masques, plexiglas, etc. – que la police a connue au début de la crise a pu être rapidement solutionnée.



### Success Story

## Appui logistique : créativité, innovation et solidarité

La crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19 a donné un coup d'accélérateur aux services fournis par la Direction de la logistique (DRL) de la Police Fédérale, qui a fait montre d'une créativité, d'une innovation et d'une solidarité saluées à plusieurs reprises. La DRL a mobilisé l'ensemble de ses forces pour permettre l'organisation de l'appui logistique aux contrôles aux frontières (notamment les guérites, voir ci-dessous), le nettoyage et la désinfection des locaux, la fabrication de kits Covid et de sets individuels de protection, la recherche, l'acquisition et la distribution de matériel de protection, de gel hydroalcoolique et de produits de nettoyage. Elle a également mis en place une chaîne de production de masques en tissu. Sur base de kits préparés, livrés et repris par les services de DRL, 35 000 masques ont été fabriqués par 300 volontaires. Les masques confectionnés ont été contrôlés, puis emballés individuellement, pour être distribués au plus proche du niveau de priorité défini.

On notera aussi la fabrication, en un temps record et principalement avec des matériaux de récupération, de vingt guérites en polycarbonate, fabriquées et livrées au personnel de la Police Fédérale de la Route (DAH) chargé du contrôle aux frontières du pays. Sans alternative disponible et accessible dans le secteur privé, les guérites ont été construites au Centre de compétences matériel d'Uccle (CCMU), en étroite collaboration avec la DAH. Destinées à accueillir une personne et la protéger du vent, de la pluie et du soleil, elles ont permis à la Police de la Route de contrôler efficacement les véhicules de passage. Six membres du CCMU se sont affairés pour construire les cinq premières guérites en seulement deux jours. Les quinze autres ont suivi au même rythme.

Enfin, le CCMU a entamé la fabrication d'écrans en bois et polycarbonate pour le service Recrutement et Sélection (DPRS) et la protection des recruteurs et des candidats. Se sont ensuite enchaînées les demandes de production ou d'adaptation du premier modèle pour diverses unités, en fonction de leurs besoins spécifiques (accueil, audition de personnes interpellées, protection entre collègues...). Au total, pas moins de 800 écrans, dans trois formats standards et sur mesure, ont été fabriqués et livrés aux unités de la Police Fédérale par le CMMU en 2020.

## ♥ Personnel et bien-être

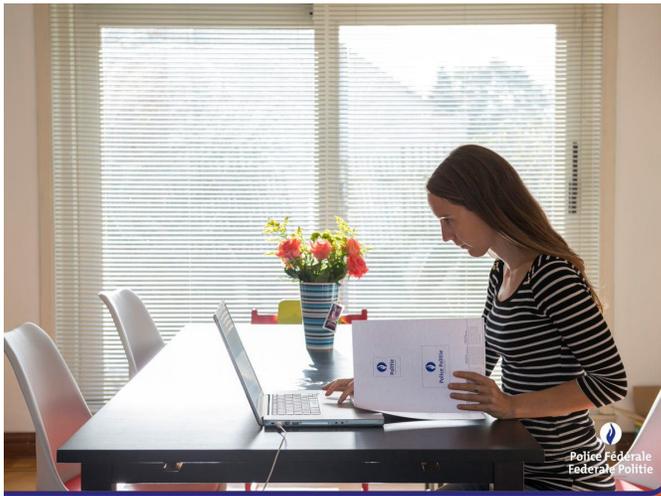
Un suivi du bien-être de nos collaborateurs est effectué continuellement par notre organisation, mais durant la crise, ce suivi s'est intensifié. Tous les services de la Direction interne pour la prévention et la protection au travail (CGWB) ont en effet été fortement sollicités durant cette pandémie.

Il a fallu agir rapidement et efficacement dans la mesure de nos connaissances sur l'évolution du virus. CGWB a rendu de nombreux avis et analyses de risques sur la santé des membres de la police, aussi bien au niveau de la formation et des opérations que de la direction. Les différents services de la direction ont été fort impliqués dans un grand nombre de communications (affiches, vidéos, articles...) en matière de sécurité et de santé à destination des membres du personnel de la Police Intégrée. Une contribution a été apportée pour une approche préventive au bien-être des travailleurs par la création de capsules vidéo.

Afin de respecter les mesures gouvernementales contre la propagation du Covid-19, certaines activités du service ont été temporairement arrêtées, comme les visites des lieux de travail ou certains examens médicaux périodiques. Le télétravail a eu un impact sur le traitement des procédures informelles et formelles du service psychosocial.

Bien que ce fut une période très intense, et malgré l'évolution vers les nouvelles méthodes de travail et l'obligation du télétravail, les équipes de CGWB étaient soucieuses de fournir des conseils et avis de qualité.

Plusieurs points positifs de cette période particulière sont à retenir, telles que la bonne collaboration intra et interservices ainsi que le bon fonctionnement du travail à distance.



## Communication en période de pandémie : toutes voiles dehors !

L'organisation a dû faire face à un défi de taille en matière de communication. À chaque annonce de nouvelles mesures ou de modification de mesures par les autorités, et chaque fois que la Taskforce Covid-19 de la Police Intégrée en faisait la demande, il a fallu traduire ces dispositions en directives claires, précises et actuelles pour les policières et policiers sur le terrain. Il a par ailleurs fallu communiquer promptement et en toute transparence avec le personnel concernant la gestion interne de la situation sanitaire. Appui logistique, directives RH, offre d'appui psychosocial... sont autant de questions qu'il a été nécessaire d'aborder.

Synergie et collaboration se sont révélés les maîtres mots pour venir à bout de ce travail dans des délais aussi serrés. La Direction de la communication (CGC) de la Police Fédérale, en étroite collaboration avec la Commission permanente de la Police Locale, a joué un rôle clé dans l'organisation de la communication. De nombreux services et directions ont par ailleurs apporté leur contribution dans leur propre domaine d'expertise : Service juridique, Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR), Direction interne de prévention et de protection au travail (CGWB), etc.

La communication sur la crise du coronavirus a reposé sur trois piliers complémentaires :

- **Le portail d'information Covid-19**, un site thématique général comprenant un guide d'intervention dédié au contrôle du respect des mesures corona, des directives internes, des documents officiels (arrêtés, notes, etc.), une FAQ "Bien-être Covid-19", des vidéos, du matériel de sensibilisation, etc. Ce portail est accessible en tout lieu, à tout moment et sur tout appareil.  
Au cours de 2020, le site a été visité par quelque 38 137 membres du personnel de la Police Intégrée, soit 72 % de l'effectif total (53 000 personnes). À la fin de l'année, ces visiteurs uniques avaient consulté le portail 942 680 fois au total.
- **Une lettre d'information thématique GPI News Covid-19**, avec des nouvelles et des mises à jour importantes en lien avec le portail d'information Covid-19. En 2020, 50 éditions de cette publication ont été communiquées à l'ensemble du personnel de la Police Intégrée. Un mailing plus fréquent a en outre été mis en place pour les dirigeants.
- **Le Contact Center Covid-19**.

En ce qui concerne la communication externe, la Police Fédérale s'est alignée sur la stratégie de communication du Centre de crise national, s'attachant à informer et sensibiliser la population à l'importance du respect des mesures de lutte contre le coronavirus. Sur les réseaux sociaux, la Police Fédérale, toujours en collaboration avec la Commission permanente de la Police Locale, a participé à la campagne "11 millions de raisons", notamment au moyen de visuels et de vidéos.

Enfin, durant cette période de Covid-19, l'équipe Webcare de la Direction de la communication a eu fort à faire afin de pouvoir réagir (et interagir) de façon adéquate aux réactions et questions postées sur les réseaux sociaux.



Success Story

## Le Contact Center Covid-19

La Police Fédérale a mis en place, le 9 mars 2020, un Contact Center afin que les cas positifs au Covid-19 ou les cas de quarantaine puissent être rapidement identifiés pour l'ensemble de la Police Intégrée. Le Contact Center Covid-19 reste opérationnel et assiste le personnel de la Police Intégrée par téléphone et par mail pour répondre à leurs questions et préoccupations concernant le Covid, notamment par rapport aux mesures corona et à leur impact sur le statut, la logistique, etc.

En 2020, 75 % des questions posées concernaient des matières liées au personnel, comme le télétravail en cas de quarantaine, les règles à suivre après avoir eu un contact avec un collègue infecté, les personnes à risque, le certificat médical, etc. Quelque 21 % des questions avaient trait à des aspects opérationnels, et 2,2 % à des aspects logistiques.

Le Contact Center était également chargé d'enregistrer et de signaler les cas confirmés et suspectés de Covid-19 de manière à permettre à la Taskforce Covid-19 GPI d'évaluer quotidiennement l'impact de la pandémie sur la capacité en personnel de la Police Intégrée.

- 5 830 cas suspectés ont été enregistrés ;
- 3 473 cas confirmés ont été enregistrés ;
- 5 433 collaborateurs ont dû être mis en quarantaine.

Enfin, le Contact Center Covid-19 a apporté une contribution de fond au portail d'information Covid-19 sur la base des "questions fréquemment posées" (FAQ) et a rempli une fonction d'orientation vers la Direction des opérations de police administrative (DAO) encore ou le Centre de crise.



## Recrutement et sélection : de beaux résultats, malgré le Covid-19

Poursuivre notre recrutement et notre sélection pendant la bataille commune contre le Covid-19 n'a pas été une tâche facile. Les épreuves de sélection ont été suspendues fin mars-début avril, mais grâce aux efforts de la Direction de la logistique (DRL) et du service Recrutement et Sélection (DPRS), elles ont pu redémarrer rapidement. Outre des équipements de protection, des règles "corona" spécifiques ont été introduites, ce qui a permis de limiter la suspension à trois semaines.

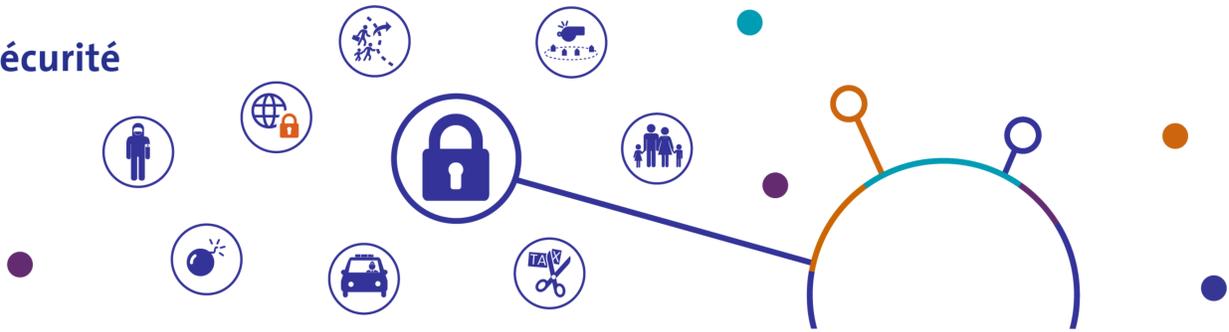
Par ailleurs, cette crise sanitaire nous a incités à restructurer le mode d'organisation de nos campagnes. Nous avons pu atteindre nos objectifs en digitalisant les activités de recrutement et en écourtant les activités de sélection. Nous avons également remplacé les événements physiques et les foires par des séances d'information et des journées d'information en ligne. En outre, du matériel dynamique, notamment de courtes vidéos avec des témoignages et des illustrations, a été créé spécifiquement pour les campagnes de recrutement en ligne.

Par ailleurs, tant l'infrastructure que l'accueil des candidats ont été adaptés. Les salles accueillant les épreuves ont été aménagées afin d'être sûres d'un point de vue sanitaire (parois en plexiglas, masques de protection, ventilation et désinfectant). Une épreuve sportive spécifique a également été instaurée (*beep test*, ou test de Léger) en lieu et place du parcours fonctionnel.

Bref, en 2020, les candidats ont été dûment informés et accompagnés via tous les canaux numériques ou physiques disponibles, dans le respect des règles de sécurité mises en place dans le cadre de la pandémie.

Pour des informations plus détaillées sur les activités de recrutement et sélection en 2020, veuillez consulter le chapitre [La police comme employeur - Recrutement et sélection](#)

# Sécurité



[Home](#) / Sécurité

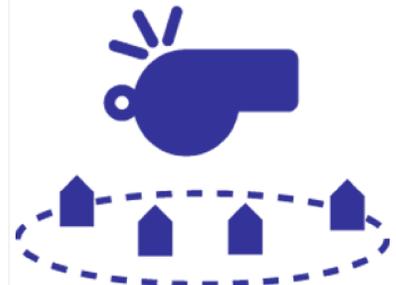
- En tant que composante de la Police Intégrée et maillon de la chaîne de sécurité, la Police Fédérale contribue à la sécurité et à la qualité de vie au sein de la société.
- Les membres de la Police Fédérale accomplissent leurs missions avec un professionnalisme remarquable dans divers domaines : la sécurité routière, l'ordre public, la lutte contre la violence, le terrorisme, les trafics illégaux, le trafic d'êtres humains, l'exploitation, la fraude...
- Pour mener à bien ces missions, ils accordent de l'importance au partenariat, à l'échange d'informations et à la coopération internationale.



[Migration et trafic de personnes et de biens](#)



[Police et sécurité du citoyen](#)



[Gestion négociée de l'espace public](#)



[Sécurité routière](#)



[Les teams spécialisés](#)



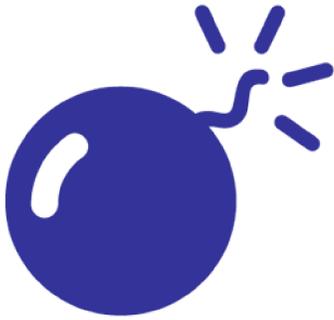
[Sécurité en ligne](#)



[Sécurité économique et sociale](#)



[Le partenariat international comme clé du succès](#)



[Terrorisme, extrémisme, radicalisme](#)

## Migration et trafic de personnes et de biens

- Le coronavirus, qui a déferlé sur notre pays et le reste de l'Europe en mars 2020, a eu un impact sur la criminalité. Plusieurs phénomènes criminels ont connu une forte diminution au cours de l'année.
- Il en va malheureusement autrement de la traite et du trafic d'êtres humains. Les itinéraires semblent se déplacer et l'on observe un recours croissant à la violence dans le chef des trafiquants.
- Le trafic de drogues a lui aussi continué de prospérer en 2020.

### Rester à la hauteur du défi majeur pour la sécurité de nos concitoyens

« L'année 2020 fut une année particulière à bien des égards, rythmée depuis le début du printemps par une crise sanitaire qui a littéralement bouleversé nos habitudes de vie.

Bien que souvent moins visibles et exposés que les collègues 'de première ligne' de la Police Locale ou de la Direction générale de la police administrative, les membres de la Police Judiciaire Fédérale ont fait ce qu'il fallait pour assurer la continuité du service, et bien plus que cela. Les chiffres repris dans le présent rapport ne sont qu'une vue partielle de l'activité et des résultats impressionnants atteints grâce à l'engagement de tous les membres de la Police Judiciaire Fédérale.

Une société bouleversée dans son fonctionnement quotidien induit forcément des adaptations dans les modi operandi de la criminalité organisée. C'est pourquoi nous avons très rapidement mis en place un monitoring sur mesure afin de mieux percevoir et détecter ces adaptations, et si possible les anticiper et les prévenir.

Des tensions sont régulièrement apparues dans le 'milieu'. De nombreuses enquêtes relatives à des intimidations, des règlements de compte voire des enlèvements en témoignent de manière concrète.

En outre, malgré une société vivant quelque peu au ralenti, force a été de constater que le trafic international de cocaïne ne s'est jamais aussi bien porté, que les trafiquants d'êtres humains ont poursuivi leurs activités sordides ou encore que les escroqueries et arnaques de toute nature sur internet ont particulièrement proliféré. Ces trois domaines ne sont malheureusement que des exemples de la manière dont le crime organisé est agile et se réadapte sans cesse.

Pour continuer à être le moteur de cette lutte dans notre pays, la Police Judiciaire Fédérale doit également faire preuve de capacités d'adaptation. Aussi, à côté de la gestion des opérations, nous avons profité de cette année 2020 pour peaufiner le projet DGJ3.o. Plus qu'une simple vision, il s'agit d'un ensemble cohérent d'actions à court et moyen terme qui visent à développer et professionnaliser davantage nos activités, afin de (re)faire de la Police Judiciaire Fédérale belge un service de police judiciaire spécialisé de référence en Europe, et de continuer à rester à la hauteur du défi majeur pour la sécurité de nos concitoyens que représentent la criminalité organisée et le terrorisme ».

COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE ERIC SNOECK  
Directeur général de la Police Judiciaire Fédérale

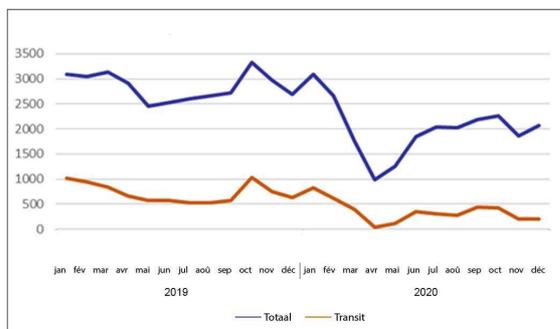


### Interceptions d'étrangers en séjour irrégulier

Les services de police interceptent régulièrement des personnes séjournant illégalement en Belgique. Il s'agit de personnes que l'on soupçonne, lors d'un contrôle, de ne pas satisfaire aux conditions nécessaires pour séjourner ou se déplacer légalement sur le territoire belge.

L'Office des étrangers détermine, en fonction de différents critères, si un étranger en séjour irrégulier est également un "migrant en transit".

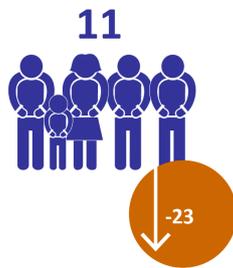
Depuis 2016, un service spécifique de la Direction des opérations de police administrative (DAO/Migration) suit ce phénomène.



Les mesures restrictives mises en place dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire ont sans aucun doute entraîné une baisse du nombre d'interceptions. Lors du premier confinement, en mars et en avril, le nombre d'interceptions a chuté brutalement, non seulement en Belgique mais aussi dans le reste de l'Europe. Les déplacements étant limités au sein de l'Union européenne (et à l'échelle mondiale), les migrants se sont retrouvés bloqués dans les pays par lesquels ils transitaient à ce moment-là.

#### Migration illégale – contribution de la Police Aérienne (LPA)

Arrestations dans le cadre du trafic d'êtres humains



#### Arrestations

	2018	2019	2020
Arrestations dans le cadre du trafic d'êtres humains	23	34	11

#### Éloignements

En raison de l'offre de vols réduite et des restrictions de déplacements résultant de la pandémie de Covid-19, certains éloignements n'ont pas pu avoir lieu.

	2018	2019	2020
Refoulements*	2 399	2 377	848
Rapatriements**	3 509	3 119	1 615

\* Refoulements : lorsqu'une personne se présente aux frontières mais n'est pas en ordre au niveau de ses papiers, elle ne peut pas passer la frontière et doit être "refoulée" vers le pays d'où elle vient.

\*\* Rapatriements : lorsqu'une personne est trouvée en situation illégale sur le territoire, elle est à "rapatrier" vers son pays d'origine ou le dernier pays par lequel elle est passée.

#### Migration illégale – contribution de la Police des Chemins de Fer (SPC) à Bruxelles-Midi (Eurostar)

##### Personnes interceptées en séjour illégal

	2018	2019	2020
Personnes interceptées en séjour illégal	186	130	102

#### Migration illégale – contribution de la Police de la Navigation (SPN)

	2018	2019	2020
Personnes en séjour illégal interceptées par la SPN (total fonctionnement régulier et actions ciblées)	4 256	2 951	2 612
• au moyen du détecteur CO2	901	573	3*
• grâce aux chiens déployés pour les contrôles immigration	1 457	1 497	908**
Arrestations judiciaires (confirmées par le magistrat) dans le cadre de la migration illégale (trafic d'êtres humains et migration de transit)	3	15	3
Actions ciblées	216	215	327

\* La baisse des chiffres concernant les interceptions à l'aide du détecteur de CO2 s'explique par le fait que cette tâche a été reprise par une société de gardiennage privée.

\*\* La baisse des chiffres concernant les interceptions à l'aide de chiens s'explique par le fait que cette tâche est à présent répartie entre l'Appui canin de la Police Fédérale et des sociétés de gardiennage privées.



## Gestion des frontières

En raison des mesures restrictives prises pour limiter la propagation du coronavirus, qui ont, rappelons-le, provoqué une très nette diminution des déplacements transfrontaliers en 2020, l'on constate une baisse générale des chiffres pour l'année écoulée. En revanche, les services de police se sont vus confier de nouvelles missions dans le but précis de faire respecter ces mesures (pour plus d'informations à ce sujet, voir la partie "[La Police Intégrée face à la crise sanitaire](#)"). Pour les services de police opérant aux frontières (plus particulièrement la Police Fédérale de la Route, la Police Aéronautique, la Police des Chemins de Fer et la Police de la Navigation), ces tâches ont notamment consisté à contrôler l'interdiction des voyages non essentiels, l'utilisation du Passenger Locator Form (PLF), obligatoire pour les personnes se rendant en Belgique, etc.

### Contrôles frontières par la Police Aéronautique (LPA) dans les aéroports

Les passagers en provenance d'un pays situé en dehors de la zone Schengen sont soumis à un contrôle frontalier. Si un problème survient au poste de contrôle frontalier ou à la "box" (les conditions d'entrée ne sont pas remplies, le passager fait l'objet d'un signalement, une vérification supplémentaire d'un document est requise...), le passager est alors dirigé vers la deuxième ligne pour un contrôle plus approfondi. De cette manière, le flux de passagers au poste de contrôle n'est ni interrompu, ni retardé.

Si un passager ne remplit pas les conditions d'entrée, il faut alors contacter l'Office des étrangers (OE), qui prendra une décision. Cela peut aller de la délivrance d'un visa, d'un permis de passage spécial... à un refus. Dans ce dernier cas, le passager doit retourner à l'aéroport d'origine.

Contrôles frontières	2018	2019	2020
Passagers contrôlés en 2ème ligne	39 185	41 939	16 820
Rapports à l'Office des étrangers	7 054	7 560	3 795
Refus	2 940	3 026	1 132

Un dossier est établi chaque fois qu'un document faux, falsifié, faisant l'objet d'un signalement ou utilisé frauduleusement est découvert, ou encore en cas d'imposteur. Plusieurs documents peuvent être saisis par dossier (par exemple, un faux passeport, un faux permis de conduire, une fausse carte d'identité...).

Documents d'identité faux et falsifiés	2018	2019	2020
Dossiers	3 648	3 645	1 280
Documents saisis	1 637	2 002	1 422
Imposteurs*	249	465	191
Faux documents**	620	863	561
Documents falsifiés***	768	667	276

\* Un imposteur utilise un document authentique et valable à des fins frauduleuses (généralement sur base de son apparence).

\*\* Un faux document est un document totalement contrefait.

\*\*\* Un document falsifié est un document original auquel on a apporté des modifications. Par exemple, une photo sur un document d'identité, une date sur un visa, une nouvelle page d'identité dans un passeport existant.

À Brussels Airport, les citoyens de l'UE voyageant à destination/en provenance d'un pays non-Schengen peuvent faire l'objet d'un contrôle numérique de leur identité au niveau des postes de contrôle frontalier automatisé (e-gates). On dénombre 24 e-gates à Brussels Airport.

e-gates	2018	2019	2020
Contrôles	3 142 108	3 047 019	470 639*

\* Les e-gates ont été beaucoup moins utilisées dès lors qu'elles n'ont pas pu être mises en œuvre aux fins du contrôle du Passenger Locator Form (PLF). Le formulaire PLF est une mesure visant à limiter le risque de propagation du coronavirus dans le cadre des déplacements internationaux.



### Success Story

## Mesures corona : la Police Aérienne démontre son adaptabilité dans la gestion des contrôles supplémentaires aux frontières

Durant la pandémie de Covid-19, qui a mis tout le monde face à de nouveaux défis, la Police Aérienne (LPA) s'est vue confrontée à une forte diminution du nombre de passagers dans les aéroports. Il a néanmoins fallu redéfinir le contrôle frontière en tant que tel, à cause notamment de l'introduction du **Passenger Locator Form (PLF)**, ce formulaire nécessaire pour pouvoir entrer sur le territoire. À chaque changement des conditions de voyage durant la crise sanitaire, la LPA a réussi, dans des délais très brefs, à mettre en pratique les nouvelles règles, en perpétuelle évolution. Ainsi, 100 % des passagers des vols extra-Schengen ont été contrôlés pour vérifier qu'ils étaient bien en possession d'un formulaire PLF valable. Pour les vols intra-Schengen, pour lesquels aucun contrôle n'est habituellement requis, la LPA a réussi à contrôler environ la moitié des passagers dans le cadre du PLF. Des procès-verbaux ont été rédigés lorsque cela s'est avéré nécessaire.

### Contrôles dans les trains internationaux (Paris, Amsterdam...) par la Police des Chemins de Fer (SPC)

	2018	2019	2020
Trains contrôlés	374	250	191
Procès-verbaux	143	89	23
Arrestations judiciaires	79	30	6
Mises à disposition (judiciaires)	4	2	1
Arrestations administratives	63	58	11



### Contrôles frontières par la Police de la Navigation (SPN) dans les ports maritimes

Contrôles frontières	2018	2019	2020
Membres d'équipages contrôlés administrativement	634 178	651 341	487 850
Passagers contrôlés physiquement	457 111	522 617	86 263
Visas individuels octroyés	4 347	4 953	4 817
Clandestins découverts	28	71	116

## Coopération internationale sur les eaux intérieures



## Success Story

Les 13 et 14 juin 2020, la Police de la Navigation (SPN) a organisé sur les voies navigables du Limbourg une vaste action de contrôle ciblant les bateaux de plaisance. En collaboration avec des collègues de la police néerlandaise, la SPN a effectué des patrouilles sur la Meuse mitoyenne à hauteur de Kinrooi et de Maaseik, ainsi que sur les Maasplassen Heerenlaak et Spaanjerd, où la frontière se trouve au milieu de l'eau. Une convention particulière est d'application pour la Meuse mitoyenne, si bien que la réglementation en vigueur est la même dans les deux pays. La SPN dispose par ailleurs de compétences de constatations sur le territoire des Pays-Bas, et inversement pour leurs homologues néerlandais.

Les équipes de la Police de la Navigation et de la police néerlandaise ont procédé au contrôle complet de 41 navires et au contrôle administratif (screening) de 27 navires. Ils ont dressé 7 procès-verbaux, rédigé 8 avertissements et sont venus en aide à un navire en détresse.

## Frontex

Les missions Frontex sont des missions de contrôle (identité, documents, etc.) aux frontières extérieures de l'Union européenne.

Le tableau ci-dessous indique la contribution de nos unités aux missions Frontex (notamment les *joint operations* au niveau international) en termes d'heures prestées.



Heures prestées

Nombre d'heures prestées	2018	2019	2020
Police des Chemins de Fer	575	1 175	204
Police de la Navigation	5 031	5 955	1 566
Police Aéronautique	8 505	10 967	4 827
Police de la Route	280	1 108	244
Direction des opérations de police administrative	2 027	1 886	349
Direction de la sécurisation *	/	/	202
<b>Total</b>	<b>16 418</b>	<b>21 091 (+28%)</b>	<b>7 392 (+64,95%)</b>
Directions de coordination et d'appui déconcentrées	/	/	556
Police Locale	/	/	423
Direction des opérations de police judiciaire	/	/	377
Police Judiciaire Fédérale	/	/	866

\* Comptage à partir de 2020

## Traite et trafic des êtres humains

Dans le cadre de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains, les enquêteurs de la Police Judiciaire Fédérale (PJF) ont presté 202 461,46 heures, soit 7 % de la capacité d'enquête fédérale (total = 2 961 138,91 heures), ce qui correspond à la situation de l'année précédente.

Nombre de dossiers d'enquête ouverts par la Police Judiciaire Fédérale	2019	2020
Trafic d'êtres humains	212	350
Exploitation sexuelle	134	127
Exploitation économique	48	60

## Trafic de drogues

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues, les enquêteurs de la Police Judiciaire Fédérale ont presté l'année dernière 521 722 heures, soit 17,6 % de la capacité d'enquête. En 2019, quelque 428 756 heures ont été prestées dans ce cadre, soit 15,9 % de la capacité d'enquête fédérale.

L'accent a été mis sur la lutte contre :

- la production professionnelle et commerciale de cannabis ;
- la production et le commerce de drogues de synthèse, en ce compris les précurseurs ;
- le marché local des stupéfiants ;
- l'importation et l'exportation de cocaïne.

Gage d'efficacité, la coopération policière internationale est un maillon important de la lutte contre ce phénomène. La Police Fédérale est impliquée dans divers forums internationaux.

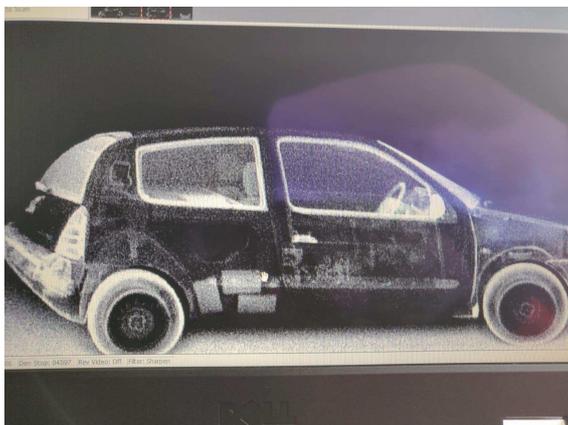


### Success Story

## Espaces cachés : une expertise partagée dans la lutte contre le trafic de drogues

Le partage des connaissances est la pierre angulaire dans le développement d'une expertise commune. Les directions décentralisées de la Police Fédérale acquièrent de l'expertise dans certains domaines, car certains phénomènes sont plus présents que d'autres dans leur arrondissement. Afin de lutter contre le trafic de stupéfiants, phénomène récurrent auquel la DCA Anvers est confrontée, une expertise spécifique dans la recherche de compartiments cachés dans les véhicules y a été développée.

Cette méthode a permis de découvrir une quarantaine de cachettes dans des véhicules. Toujours dans l'optique d'un échange réciproque des connaissances, un groupe d'experts en "espaces cachés" a été créé sous la direction de la Police Judiciaire Fédérale, notamment la Direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC). La section Véhicules de la Police Fédérale d'Anvers y a partagé son expérience, ce qui a entre autres permis d'élaborer un module de formation.



## Des Actions étoile contre le tourisme de la drogue

Les Actions étoile sont issues d'une collaboration entre la Police Fédérale, la Police Locale et l'Administration générale des douanes et accises. Elles visent le trafic de drogues, et en particulier le tourisme de la drogue dans les régions frontalières.

En 2020, les services de police et la douane ont procédé, au cours de trois journées d'action, au contrôle de 4 347 personnes et de plus de 3 011 véhicules. 34 trains et 18 autocars de sociétés *low cost* ont été contrôlés. Au total, les actions ont permis l'arrestation de 52 personnes, ainsi que la saisie de 30 armes et d'une somme de 40 160 euros.

En raison de la pandémie de Covid-19, deux journées d'action ont dû être annulées au printemps 2020.



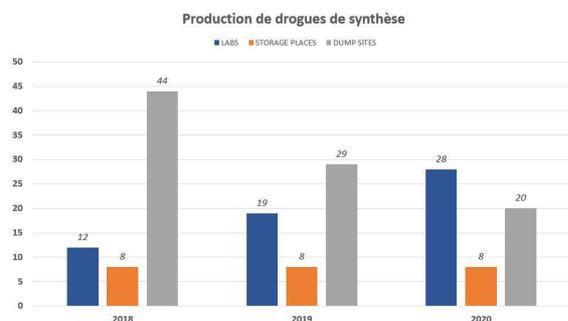
## Drogues saisies dans le cadre des Actions étoile

	2018	2019	2020
Marijuana	12,5 kg	39,5 kg	14 kg

Drogues saisies dans le cadre des Actions étoile	2018	2019	2020
Haschich	8 kg	1 kg	1 kg
Héroïne	5 kg	0,2 kg	3 kg
Cocaïne	2,5 kg	4,8 kg	11,4 kg
Amphétamines	1,5 kg	0,4 kg	0,15 kg
XTC	2 019 pilules	1 168 pilules	2 571 pilules

## Drogues synthétiques

Production de drogues synthétiques



Saisies de drogues de synthèse en 2020 :

- Amphétamines : 16 saisies pour un total de 164 kg (+ 984,5 litres d'huile destinée à la production d'amphétamines)
- XTC : 61 saisies pour un total de 348 549 pilules
- Kétamine : 31 saisies pour un total de 110 kg
- MDMA : 1 saisie de 113 kg
- Méthamphétamines : 4 saisies pour un total de 4 kg

## Trafic de haschich

Treize saisies ont permis de mettre la main sur une quantité totale de 13 909 kilos de haschich. Pas moins de 11,5 tonnes ont été saisies lors d'une seule de ces opérations !

## Trafic de cocaïne

Les ports maritimes sont des maillons du trafic de cocaïne de l'Amérique du Sud vers l'Europe occidentale. La Police Fédérale s'investit de plus en plus dans la lutte contre le trafic de cocaïne en collaborant avec les services de police de pays d'origine et de transit en Amérique du Sud (Colombie, [Brésil...](#)).

Saisie maritime de cocaïne (kg)	2018	2019	2020
À Anvers	49 881	61 796	65 443
Vers Anvers	53 082	76 986	67 780
En Belgique, hormis Anvers	2 928	1 877	2 451
<b>Total (kg)</b>	<b>105 892</b>	<b>140 660</b>	<b>135 675</b>



Success Story

## Une saisie record de cocaïne grâce à une enquête limbourgeoise

Le 27 octobre, au port d'Anvers, la Police Fédérale a intercepté une quantité record de 11,5 tonnes de cocaïne dans des conteneurs à ferraille. Cette saisie a été opérée dans le cadre d'une enquête menée par la Police Judiciaire Fédérale (PJF) du Limbourg.

Chapeauté par le parquet fédéral, cette enquête a permis de mettre au jour un vaste trafic international de cocaïne transitant par le port d'Anvers. Les trafiquants avaient des liens aussi bien avec le monde légal (bureaux d'expédition, entrepôts, sociétés de transport, etc.) qu'avec diverses autres organisations criminelles, qui assumaient chacune une partie des activités du réseau. 22 personnes ont été arrêtées et près de 3 millions d'euros ont été saisis.

Grâce à ces investigations, la police et la justice ont pu soustraire en l'espace d'un an quelque 14 950 kilogrammes de cocaïne pure au réseau criminel. Les montants en jeu sont tout bonnement hallucinants. En considérant que le prix de gros moyen d'un kilo de cocaïne atteint 30 000 euros, l'on peut évaluer la valeur des saisies à 450 millions d'euros. Après coupage, la valeur de la drogue peut facilement atteindre le double.

## Lutte contre la criminalité environnementale

En avril de l'année passée, les sections Environnement et Hormones ont été fusionnées en un nouveau service au sein de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC).

La création de ce nouveau service central, baptisé "Santé publique et Environnement", apporte une valeur ajoutée substantielle à DJSOC, qui pourra se concentrer sur une série de phénomènes criminels spécifiques. Face à l'inquiétude croissante de la population concernant l'environnement et la santé publique en général, mais aussi aux préoccupations que suscite notre sécurité alimentaire, il fallait apporter une réponse adéquate afin de renforcer l'efficacité et l'efficience du travail de la police dans ce domaine.

La fusion des deux "petites" sections en une seule allait de soi. Les deux entités avaient en effet les mêmes fonctionnalités : expertise, image, collecte et gestion d'informations ciblées, coordination d'enquêtes, appui des unités de terrain et implication internationale. Ces changements se sont opérés dans le cadre d'une collaboration structurée et multidisciplinaire avec les partenaires externes compétents (services de contrôle et de surveillance administratifs aux niveaux fédéral et régional).

La création au niveau de la Police Judiciaire Fédérale d'un point de contact unique (tant au sein qu'en dehors de la police) dédié aux formes de criminalité relevant de la réglementation particulière répond non seulement à une attente – par ailleurs formulée dans la Note-cadre de sécurité intégrale – des divers partenaires externes, mais elle clarifie également la position de la Police Fédérale à l'égard de cette matière sensible pour la population (p. ex. : formes graves de criminalité alimentaire, comme l'affaire du Fipronil).

En outre, l'acquisition d'expertise et de connaissances spécifiques au sein d'un service central constitue une plus-value en termes d'uniformité d'approche des phénomènes concernés et d'efficacité des ressources pouvant être déployées.

En créant ce nouveau service, la Police Fédérale donne un signal clair non seulement à la population et aux responsables politiques, mais aussi aux autres services de police (locaux) et aux partenaires extérieurs. La Police Fédérale assume ainsi pleinement son rôle relativement à l'approche pénale des formes de criminalité grave en matière de santé publique et d'environnement.

Le nouveau service est reconnaissable à son emblème et son acronyme anglais "FUPHEC", qui signifie "*Federal Unit Public Health and Environmental Crime*".



## Police et sécurité du citoyen

- En 2020, 3 108 personnes identifiées comme suspectes ont été arrêtées par la Police Judiciaire Fédérale pour leur implication supposée dans divers phénomènes criminels.
- Le Fugitive Active Search Team (FAST) a retrouvé et arrêté 58 criminels en fuite.
- Avec un total de 19 000 visiteurs uniques, la consultation du Bulletin de recherche et d'information au sein de la Police Intégrée a connu une croissance spectaculaire. Cet outil de recherche a permis d'identifier plus de 900 auteurs !

### Lutte contre les phénomènes de criminalité

#### Capacité d'enquête ventilée par phénomène

Phénomènes	2018	2019	2020
Ecofin	13,50%	23,00%	21,5%
Drogues	12,00%	17,00%	17,5%
Violence	10,00%	16,00%	15%
Vols	5,50%	14,00%	12%
Terrorisme	9,00%	10,00%	7%
Traite/trafic des êtres humains	7,00%	8,00%	7%
Autres	43%	12%	20%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

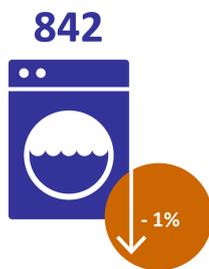
#### Arrestations\*

Phénomènes	2018	2019	2020
Drogues	751	906	881
Vols	418	772	624
Ecofin	235	387	352
Violence – assassinats et meurtres	223	451	441
Traite/trafic des êtres humains	171	265	235
Inconnu (arrestations non liées à un phénomène)	1 497	176	236
Terrorisme	112	98	62
Faux	/	82	41
Affaires spéciales	/	21	19
Environnement	/	10	/
Fraude aux médicaments (et compléments alimentaires)	/	8	/
ICT	/	/	26
Autres	/	88	60
<b>Total</b>	<b>3 407</b>	<b>3 264</b>	<b>3 108</b>

\* Par "arrestation", il convient de comprendre ici la privation de liberté judiciaire de toute personne identifiée comme suspecte, conformément à la loi Salduz (catégorie IV).

### Dossiers de blanchiment

Le blanchiment constitue un volet spécifique du phénomène Ecofin. Il est défini comme la dissimulation ou le déguisement du mouvement des revenus (financiers) de quelque activité criminelle que ce soit (infraction principale) commise en Belgique ou à l'étranger et/ou le déguisement de l'origine illégale d'avantages patrimoniaux ou de profits.



Nombre d'enquêtes en cours concernant des pratiques de blanchiment

## Le FAST, une unité spécialisée dans la recherche des criminels en fuite

Depuis 2019, une nouvelle loi (promulguée le 5 mai de la même année) autorise le recours à des méthodes particulières de recherche (MPR) supplémentaires et à d'autres techniques d'enquête pour rechercher des fugitifs.

En 2020, quelque 294 criminels en fuite ont été arrêtés, un chiffre plus ou moins équivalent à celui enregistré en 2019 (314). 90 d'entre eux ont été arrêtés en Belgique, dont 58 par le FAST (Fugitive Active Search Team) lui-même (soit une hausse de 38 % par rapport à 2019).



Criminels en fuite arrêtés

Quelques faits et chiffres significatifs :

- Le service a reçu le renfort de cinq nouveaux collègues, ce qui porte l'effectif du team à seize personnes ;
- 554 dossiers ont été ouverts, dont 148 (26 %) ont été clôturés au cours de la même année ;
- Près de 1 900 dossiers restent ouverts au niveau du FAST ;
- La semaine où la liste des délinquants sexuels a été publiée, le FAST a pu arrêter le Most Wanted EU 2020 du Luxembourg !



Success Story

### Un fugitif arrêté grâce à une belle collaboration

Oualid Sekkaki, un individu dangereusement armé, s'est évadé le 19 décembre 2019 de la prison de Turnhout, où il purgeait une peine pour une fusillade survenue à l'été 2015. L'intéressé a profité de la promenade du soir pour escalader les six mètres de haut du mur de l'établissement pénitentiaire. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour le retrouver. Les nouvelles possibilités d'enquête – plus étendues – ont ainsi été exploitées pour la première fois, ce qui a finalement conduit à l'arrestation du fugitif, le 3 septembre 2020, par la Police Fédérale de la Route de Lummen.



## Recherche et signalement

Avis de recherche dans les médias : une plus-value

396



Avis de recherche publiés dans les médias

	2018	2019	2020
Nombre d'avis de recherche	418	444	396
Taux d'élimination	60%	69%	72%

Le taux d'élimination met en lumière la plus-value des avis de recherche et des appels à témoins dans les médias.

- 24 dossiers (35 %) ont été résolus ou ont débouché sur des informations concrètes grâce à l'émission télévisée FAROEK, qui a réalisé 69 reportages ;
- 22 *crime clips* ont été réalisés en régie propre, dont 7 ont permis l'identification des auteurs.



Success Story

### Arrestation d'un "renifleur de pieds"

Un reportage de FAROEK a permis l'arrestation d'un fétichiste des pieds surnommé "Voetenman" ("Renifleur de pieds"), qui sévissait depuis 2006 dans le quartier de l'Overpoort, à Gand. Pendant des années, l'individu y a en effet suivi des jeunes filles jusqu'à leur kot... dans l'espoir de sentir leurs pieds. À la suite de l'émission, un tuyau a finalement conduit à l'identification de l'auteur, qui a avoué les faits à l'issue de son audition.

### Nombre record de consultations pour le Bulletin de recherche et d'information

Destiné à faciliter l'identification des auteurs, le Bulletin de recherche et d'information (BRI) s'adresse à tous les membres du personnel de la Police Intégrée, en particulier aux policiers de terrain. Par le biais d'un site SharePoint sécurisé, ceux-ci peuvent consulter les avis de recherche n'importe où, n'importe quand et sur n'importe quel appareil (PC, ordinateur portable, smartphone...), et aussi y réagir immédiatement.

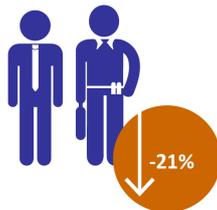
En 2020, le BRI a connu une croissance spectaculaire de 83 %, enregistrant en moyenne 19 000 visiteurs uniques. Le BRI a permis d'identifier au total plus de 900 auteurs (hausse de 8 % par rapport à 2019).

## Missions de protection et de sécurisation

### Missions de protection

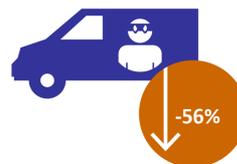
De manière générale, le nombre de missions exécutées l'année dernière par la Direction de la protection (DAP) a connu une baisse significative en raison des mesures de lutte contre le coronavirus. La diminution des escortes de la Banque nationale (BNB) s'explique par la fermeture des filiales décentralisées ainsi que de l'imprimerie.

2 480



Missions VIP\* dont 83\*\* à l'étranger en 2020, 282 en 2019 et 105 en 2018.

151



Transferts de détenus dangereux\*\*\*

708

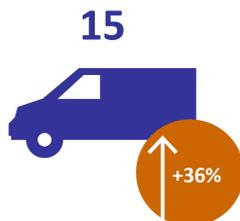




Escortes de transport de fonds inter/intracitité\*\*\*\*



Escortes Banque nationale (BNB)



Autres transports (diamants, art et nucléaire)

\* 1 mission représente la protection d'un VIP par jour. Diminution de 55 % de visites de délégations étrangères, et 70 % de déplacements à l'étranger en moins.

\*\* Cette forte augmentation est due à la protection permanente de deux VIP supplémentaires qui voyagent beaucoup et bénéficient de cette protection même lors de leurs déplacements à l'étranger.

\*\*\* 1 mission représente le transfert d'un détenu par jour.

\*\*\*\* 1 escorte représente la protection d'un fourgon par jour.



Success Story

## Un déploiement flexible pour les missions de protection pendant le sommet européen

Dans le cadre du sommet européen organisé en juillet 2020, plusieurs équipes de la Direction de la protection (DAP) ont été déployées pour assurer la protection d'une série de VIP, plus particulièrement le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel. Deux dispositifs de protection ont été mis en œuvre pour chacun d'entre eux. Présente elle aussi pendant plusieurs jours, Sophie Wilmès, notre ancienne Première ministre, était également accompagnée d'une équipe de la DAP.

Initialement, ce sommet européen devait durer deux jours. Cependant, en raison des négociations difficiles, les équipes de la DAP ont travaillé presque sans interruption pendant six jours. Grâce à leur professionnalisme, leur motivation et leur engagement, elles ont pu mener leurs missions à bien.



### La Direction de la sécurisation poursuit son développement

La Direction de la sécurisation (DAB) s'agrandit, s'imposant doucement mais sûrement dans le paysage policier. La DAB, qui comptait 988 membres du personnel en 2019, a vu son effectif passer à 1 173 personnes fin 2020. Elle assure, entre autres, la police des cours et tribunaux ainsi que la sécurisation des sites nucléaires et des infrastructures critiques.

En 2020, la DAB a effectué 37 419 transferts de détenus majeurs et 1 552 transferts de détenus mineurs.



Success Story

## Du béton bien acheminé

À la centrale nucléaire de Tihange, l'année 2020 a notamment été marquée par deux grosses opérations de bétonnage. En effet, les 28 et 29 août 2020, ainsi que les 27 et 28 novembre 2020, plus de 2 500 m<sup>3</sup> de béton ont été coulés en une fois et par opération durant près de 20 heures. Ces opérations ont nécessité l'encadrement de la DAB Tihange, des directions de coordination et d'appui (DCA) de Liège et Namur, des unités de la Police Fédérale de la Route (WPR) de Liège et Namur, ainsi que de quatre zones de police.

DAB Tihange en quelques chiffres en 2020 :

- 188 notes d'information dans ISLP justifiées par l'identification de personnes lors d'interventions ;
- 28 procès-verbaux de roulage ;
- 2 procès-verbaux d'accident de roulage ;
- 21 procès-verbaux judiciaires.



Success Story

## De beaux partenariats à l'aéroport national

À l'aéroport de Bruxelles-National, les différentes entités de la Police Fédérale ont poursuivi leur partenariat, malgré une activité ralentie par l'interdiction de voyager pour des raisons non essentielles. En 2020, la sécurisation des vols de la compagnie El Al Israël Airlines, qui a été effectuée en collaboration avec la Police Aéronautique et l'Appui canin et a nécessité des dispositifs de sécurité accrus, a engendré quelque 311 heures et 40 minutes de travail pour les équipes de la Direction de la sécurisation.

Le partenariat en quelques chiffres :

- Appui Sommet européen : 1 003 h 27 m
- Appui Open Gate : 320 h 44 m
- Appui Action judiciaire : 275 h 31 m
- Appui ZP locale : 47 h 35 m
- Appui Frontière : 138 h 40 m
- Appui Intervention LPA : 670 h 25 m
- Appui Intervention BAC : 14 h 45 m
- Appui Transports de valeurs : 1 998 h 19 m



Success Story

## Préparation d'un procès de taille

Le procès des attentats de Bruxelles n'aura lieu qu'en 2022, dans l'ancien complexe de l'OTAN, rebaptisé "Justicia". Une répétition générale (règlement de procédure en chambre du conseil) impliquant la zone de police Bruxelles-CAPITAL/Ixelles, la Direction de la sécurisation (DAB), la Direction de la protection (DAP) et le Corps d'intervention (CIK), s'est pourtant déjà tenue fin 2020. Un partenariat aux enjeux importants, qui s'est soldé par un succès.

Le Gold Commander, c'est-à-dire le responsable du service d'ordre, a souligné et salué la qualité du service de la Direction de la sécurisation : "Le personnel est hyper professionnel. Il s'est déployé sur le site de manière exemplaire, dans une tenue impeccable. Vraiment impressionnant... Il effectue un boulot remarquable, tant dans la préparation que dans l'exécution".

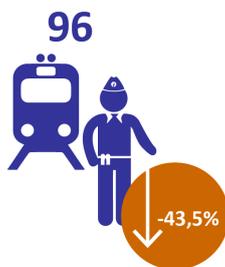
Une reconnaissance qui fait du bien à une direction encore très jeune, et qui continuera à mettre la rigueur et le professionnalisme en avant dans l'exécution de ses missions.



## Le phénomène du "trespassing"

Le "trespassing" consiste à traverser à pied des voies de chemin de fer ou à marcher le long de celles-ci, ce qui est interdit et très dangereux.

	2018	2019	2020
Procès-verbaux dressés par la Police des Chemins de Fer pour "trespassing"	137	226	96



Procès-verbaux dressés par la Police des Chemins de Fer pour "trespassing"

## Personnes disparues

L'année passée, la cellule Personnes disparues a été contactée dans le cadre de 785 disparitions inquiétantes. Par rapport à l'année précédente, ces chiffres indiquent une diminution de 17 %. Au total, 745 dossiers ont été clôturés (94,9 %) et 658 personnes ont été retrouvées vivantes.

Par ailleurs, la cellule est intervenue 48 fois à la suite de la découverte de corps ou de restes humains non identifiés, dont 28 ont finalement pu être identifiés.

Quelque 38 actions de recherche ont été menées en milieu aquatique. Au cours de celles-ci, 106 périmètres de recherches "intéressants" ont été délimités, et 69 véhicules et 10 corps de personnes disparues ont été retrouvés.



Success Story

### La disparition d'un garçon de 12 ans élucidée grâce à un intense travail d'enquête

Le 17 septembre 2020, Ilias Chahdi, un garçon de douze ans vivant à Mortsels, a disparu après être parti à l'école à vélo. Ilias a finalement été retrouvé sain et sauf au terme d'une enquête intensive de 77 heures, au cours de laquelle la cellule Personnes disparues a uni ses forces avec d'autres services de police fédéraux et locaux, ainsi qu'avec Child Focus.

## Approche administrative de la criminalité

Dans la lutte contre la criminalité organisée et les phénomènes de sécurité, une approche administrative proactive existe aux côtés de l'approche pénale réactive. Le concept d'approche administrative vise à ébranler la criminalité organisée par un volet supplémentaire (en plus des piliers judiciaires, policiers et financiers traditionnels) : le volet administratif.

Trois centres d'expertise et d'information d'arrondissement (ARIEC Anvers, ARIEC Limbourg et PAALCO pour Namur) travaillent sur base de cette approche, via laquelle différentes initiatives sont réalisées. Découvrez quelques-unes de leurs réalisations dans l'article ci-dessous.

### **ARIEC Anvers - Sensibilisation aux 'bienfaiteurs' criminels dans le secteur de l'horeca**

L'ARIEC Anvers a élaboré une fiche d'information à destination des autorités locales et de la police à propos des 'bienfaiteurs' criminels qui tentent de s'implanter dans le secteur local de l'horeca. La crise sanitaire a rendu ce secteur encore plus vulnérable en raison des longues fermetures, des restrictions au redémarrage (temporaire), etc. Les 'bienfaiteurs' criminels veulent "donner un coup de main" ou reprendre des entreprises en difficulté. Ceci dans le but de blanchir de l'argent, obtenir un meilleur contrôle du marché local...

L'ARIEC Anvers a également conçu une affiche que les autorités locales peuvent distribuer dans leur propre secteur afin d'informer les commerçants et de les guider sur la manière de se prémunir quant à ce phénomène. Un entrepreneur local qui est approché par des 'bienfaiteurs' criminels ne sait pas toujours comment agir et ne voit parfois pas le danger d'un "petit coup de pouce".

### **PAALCO Namur - Session d'information et de sensibilisation sur la lutte contre le marchandage de sommeil**

Une session d'information consacrée à l'étude du logement et l'exploitation humaine : les marchands de sommeil, s'est tenue à Namur le 28 septembre 2020, tout en respectant les mesures sanitaires en vigueur à cette période. Organisée avec le soutien de la zone de police Namur Capitale, cette matinée d'étude est le fruit d'un partenariat entre la Police Fédérale et le gouverneur de la province de Namur. Au total, l'événement a rassemblé plus d'une centaine de participants issus de la police, du parquet, des services d'inspection, des communes, etc.

Cette session a offert aux participants la possibilité de découvrir le travail de plusieurs acteurs et les collaborations possibles pour lutter de manière intégrée et intégrale contre cette problématique.

À la suite de la journée de sensibilisation, le PAALCO Namur a créé et diffusé une brochure de sensibilisation aux indicateurs de marchandage de sommeil.

### **ARIEC Limbourg - Des contrôles flex contre l'exploitation des travailleurs saisonniers**

En 2020, huit "contrôles flex" ont été organisés en lien avec divers phénomènes de sécurité. Par "contrôle flex", il faut comprendre une action au cours de laquelle on recherche de manière ciblée des abus dans un secteur spécifique : magasins de produits naturels (chanvre), sociétés de car-wash manuel, livreurs de pizzas, salons de coiffure, cueillette des fruits, campings, snack-bars... Ces contrôles ont conduit à la fermeture d'un magasin de produits naturels et d'un car-wash.

En 2020, une attention particulière a été portée à la problématique des cueilleurs de fruits, un problème croissant dans le Limbourg. Des contrôles coordonnés ont été effectués à Alken et Borgloon suite à certains signalements concernant la mauvaise qualité et la sécurité des logements. À la suite des constatations effectuées sur place (risque d'explosion et d'électrocution, surpopulation, risque d'intoxication au CO, etc.), 47 cueilleurs de fruits roumains et 20 cueilleurs de fruits bulgares ont dû être relogés (les frais étant pour les exploitants).

## Sécurité routière

- La pandémie et les mesures gouvernementales prises pour lutter contre celle-ci a conduit à une réorientation de la capacité de la Police Fédérale de la Route, entraînant une diminution du nombre d'actions proactives.
- Les restrictions en matière de déplacements ont conduit à une baisse du nombre d'accidents et de victimes de la route.
- Le nombre d'infractions liées à la vitesse continue toutefois d'augmenter.

### Covid-19 et l'impact sur les infractions constatées et les grandes actions

L'année 2020 a été marquée par la pandémie et les mesures gouvernementales décidées pour lutter contre celle-ci. De nombreuses mesures (fermeture de l'horeca et des commerces, annulation d'événements, télétravail obligatoire, couvre-feu, etc.) ont eu un impact sur la circulation en général, et encore plus sur certains aspects en particulier. Durant l'année, il y a eu moins de déplacements, moins d'embouteillages et, proportionnellement, plus de trafic de marchandises. Cette réalité, et les répercussions qu'elle a eues sur le comportement des usagers, sont des éléments importants à avoir en tête lorsqu'il s'agit de comparer le nombre d'infractions constatées avec celui des années précédentes.

Les mesures contre le Covid-19 ont également entraîné une réorientation de la capacité de la Police Fédérale de la Route. Il en a découlé une attention particulière pour les déplacements transfrontaliers et une diminution du nombre d'actions proactives.

50 actions de grande envergure, impliquant tant la Police Fédérale que la Police Locale, ont cependant eu lieu, dont 20 actions initiées par les réseaux d'experts des services de police (Centrex), 13 actions NAWAY (actions organisées au niveau national sur le terrain d'action prioritaire de la Police Fédérale de la Route, et qui sont axées sur les priorités en matière de sécurité routière), 5 actions GPI (actions au niveau de la Police Intégrée, incluant les actions BOB, week-ends sans alcool et speed marathons) et 12 actions Roadpol (réseau des polices de la circulation européenne).

### Infractions liées à la vitesse au moyen de radars et caméras automatiques

**2 710 357**



*Infractions constatées liées à la vitesse traitées par les Centres régionaux de traitement (CRT) et les sections techniques de la Police Fédérale de la Route*

### Conduite sous influence d'alcool et de drogues

**108 787**



*Tests haleine effectués*

**1 658**



*Infractions alcool\**

**466**

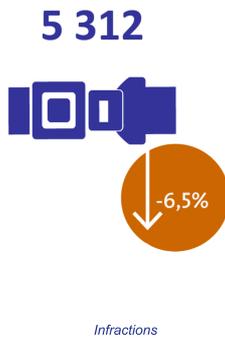


*Infractions drogues*

\* Alerte + Positif + Refus + éventuellement tests sanguins



### Ceinture et siège-enfants



### Utilisation du GSM au volant



### Poids lourds



### Nombre de tués et d'accidents avec lésions corporelles constatés par la Police Fédérale de la Route sur les autoroutes et voies assimilées

Le nombre d'accidents avec lésions corporelles constatés sur le terrain d'action prioritaire de la Police Fédérale de la Route a diminué de 29% de 2019 à 2020. Le nombre de tués sur place a, quant à lui, baissé de 18% en 2020 (par rapport à 2019). Ces diminutions du nombre d'accidents et de victimes de la route sont imputables aux mesures de restriction en matière de déplacements qui ont été mises en place dans le cadre du contexte pandémique Covid-19 (télétravail obligatoire, couvre-feu, interdiction de circulation sur la voie publique en avril 2020, ...).

	2018	2019	2020
Accidents avec lésions corporelles*	3 122	3 095	2 186
Accidents mortels*	94	99	81
Tués**	100	105	79

	2018	2019	2020
Blessés graves	361	384	241
Blessés légers*	4 403	4 164	2 836

\* Un accident avec lésions corporelles peut engendrer plusieurs blessés (graves ou légers). Idem pour les accidents mortels.

\*\* Nombre de tués sur place. Les victimes qui ne sont pas tuées sur place et qui décèdent endéans un délai de 30 jours ne sont pas reprises ici.



Success Story

## Zikki débarque en Wallonie

Grâce à son action "peluches", la Police Fédérale de la Route apporte un peu de réconfort aux jeunes victimes ou témoins d'accidents de la route. Zikki, une tortue en peluche, a en effet le pouvoir de consoler un enfant, qui s'isole alors dans une bulle et focalise son attention sur le jouet plutôt que sur ce qu'il se passe autour de lui. Cette action, déjà largement présente depuis quelques années en Flandre, a fait son apparition en Wallonie en 2020. Pour certains postes de circulation, cette initiative marque donc le début d'une nouvelle action ; pour d'autres, elle constitue la poursuite d'un projet initié voici déjà plusieurs années.



## Escortes VIP et sommets européens

La Police Fédérale contribue au maintien de l'ordre et à la sécurité lors des sommets européens et d'autres événements, notamment à Bruxelles en partenariat avec la zone de police Bruxelles CAPITALE Ixelles. Outre l'implication de plusieurs entités et directions, dont la Direction de la protection (DAP), la Police Fédérale de la Route assure des escortes pour les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement ou encore d'autres VIP.

L'année 2020 a connu trois sommets européens en présentiel (dont deux extraordinaires). Ces événements ont nécessité l'engagement de forces considérables et des efforts conséquents en matière d'organisation et de coordination.

Trois sommets formels ont été transformés en sommets virtuels à cause de la pandémie du coronavirus (ce qui a mené à l'annulation de nombreuses missions d'escortes entre le 18 mars et le 5 juin 2020).

En 2020, 27 881 heures ont été prestées par la Police Fédérale de la Route lors de ces escortes (contre 32 888 heures en 2019).

Outre ces événements de grande ampleur impliquant la présence de nombreux VIP et nécessitant la mobilisation de plusieurs escortes, 98 'visites d'un jour' de VIP émanant de 44 pays différents ont bénéficié de la protection d'escortes fournies par la Police Fédérale de la Route. Ces missions ont duré en moyenne deux jours et représentent un total de 187 jours d'escortes VIP 'quotidiennes'.



## Gestion négociée de l'espace public

- La Direction de la sécurité publique (DAS) fournit un appui spécialisé aux zones de police en termes de sécurité publique.
- Avec la crise sanitaire, la police à cheval a plus que jamais été engagée.
- La réserve fédérale d'intervention pour les événements imprévisibles (manifestations inopinées, inondations...) a, quant à elle, davantage été mobilisée pour fournir un appui non spécialisé.

### Renforts aux zones de Police Locale

Afin d'organiser les services d'ordre pour gérer différents événements (matches de football, festivals...), une zone de Police Locale peut faire appel à deux types de renforts non spécialisés :

- celui d'autres zones de Police Locale : dans le langage policier, cela s'appelle la "capacité hypothéquée" ;
- celui de la Police Fédérale, par l'entremise des corps d'intervention (CIK) des directions déconcentrées de coordination et d'appui (DCA) et de la Direction de la sécurité publique (DAS), qui constituent ensemble la réserve fédérale d'intervention.

En 2020, 40,5 % des renforts aux zones de police ont été fournis par la capacité hypothéquée (50 % en 2019) et 59,5 % par la Police Fédérale (50 % en 2019).

### Gérer l'imprévisible : l'appui en sécurité publique

La Direction de la sécurité publique (DAS) fournit par ailleurs un appui spécialisé aux zones de police permettant de prévenir ou de résoudre des situations violentes et/ou potentiellement dangereuses en termes de sécurité publique.

L'appui tant spécialisé que non spécialisé fourni par la DAS a nécessité l'engagement de 486 membres du personnel (contre 478 en 2019) pour l'ensemble de ces missions.

Cette légère augmentation est due à la diminution d'événements "classiques" en raison de la crise du coronavirus. Il a été demandé à la DAS de renforcer sa capacité de réserve.

#### Engagement de moyens

*Réserve fédérale d'intervention pour les événements imprévisibles (appui non spécialisé)*



*Heures prestées*

*Services d'ordre de la police à cheval*



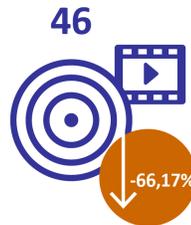
Heures prestées \*

\* Les services d'ordre (manifestations, événements, etc.) de la police à cheval ont diminué et laissé place aux patrouilles liées au Covid-19.

Team vidéo



Heures prestées

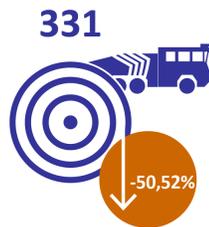


Missions

Arroseuses



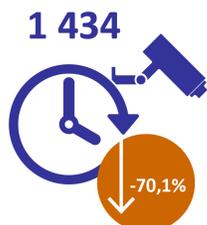
Heures prestées



Missions

Caméras fixes temporaires (ARGOS)

Baptisé "ARGOS", du nom de ce géant grec aux cent yeux répartis sur la tête et le corps, cet appui technique a plus d'une fois prouvé sa plus-value et son efficacité depuis sa mise en service en 2018. Le dispositif Argos est lui aussi utilisé la plupart du temps dans le cadre d'événements de grande ampleur, ce qui explique la diminution enregistrée en 2020.



Heures prestées



Missions \*

\*Réparties sur 33 jours

La police à cheval mobilisée plus que jamais



La crise sanitaire est une situation exceptionnelle et a un impact considérable sur toute la société. La pandémie a mis plus que jamais en lumière les qualités et la valeur ajoutée de la police à cheval en termes de communication avec la population, de prévention et de dissuasion.

Même si le nombre de services d'ordre a sensiblement diminué depuis mars 2020 en raison de l'annulation d'une multitude d'événements (festivals, matchs de football avec public, carnivals, etc.), les policiers à cheval n'ont jamais cessé de partir en mission. Ils fournissent en effet un appui afin de faire respecter les mesures de lutte contre le coronavirus et d'informer la population au sujet de celles-ci, plus particulièrement dans des endroits où une surveillance policière motorisée serait moins opportune ou moins adaptée, comme les parcs, les bois, les dunes, les réserves naturelles, les sentiers de promenade, les chemins de halage..., mais aussi sur les places et dans les centres-villes. Dans ce contexte, l'appui fourni par la police à cheval aux zones de la Police Locale et à d'autres entités fédérales a augmenté de pas moins de 174 %.

## BePad : partager des informations dans l'intérêt de l'ordre public

BePad est un programme d'encodage pour la gestion d'événements, de personnes, de groupements et de phénomènes qui présentent (ou peuvent présenter) un intérêt ou un risque pour l'ordre public (sécurité, tranquillité, salubrité et propreté publiques).

BePad centralise toutes les données administratives de la Police Fédérale et de la Police Locale et les met à la disposition de tous. Le but est que tout le monde travaille avec un seul et même programme permettant d'harmoniser la saisie, la gestion et le partage d'informations. Les doublons sont ainsi évités. Tous les policiers ont accès à cette application.

	2018	2019	2020
Nouveaux événements créés	47 536	46 166	33 748
<b>Nombre total d'événements</b>	<b>151 036</b>	<b>197 202</b>	<b>230 950</b>

## L'hélicoptère, un atout dans les airs

L'appui aérien (DAFA) est également engagé dans des missions d'ordre public. De là-haut, de précieuses informations sont transmises en temps réel aux équipes au sol. De nombreuses actions ont été supprimées étant donné la pandémie, ce qui a conduit à une forte diminution des heures prestées. Ce constat vaut également pour les drones : le nombre de missions qu'ils ont effectuées a diminué, passant de 88 en 2019 à 55 en 2020. Cela représente un nombre total de 60 heures de vol (diminution de 36 % par comparaison avec 2019).

Missions	2018		2019		2020	
	Nombre	Heures prestées	Nombre	Heures prestées	Nombre	Heures prestées
Football	56	157	56	134	5	15
Mass events (festivals...)	64	114	58	127	16	52
Appui aux pompiers et à la protection civile lors de catastrophes (incendies...)	28	19	10	11	41*	39
Manifestations	35	62	36	60	57	82
Protection VIP (sommets européens...)	65	113	40	56	23	27
<b>Total</b>	<b>248</b>	<b>465</b>	<b>200</b>	<b>388</b>	<b>142</b>	<b>215</b>

\* Cette augmentation significative peut s'expliquer par la sécheresse et la chaleur auxquelles nous avons été confrontés au printemps et en été. DAFA a été davantage sollicité pour éteindre des incendies à l'aide du "Bambi bucket".



## Teams spécialisés

- Bien que les mesures de lutte contre le coronavirus aient compliqué significativement les formations et les missions l'année dernière, les équipes spécialisées de la Police Fédérale ont répondu présent.
- De manière générale, le nombre de missions dévolues aux équipes spécialisées a fortement diminué. Exception à la règle, les Unités spéciales (DSU) ont à nouveau été fortement sollicitées pour des Forts Chabrol (personne, le plus souvent armée, retranchée dans un bâtiment) et des perquisitions renforcées.
- L'appui des hélicoptères demeure un atout considérable, même en période de crise sanitaire.

### Unités spéciales

Spécialité	Actions lancées en 2019*	Actions lancées en 2020
Observations	144	584
Appui opérationnel technique (NTSU)	294	105
Undercover Team	40	28
Interceptions (écoutes téléphoniques et de données) en temps réel dans le cadre d'enquêtes judiciaires	8 839	7 724
Observations (métadonnées) en temps réel dans le cadre d'enquêtes judiciaires	1 193	2 142

\* pas de comparaison possible avec 2018 car unités de mesures différentes.

Situation de crise	2018	2019	2020
Forts Chabrol	37	41	58
Prises d'otages	5	3	3
Enlèvements	7	8	12
Extorsions	5	4	3
Perquisitions renforcées	174	185	209

### Appui aérien

Hélicoptère (RAGO)	2018	2019	2020
Arrestations et arrestations après poursuite	160	179	79
Véhicules volés récupérés	1	6	1
Targets infrarouges scannés	348	407	422
Scannings infrarouges positifs	84	106	147
Incidents laser	9	5	3
Assistances contrôles	284	243	135
Assistances perquisitions	432	511	464

Hélicoptère (RAGO)	2018	2019	2020
Photos	139	117	173
Vidéos	200	264	211
Transmissions d'images	496	534	380

Drones	2018	2019	2020
Missions opérationnelles	80	88*	55**

\* Dans le cas présent, les 88 missions avec des drones correspondent à environ 95 heures de vol

\*\* Dans le cas présent, les 55 missions avec des drones correspondent à 60 heures de vol (diminution de 36 % par comparaison avec 2019).

### Jessie Gevaert, la toute première Tactical Flight Officer

Lorsqu'elle faisait encore partie du service d'intervention de la zone de police ViMa (Vilvorde/Machelen), l'inspectrice Jessie Gevaert (33 ans) scrutait aussi souvent les avions qui décollaient que les véhicules suspects dans la rue.

Avant de rejoindre la police, Jessie a décroché un diplôme de bachelier en aviation avec orientation "aspirant pilote de ligne". Après ses études, elle a toutefois pris conscience qu'elle n'était pas faite pour l'aviation civile. En quête d'un nouveau défi, Jessie a trouvé satisfaction à la police, sans toutefois perdre totalement de vue l'appui aérien (DAFA) de la Police Fédérale. Et puis, un jour, son plan s'est réalisé...

Le 1er octobre 2019, Jessie a entamé sa formation de Tactical Flight Officer (TFO). À bord de l'hélicoptère, le TFO est le membre d'équipage qui surveille et manipule la caméra, dirige le pilote à l'aide de systèmes informatiques destinés à l'aéronautique, communique avec les équipes sur le terrain et les centres d'information et de communication (CIC).

Jessie a d'abord suivi des cours théoriques pendant environ un mois et demi, puis a enchaîné avec la pratique. Elle a dû passer des examens après chaque volet de la formation, une succession de cours théoriques et de vols de navigation. Jessie a ensuite réussi son vol pratique, ainsi que les modules dédiés à la manipulation de la caméra et aux procédures radio. Au terme de l'ultime épreuve, qui réunit toutes les tâches d'un TFO, Jessie deviendra la première femme à exercer la fonction de TFO au sein de l'appui aérien de la Police Fédérale !



### Drones : la famille fédérale s'agrandit !

Forte de son expérience au sein de l'équipe "drone" de la province du Limbourg, la Direction de coordination et d'appui (DCA) du Limbourg a pu développer, en faisant elle-même l'acquisition d'un drone, une équipe "drone" à part entière. Grâce à cette initiative, la DCA Limbourg peut mettre encore davantage en valeur son rôle d'appui et ses missions supralocales.

Six pilotes/opérateurs du Corps d'intervention du Limbourg ont été formés à la manipulation de l'appareil. L'équipe "drone" se tient en premier lieu à la disposition de tous les services de police et de secours du Limbourg, mais elle peut également accomplir des missions pour des services situés en dehors de la province. L'expérience qu'elle aura acquise sera en outre mise à profit pour évaluer de manière plus approfondie le développement futur d'équipes "drone" dans le cadre du fonctionnement des DCA.

## Appui/renforts lors de perquisitions

La Direction de la protection (DGA/DAP) peut venir en appui de perquisitions dangereuses réalisées par la Police Judiciaire Fédérale.

- Vingt missions de ce type ont été menées en 2020 (-13 % par rapport à 2019).

## Le flair de nos chiens policiers

La Direction de l'appui canin (DACH) compte 148 chiens policiers (à la date du 31 décembre 2020) et a mené de très nombreuses interventions spécialisées.

Nombre d'interventions	2018	2019	2020
Teams pisteurs	1 441	1 375	1 552
Teams drogues (actifs + cash et passifs)	3 221	3 290	2 009
Teams restes humains	74	51	44
Teams foyers d'incendie	408	386	288
Teams migration	59	57	44
Teams chiens explosifs	4 301	4 716	3 502

La diminution du nombre d'interventions effectuées par certaines disciplines canines par rapport aux années précédentes trouve son origine dans la crise du Covid.

Par ailleurs, il convient d'observer que les quantités d'argent liquide trouvées augmentent chaque année. Ainsi, le montant total d'argent issu de la drogue trouvé par les maîtres-chiens lors de leurs perquisitions en 2020 s'élève à 4 315 289 euros, 24 980 livres sterling et 22 000 francs suisses. Dix-sept vies ont par ailleurs été sauvées grâce à l'intervention des teams pisteurs. Le centre de certification et d'expertise de l'appui canin (DACH) a quant à lui lancé un projet pilote dédié à la formation des chiens Covid. Enfin, un certain nombre de teams ont été formés durant cette période : deux pour la Police Fédérale, trois pour la protection civile et trois également pour la Défense.



## L'appui technique de la Police de la Navigation

Les moyens techniques de la Police de la Navigation (SPN) sont mis en œuvre par du personnel spécialement formé à cet effet, repris dans une section spécifique appelée TST (Technical Support Team).

En raison de la crise du Covid, les chiffres sont inférieurs à ceux des années précédentes, dès lors que de nombreuses actions n'ont pu être organisées.

Nombre d'actions	2018	2019	2020
Side Scan Sonar	142	108	55
Détecteur CO <sub>2</sub>	337	329	280
Autres moyens de détection	184	87	56
• Vidéoscope	21	14	13
• Détecteur de métaux	36	17	13
• Caméra	2	3	1
• Mobile trace	63	53	20
• Vision de nuit stabilisée	9	0	1

## Technique et expertise en appui à l'enquête

### Analyse comportementale

Sur base de leur expertise scientifique (psychologie, sociologie...), les analystes comportementaux (GAC) de la Police Fédérale offrent un appui aux enquêteurs à travers trois missions principales :

- expertise en matière d'auditions ;
- analyses (profils, menaces...) ;
- assessments dans des dossiers nécessitant une approche multidisciplinaire en partenariat avec la Direction des opérations de police judiciaire (DJO).

Nombre de dossiers pour lesquels les analystes comportementaux ont fourni un appui	2019	2020
Expertise auditions	155	131
Analyses	39	21
Entretiens d'évaluation ( <i>assessment</i> )	9	2

Nombre de dossiers pour lesquels les analystes comportementaux ont fourni un appui	2019	2020
Total	203	154

### Détection de mensonges

Une équipe d'experts est spécialisée dans les techniques d'audition, en particulier celles menées à l'aide d'un polygraphe, ou détecteur de mensonges. En 2020, dans le contexte des mesures sanitaires, l'équipe a procédé à un nombre sensiblement inférieur de tests.

	2019	2020
Nombre de tests de polygraphie	271	77
Nombre de résultats mensongers	104	15
Nombre d'aveux	33	1

### Techniques d'audition audiovisuelle de mineurs victimes ou témoins d'infractions (TAM)

Une équipe de la Direction de la police technique et scientifique (DJT) a pour tâche principale de standardiser les auditions de mineurs, qui sont très spécifiques. À cette fin, l'équipe a développé le réseau TAM, qui opère aux niveaux tactique et opérationnel.

Les missions de l'équipe TAM peuvent être réparties en trois volets principaux :

- la gestion du matériel d'audition spécialisé au sein des locaux d'audition déconcentrés ;
- l'organisation et la prestation de formations pour les auditionneurs TAM ;
- le suivi du réseau TAM au travers de la recherche et du développement.

Le réseau TAM, en charge de l'audition audiovisuelle des mineurs :

	2020
Nombre d'auditionneurs TAM à la Police Intégrée	723
Nombre d'auditions*	5 206
<ul style="list-style-type: none"> <li>• auditions "voyeurisme, outrage aux mœurs et violence"</li> </ul>	3 054
<ul style="list-style-type: none"> <li>• auditions "blessures corporelles infligées intentionnellement"</li> </ul>	1 528
<ul style="list-style-type: none"> <li>• auditions "pédopornographie" et "outrages aux bonnes mœurs"</li> </ul>	134

\*Quelques constats frappants concernant les auditions :

- 4 259 victimes (81 %), 390 témoins (7 %) et 64 suspects (1,2 %) ;
- Le nombre de femmes auditionnées est deux fois supérieur au nombre d'hommes auditionnés.
- Toutes les victimes ne sont pas mineures : on y trouve également 136 adultes vulnérables.

### Analyse mœurs

Une équipe spécialisée dans l'analyse de faits de mœurs (ZAM, anciennement connue sous le nom de "service ViCLAS") établit des liens entre différents dossiers de mœurs, c'est-à-dire des délits à caractère sexuel ou violent.

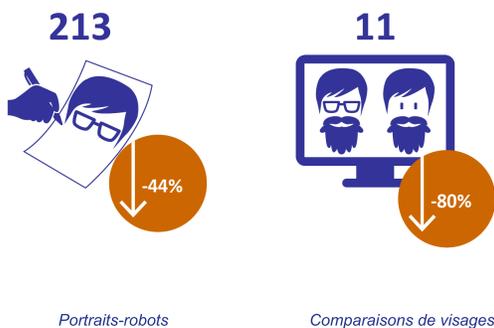
À cette fin, elle se sert, entre autres, de l'outil ViCLAS (*Violent Crime Linkage Analysis System*). En 2020, cette banque de données a permis de réaliser 56 analyses de mœurs (contre 69 l'année précédente) et d'établir ainsi 66 liens avec d'autres faits et dossiers

### Comparaisons de visages et reconstitutions faciales

Le service Facial (anciennement Robot) dispose de portraitistes qui, en plus de la réalisation de dessins de composition, maîtrisent d'autres techniques biométriques telles que la comparaison de visages et la reconstitution faciale. Les portraitistes utilisent aujourd'hui des outils performants pour réaliser une version numérique du dessin de composition.

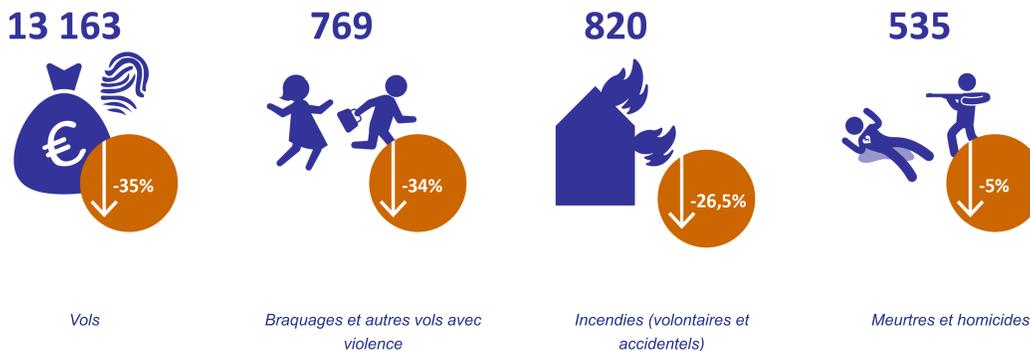
L'année dernière, le service Facial a traité un total de 234 demandes (contre 444 en 2019), dont :

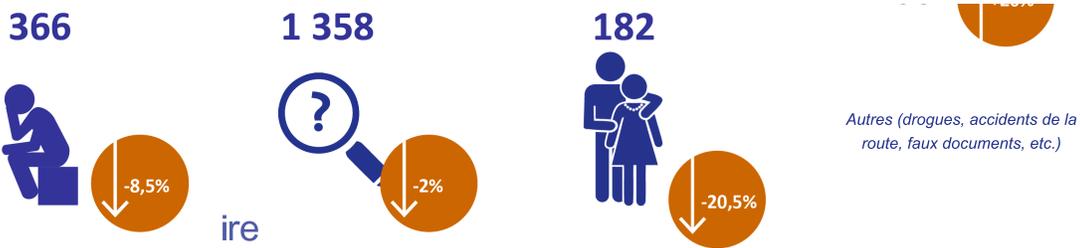
- 213 dessins de composition (contre 386 en 2019) ;
- 11 comparaisons anatomiques et morphologiques (contre 57 comparaisons de visages en 2019) ;
- 5 dessins post-mortem ;
- 5 reconstructions faciales.



## Laboratoires de la Police Technique et Scientifique

Les laboratoires de la Police Technique et Scientifique offrent un appui spécialisé aux services d'enquête de la Police Locale et de la Police Fédérale, à travers notamment les prélèvements de traces, les analyses et les comparaisons de traces.





En dehors des catastrophes, le Team DVI (Disaster Victim Identification) intervient également dans l'identification des victimes en général et relève de nouveaux défis tels que le *necrosearch* (archéologie médico-légale) et le MTD (Moeilijk Terrain/Terrain Difficile) afin de trouver des solutions en cas d'identification difficile de victimes décédées.

Le DVI se compose d'un noyau permanent au sein de la Direction de la police technique et scientifique (DJT) et d'un pool DVI dont le personnel est réparti sur l'ensemble du pays.

En 2020, le team DVI a effectué 149 interventions (contre 192 en 2019), dont 93 ont abouti à une identification (contre 120 en 2019).

Le partenariat est un élément clé pour le DVI. En effet, l'approche professionnelle sur le terrain exige une organisation et une coopération réfléchies. Afin de coordonner efficacement cette coopération, des exercices réalistes sont organisés chaque année. Toutefois, ceux-ci n'ont pu avoir lieu en raison de la crise sanitaire.



## Extension de la collaboration entre le DVI et ses partenaires

Il existe, depuis 2009, un protocole d'accord entre la Direction générale Sécurité civile du SPF Intérieur et la Police Fédérale, couvrant les domaines suivants :

- la mutualisation de connaissances et de compétences lors de formations et d'opérations ;
- la mise en commun de moyens matériels et humains des deux parties impliquées ;
- l'appui d'une partie à l'autre dans les domaines de la connaissance, des infrastructures, des moyens matériels et humains.

Les deux parties ont décidé de formaliser les termes de cette collaboration. En 2020, le protocole d'accord de 2009 (appelé "protocole-cadre" par la suite) est resté d'application. Le groupe de travail "Collaboration DVI/PC" a décidé de le compléter en ajoutant trois protocoles additionnels (appelés "annexes") couvrant les domaines spécifiques de collaboration et d'appui mutuel entre le DVI et la Protection civile.

Cette manière de procéder permet une certaine souplesse, puisque ces annexes peuvent être rédigées et signées sans qu'il ne soit nécessaire de toucher au protocole-cadre.

Ces trois annexes concernent les domaines suivants :

### L'infrastructure

- Déploiement du DVI dans une infrastructure existante sur les sites de la Protection civile à Brasschaat et Crisnée ;
- Déploiement du DVI dans une infrastructure en dehors des sites de la Protection civile sur le territoire belge ou à l'étranger ;
- Déploiement dans le cadre d'autres situations extrêmes qui nécessitent un appui spécifique.

### Les équipes IBIS

Ses membres sont formés par le DVI et effectuent des opérations de *necrosearch* à la demande de celui-ci, ce qui veut dire qu'ils localisent et exhument des victimes de meurtres ou d'homicides qui ont été enterrées ou cachées, en Belgique et à l'étranger.

### Reconnaissance et intervention en milieu périlleux (GRIMP/MTD)

- Opérations de recherche et de récupération de corps inaccessibles, sans connaissances et moyens spécialisés ;
- Perquisitions judiciaires sans victime pour recherches en milieux périlleux des pièces à conviction, des objets, des traces et indices.

D'autres appuis, de type transversal, sont également couverts dans ces trois protocoles additionnels, par exemple l'assistance technique pour les moyens de communication (TAST), les plongeurs ou les Flood Rescue Using Boats (FRUB).



## Fraude à l'identité et faux monnayage

La Police Judiciaire Fédérale dispose d'une équipe spécialisée dans le faux monnayage et la fraude à l'identité à l'aide de faux documents. À cette fin, cette équipe entretient des contacts avec des partenaires nationaux et internationaux.

### Faux documents

L'équipe d'experts a analysé en tout 36 096 documents d'identité ou de voyage dans le cadre de la problématique de la fraude à l'identité (contre 34 542 en 2019). 22 520 documents ont été analysés dans le cadre de la [procédure européenne de prévention de la fraude](#) ; 278 d'entre eux se sont avérés être des faux (contre 277 en 2019).

Par ailleurs, 6 543 permis de conduire ont été contrôlés (contre 8 231 en 2019), dont 245 ont été reconnus faux et déclarés non valables (contre 304 en 2019).

Les autres 7 033 documents analysés sont issus de contrôles aux frontières et de saisies chez des faussaires.

### Faux monnayage

Nombre de faux billets détectés	2019	2020
Euros	46 088	56 968
Devises étrangères	515	1 497

## Sécurité en ligne

- Le nombre de dossiers de fraude dans lesquels les enquêteurs de l'*Internet Referral Unit* (i2-IRU) sont intervenus a fortement augmenté.
- L'année 2020 a également été particulière pour la Federal Computer Crime Unit (FCCU). La pandémie de Covid-19 a eu un grand impact, notamment sur le fonctionnement international, les dossiers d'appui et les formations.
- Sous l'égide de l'Académie européenne de police CEPOL, les experts de la FCCU ont développé un nouveau module de formation de pointe concernant le *dark web* destiné aux services de police européens.

### Recherche sur Internet

La section i2-IRU (Internet Referral Unit) de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DGJ/DJSOC) assure différentes missions :

- la recherche sur Internet ;
- le blocage de sites et/ou de contenus (en collaboration avec les fournisseurs d'accès et les plates-formes Internet) ;
- la communication en matière de prévention ;
- la formation, l'information et le partage d'expertise ;
- la participation aux actions d'Europol.

Pour les dossiers Terro (propagande terroriste et activités extrémistes violentes apparentées sur Internet), l'i2-IRU travaille avec l'Internet Referral Unit créée par Europol (IRU EU). Europol dispose d'un outil automatisé pour rendre inaccessible la propagande une fois détectée. Les dossiers liés à la Belgique sont ensuite traités par l'i2-IRU.

En 2020, l'i2-IRU a fourni un appui aux unités dans 1 099 dossiers. Cela représente une augmentation de 88 dossiers par rapport à 2019 (1 011). La forte augmentation observée pour certains phénomènes est due au Covid-19 : la vente illégale de produits (fraude), l'appel à la désobéissance (ordre public) et les *fake news* concernant les vaccins et les prétendus remèdes au Covid-19.

**1 099**



dossiers

Phénomènes	2019	2020
Terrorisme	314	244
Information	132	151
Fraudes	118	194
Vols	91	32
Tentatives de suicide	66	69

Phénomènes	2019	2020
Abus sexuels sur mineurs	54	53
Traite des êtres humains	47	35
Stupéfiants	40	57
Ordre public	40	97
Haine en ligne	37	47
Cybercriminalité	31	37
Armes	26	20
Disparitions	/	23
Hormones	13	15
Meurtres	2	16
Patrimoine	/	6
Fake news	/	2
Revenge porn	/	1
<b>Total</b>	<b>1 011</b>	<b>1 099</b>

## Federal Computer Crime Unit

La Federal Computer Crime Unit (FCCU) a pour mission de lutter contre les formes complexes et organisées de cybercriminalité, en particulier lorsque celles-ci ont un impact sur les infrastructures critiques ou les fournisseurs de services essentiels. Parallèlement, la FCCU a développé une expertise dans certaines matières de haute technologie et elle fournit un appui spécialisé aux services d'enquête centraux et aux services d'inspection (AIG/Comité P) pour analyser des supports de données numériques. Enfin, la FCCU collabore avec la Direction de la communication (CGC) pour informer et sensibiliser la population au sujet de la cybersécurité, des tendances digitales actuelles et de la sécurité en ligne, notamment via les canaux de la Police Fédérale sur les médias sociaux.

2020 a été une année particulière ; la pandémie de Covid-19 a eu un grand impact, notamment sur le fonctionnement international, les dossiers d'appui et les formations.

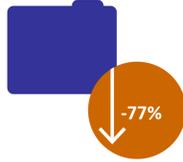
Cela n'a pas empêché la **capacité effective** de la FCCU d'augmenter de 22 % en 2020 (passant de 23 à 28 collaborateurs). Il s'agit d'un fait assez remarquable, dans la mesure où les spécialistes ICT sont très prisés sur le marché du travail. Les efforts se concentrent essentiellement sur l'amélioration des processus internes et du service rendu à nos partenaires.

**En matière de coopération internationale**, la FCCU assure toujours le pilotage d'un projet EMPACT consistant à élaborer un module de formation de pointe au sujet du *dark web*. La précédente mouture de la formation avait déjà été accueillie très favorablement.

En 2020, la FCCU a :

- traité 28 dossiers propres (contre 121 en 2019, y compris les missions d'appui au profit d'autres unités) ;
- reçu 50 signalements via l'application web de lutte contre le *ransomware* (contre 171 en 2019). Ce recul est toutefois dû pour l'essentiel à un déficit de signalement (aussi bien en interne qu'à l'extérieur), car les *ransomwares* continuent de faire des ravages.

Les auteurs de ce type de criminalité informatique installent frauduleusement un virus sur un appareil, à l'insu de son propriétaire. Le logiciel malveillant prend alors "en otage" l'appareil et les fichiers (en les cryptant) et une rançon est réclamée pour les débloquer.



dossiers de cybercriminalité



Success Story

## Des condamnations dans un vaste dossier d'abus sur mineurs

Cinq prévenus ont été condamnés à des peines de prison par le tribunal correctionnel de Flandre orientale, division de Termonde, le 31 mars 2020, dans l'un des plus grands dossiers d'abus sur mineurs jamais vus dans notre pays. Mais l'enquête ne s'est pas arrêtée là. La quantité d'images saisies était inédite et a permis l'identification de dizaines de victimes et d'auteurs dans le monde entier. Le dossier est un bel exemple de coopération entre la Police Fédérale, la Police Locale, Europol et Interpol.

Tout a commencé en 2015, lorsqu'un homme prenant des photos d'enfants jouant nus sur la plage a été arrêté. La zone de police VLAS (Courtrai/Kuurne/Lendeledede) a ouvert une enquête et a découvert des images digitales d'abus sur mineurs. Les enquêteurs ont également constaté que l'individu était en contact avec un habitant de Wetteren, en Flandre orientale, avec lequel il échangeait des images. Le parquet et la Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Flandre orientale ont ouvert une enquête sur cet individu. Sur mandat du juge d'instruction de Termonde, une perquisition a été effectuée et a conduit à la saisie d'environ 15 téraoctets (TO) d'images ! La suite des investigations a permis d'identifier trois autres suspects.

Étant donné l'énorme quantité de fichiers et les nombreux contacts en milieu fermé passant par le *dark web*, il a fallu renforcer l'équipe d'enquête et s'engager dans une coopération internationale. La Computer Crime Unit, le service central Child Abuse de la Police Fédérale, la PJF de Flandre occidentale et la zone de police VLAS ont fourni un appui. Au niveau international, Europol a participé à l'analyse des données. Interpol a aidé à transmettre les messages aux collègues de pays non européens.

Cette collaboration intensive entre l'équipe d'enquête et Europol a permis d'identifier plus de 110 victimes et 90 suspects dans le monde entier. Les informations ont entraîné l'ouverture d'enquêtes ou ont pu être liées à des dossiers existants dans plus de 40 pays. Des arrestations et des condamnations ont eu lieu aux quatre coins de la planète. De nombreuses enquêtes sont toujours en cours.



## Terrorisme, extrémisme, radicalisme

- Une partie de la capacité de la Police Judiciaire Fédérale (15,5 %) est au service du parquet fédéral. Dans ce cadre, 119 424 heures ont été prestées dans la lutte contre le terrorisme.
- Outre la Police Aérienne et la Police des Chemins de Fer, un nombre croissant d'unités, fédérales et locales, forment leur personnel à la détection des comportements suspects aux frontières extérieures, dans le cadre d'événements et dans l'espace public.
- À Bruxelles, le projet BELFI, qui vise à établir un lien entre la fraude et le radicalisme, le terrorisme, le trafic de drogue, les faux documents et les armes, a obtenu d'excellents résultats.

### Dossiers fédéraux

Une partie de la capacité de la Police Judiciaire Fédérale est mise à la disposition du parquet fédéral (15,5 %). En 2020, 428 982 heures d'enquête ont été prestées pour le compte du parquet fédéral, dont 119 424 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. L'affaiblissement de la menace terroriste observé ces dernières années a conduit à une réorientation de la capacité.

	2018		2019		2020	
Phénomènes	Heures	%	Heures	%	Heures	%
Terrorisme	236 881	60	174 016	45	119 424	28
Non-terrorisme	159 423	40	213 102	55	309 558	72
<b>Total</b>	<b>396 304</b>	<b>100</b>	<b>387 118</b>	<b>100</b>	<b>428 982</b>	<b>100</b>

### Behaviour Detecting Officers

Les Behaviour Detecting Officers (BDO) ont pour tâche de reconnaître tout comportement inhabituel ou déviant sur la base d'une série d'indicateurs. À la suite de la vague d'attentats terroristes survenus en Belgique et dans nos pays voisins, le souhait de voir se développer une formation dédiée à cette technique, laquelle permet notamment de détecter les terroristes (potentiels), s'est fait grandissant.

Fin 2020, 1 957 membres du personnel de la Police Intégrée ont ainsi bénéficié de la formation BDO (avec brevet) ; 137 d'entre eux sont devenus *active trainers*. Au total, 1 213 BDO appartiennent à la Police Fédérale, principalement la Police Aérienne (LPA), la Police des Chemins de Fer (SPC), la Direction de la sécurité publique (DAS) et les corps d'intervention (CIK).

Au niveau de la Police aérienne, plus de 80 % des collaborateurs ont été formés dans ce domaine, notamment parce que cette technique a été intégrée dans la formation "Police aérienne", obligatoire pour la LPA. La formation BDO est également toujours suivie par les membres du personnel qui ont obtenu le brevet "Police aérienne" dans le passé.

Par ailleurs, avant leur entrée à la Direction de la sécurisation (DAB), tous les agents et assistants de sécurisation suivent, lors de leur formation, un entraînement de trois jours consacré à la détection des comportements. Ces agents peuvent exécuter des tâches BDO, sans toutefois être brevetés en la matière. Au 3 décembre 2020, 147 membres de la DAB avaient réussi la formation de base, en ce compris les trois jours de formation BDO.

Enfin, le service Terro de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC) met son expertise en matière de BDO à la disposition de la plateforme "Stop au profilage ethnique" pilotée par CG/Intégrité.



Success Story

## La Police Aéronautique met AERIS sur les rails

La Police Aéronautique a lancé le projet AERIS à Brussels Airport. Mot latin désignant l'air, AERIS est l'acronyme de "Acties volgens Excellente politiezorg met Respect voor Informatiegestuurde Samenwerking", que l'on pourrait traduire par "Actions conformes à l'excellence dans la fonction de police, dans le respect de la collaboration guidée par l'information".

De nombreux partenaires sont présents dans un aéroport. Que ce soit côté passagers ou côté fret, tous ont un rôle à jouer dans la sécurité de l'environnement aéroportuaire. La collaboration occupe donc une place essentielle à cet égard. Le projet AERIS a démarré à la suite de problèmes de circulation à l'intérieur et aux abords de la zone de fret de l'aéroport. Même pendant la crise sanitaire, des actions impliquant différents partenaires ont été organisées sur une base régulière, débouchant à chaque fois sur des résultats encourageants. On n'y accorde souvent peu d'attention, mais la zone de fret n'en reste pas moins vulnérable aux phénomènes de criminalité liés à l'aéroport. Lorsque la situation sanitaire le permettra, le projet AERIS passera à la vitesse supérieure, le but étant d'organiser des actions innovantes associant différents partenaires afin de permettre, dans le cadre d'une approche intégrale, une circulation optimale de toutes les informations. Parallèlement aux problèmes en matière de circulation, l'attention sera portée sur le travail judiciaire.

## Projet BELFI : l'approche multidisciplinaire continue de porter ses fruits

La Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Bruxelles a poursuivi ses efforts dans le cadre du plan Canal, dans la lutte tant contre l'extrémisme violent et le terrorisme que contre les phénomènes qui les soutiennent.

Cette approche est principalement basée sur des projets et nécessite l'élaboration d'une "image" approfondie ainsi qu'une approche multidisciplinaire, associant les zones de police bruxelloises et de nombreux partenaires publics et privés.

Le projet BELFI, qui a été développé dans le cadre du plan Canal et est centré sur la fraude commise par des personnes physiques et morales en lien avec le radicalisme, le terrorisme, le trafic de drogue, les faux documents et les armes, a produit des résultats tout à fait satisfaisants, et ce malgré l'annulation de nombreuses actions en raison de la crise sanitaire. En 2020, 142 entités – 26 ASBL et 116 sociétés commerciales – dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles ont été contrôlées lors de 23 opérations.

- Ces contrôles ont conduit à l'interpellation de 31 personnes en séjour illégal.
- Les constatations effectuées concernent notamment des faits de fraude sociale (21), de stupéfiants (6) et de faux documents (5).
- 31 et 7 personnes ont fait respectivement l'objet d'une arrestation administrative ou judiciaire.
- Au total, 36 et 18 sociétés ont été respectivement radiées ou dissoutes.
- Des saisies ont été opérées pour un montant total de 41 315 euros, et 22 900 euros de cautions ont été payés ; le montant total des amendes administratives et pénales infligées s'élève quant à lui à 549 000 euros.

## Screening

### Avis et attestations de sécurité

Le *screening* consiste en une vérification de sécurité dans le but de délivrer un avis ou une attestation de sécurité. Il doit permettre à certaines personnes de se rendre dans des lieux "sensibles" en vue d'y effectuer un travail ou d'y occuper un poste spécifique.

Avis & attestations	2018	2019	2020
Aéroports	20 625	20 068	15 491
Autorité nationale de sécurité (ANS)	13 278	6 569	5 507
Divers	6 200	6 488	3 368
Militaires	5 000	4 993	7 337
Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN)	5 822	4 994	4 519
Engagements Police Intégrée	4 845	5 916	3 437
Appui zones de police	1 000	578	295
Distinctions honorifiques	17 368	20 207	13 181
<b>Total</b>	<b>74 138</b>	<b>69 813</b>	<b>53 135</b>

La diminution du nombre de vérifications de sécurité pour l'année 2020 est due à la crise sanitaire. C'est certainement le cas dans le secteur aéroportuaire à cause des restrictions de voyage.

### Habilitations de sécurité

Les membres du personnel de la Police Fédérale et de la Police Locale qui, en raison de leur fonction, ont ou doivent avoir accès à des données classifiées ou des locaux, lieux de réunions classifiés, doivent disposer d'une habilitation spécifique. Ces "habilitations de sécurité" ont pour but de protéger des informations sensibles en limitant leur disponibilité.

Depuis 2018, nous constatons que le nombre de vérifications de sécurité (*screenings*) en vue de l'octroi d'une habilitation de sécurité est relativement stable.

Habilitations de sécurité octroyées	2018	2019	2020
Confidentiel	19	10	76
Secret	735	753	713
Très secret	147	195	247
<b>Total</b>	<b>901</b>	<b>958</b>	<b>1 036</b>

80 % des demandes (de renouvellement) d'habilitation sont exprimées en 2020 par des membres de la Police Fédérale.

## Gestion civile internationale des crises

La Police Fédérale a mis un expert antiterrorisme supplémentaire à la disposition du Service européen pour l'action extérieure. En plus des trois policiers belges travaillant déjà auprès des délégations de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (EUDEL Sarajevo), Libye (EUDEL Tripoli) et en Indonésie (EUDEL Jakarta), un quatrième expert belge a été affecté à la délégation de l'Union européenne au Liban (EUDEL Beyrouth).

En outre, la Police Intégrée a déployé – via la Direction de la coopération policière internationale (CGI) – un total de 10 collaborateurs (neuf d'entre eux appartenant à la Police Fédérale) pour les missions de gestion civile des crises de l'Union européenne au Niger (EUCAP Sahel Niger), au Mali (EUCAP Sahel Mali), en Irak (EUAM Irak), en Ukraine

(EUAM Ukraine) et dans les territoires palestiniens (EUPOL COPPS).

En participant à ces missions, la Belgique entend aider les autorités locales à faire face notamment à la menace terroriste dans ces régions.

Pour la même raison, la Police Intégrée a poursuivi la mise en œuvre de projets de l'Agence belge de développement ENABEL visant à renforcer les services de sécurité au Burkina Faso et au Bénin.

## Sécurité économique et sociale

- Pour faire efficacement barrage à la criminalité, il faut veiller à ce que les auteurs n'en tirent pas d'avantages.
- La Police Judiciaire Fédérale a saisi un montant total de 340 372 125 euros.
- En dépit de la situation sanitaire exceptionnelle, la lutte contre la fraude dans le sport s'est poursuivie activement.

### Équipes d'enquête mixtes contre la fraude sociale

La Police Fédérale collabore avec cinq services d'inspection sociale afin de lutter contre les bandes organisées actives dans le dumping social, le travail non déclaré, le recours aux faux travailleurs indépendants et les faillites organisées.

Ces équipes d'enquête mixtes, ou MOTEM, s'attaquent à la fraude sociale de manière uniforme, dans tous les arrondissements judiciaires. Un plan d'enquête est établi à l'ouverture de chaque dossier, en concertation avec les services d'inspection compétents.

L'objectif de cette initiative n'est pas de s'attaquer à des cas isolés de fraude sociale, mais de lutter contre la fraude sociale organisée, avec comme objectif la récupération du patrimoine acquis illégalement.



Success Story

### Les MOTEM : une réussite collective

Depuis la création des équipes d'enquête mixtes, ou MOTEM, en novembre 2019, les résultats ne se sont pas fait attendre. En dépit de la pandémie de Covid-19, qui a eu un impact significatif sur le phénomène de la fraude sociale organisée, quelque 78 dossiers ont été ouverts par les directions déconcentrées de la Police Judiciaire Fédérale, ce qui représente, en termes de capacité, une moyenne de 40 000 heures.

Malgré un net recul de l'activité économique et un ralentissement des mouvements internationaux en 2020, le phénomène du dumping social, qui sévit principalement dans les secteurs du transport et de la construction, représente encore près de la moitié des dossiers ouverts.

La collaboration avec les services d'inspection, que ce soit sur la base d'un appui ponctuel ou au sein d'une équipe d'enquête mixte, est une réussite. Près d'un dossier sur deux est mené à bien en collaboration avec un ou plusieurs services d'inspection, dans la plupart des cas les services d'inspection sociale (Office national de sécurité sociale, Service public fédéral ETCS, etc.).

Par ailleurs, s'ils ont permis aux services d'inspection d'opérer des régularisations, un quart des dossiers ont également généré d'excellents résultats en matière d'enquêtes "axées sur le butin".

Ce mode de collaboration porte assurément ses fruits. Il ouvre par ailleurs de nouvelles perspectives en vue de professionnaliser encore davantage la lutte contre la fraude sociale organisée et d'en renforcer le caractère multidisciplinaire.

## La fraude dans le sport davantage ciblée

En dépit de la crise sanitaire, de nombreuses initiatives ont été prises afin de lutter contre la fraude dans le sport, tant d'un point de vue structurel au sein de la Police Fédérale qu'en dehors de celle-ci, à travers la participation à des réseaux (inter)nationaux, des organismes, des projets et des forums.

### Création du Sports Fraud Team

En 2020, un nouveau team de quatre personnes a été mis sur pied au sein de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC) : le Sports Fraud Team. Cette équipe mène des enquêtes sur les matchs truqués, la fraude sociale et financière dans le monde du sport, etc. Pour les enquêtes plus vastes, il peut être fait appel à d'autres équipes de la DJSOC et de la Police Judiciaire Fédérale.



### Introduction du formulaire de signalement DRUPAL

Le [formulaire permettant de signaler des cas de fraude dans le sport](#) a été modernisé et mis en conformité avec le RGPD, grâce notamment au concours de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI). Dans ce cadre, il a d'ores et déjà été tenu compte de la nouvelle directive européenne (2019/1937) sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union (également dénommée "directive sur les lanceurs d'alerte ou "directive whistleblowing"), puisque les citoyens ont la possibilité d'effectuer des signalements anonymes, et ce même si cette nouvelle directive n'a pas encore été transposée en droit belge. Compte tenu du caractère international de la fraude dans le sport, le formulaire est disponible dans les trois langues nationales, mais aussi en anglais.

### Un travail d'éducation et de prévention avec les fédérations sportives et les académies

Le Sports Fraud Team mise également sur l'éducation et la prévention, notamment par la participation à des recherches universitaires (avec l'Ugent et la KUL) et à des projets internationaux tels que les workshops du Groupe de Copenhague dans le cadre de la Convention de Macolin (Conseil de l'Europe). Pour acquérir et partager des connaissances, la Police Fédérale, par l'intermédiaire du Sports Fraud Team, prend également part à la conférence annuelle du Panathlon ainsi qu'aux webinaires de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) sur le thème de la fraude dans le sport.

### **Ouverture et suivi de dossiers judiciaires**

Le dossier phare de l'année 2020 a été l'affaire ORYAN. Cette enquête sur des matches truqués dans le monde du tennis a été initiée par la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC), et poursuivie par la Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Flandre orientale, en collaboration avec Europol. Dans cette enquête, il est apparu que l'initiative de truquer les matches était venue pour l'essentiel des joueurs de tennis eux-mêmes. Ceux-ci ont en effet proposé de manipuler leur rencontre au réseau criminel de parieurs, dont les membres se sont ensuite assurés que le match présentait suffisamment d'enjeu. Dans le monde entier, 182 tennismen, pour la plupart des joueurs américains et sud-américains, et plus de 9 millions de dollars d'argent ayant servi à acheter les joueurs ont pu être mis en relation avec ce réseau criminel albanais de parieurs. Des preuves et/ou des indices trouvés dans l'enquête font état de 376 matches de tennis manipulés. L'affaire n'a pas encore été jugée.

Outre le dossier "mains propres", diverses enquêtes sur des agents de joueurs de football ont été ouvertes et sont toujours en cours.

### **Engagements au niveau d'Europol et d'Interpol**

La fraude dans le sport est un phénomène international, impliquant des acteurs et des événements aux quatre coins de la planète. L'approche dans ce domaine doit donc également être internationale. Dans ce cadre, la Belgique a officialisé sa participation à des programmes anticorruption d'Europol et d'Interpol. Cette évolution a déjà permis un échange fructueux d'informations et de contacts.

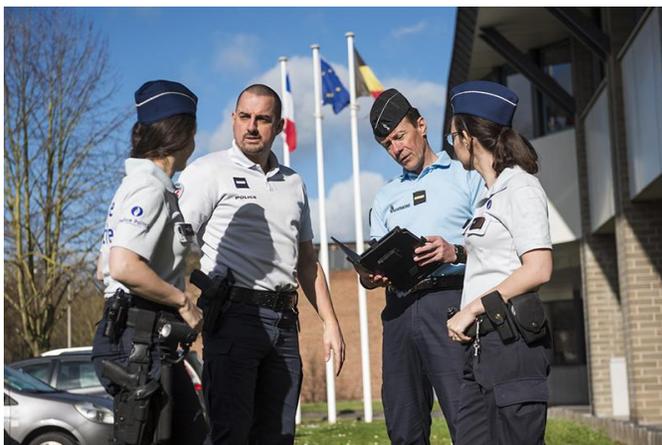
## Le partenariat international comme clé du succès

- La coopération policière avec l'Albanie dans la lutte contre le trafic de drogue et le trafic des êtres humains a été renforcée.
- La Police Fédérale a relevé avec d'autres le défi de mieux harmoniser les bases de données et les systèmes d'information européens.
- La commission d'évaluation Schengen fait l'éloge de plusieurs projets et initiatives à dimension internationale au sein de la Police Fédérale.

### Accords bilatéraux et multilatéraux

Le 7 juillet 2020, la Belgique, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont signé un nouveau traité relatif au trafic ferroviaire international via le tunnel sous la Manche. La Police Fédérale a participé activement aux négociations du texte, conjointement avec le Service public fédéral (SPF) Intérieur.

La Police Fédérale a également joué un rôle important dans les négociations menées par le SPF Affaires étrangères concernant l'accord de prédédouanement (*preclearance*) signé avec les États-Unis le 28 septembre 2020. Lorsqu'il aura été ratifié, cet accord permettra aux agents du service américain des douanes et de la protection des frontières (Customs and Border Protection, ou US CBP) de soumettre les passagers internationaux à des inspections en matière d'immigration, de douane et d'agriculture dès leur départ à Bruxelles, et non plus seulement lors de leur arrivée aux États-Unis. Une fois arrivées à leur aéroport de destination, ces personnes seront dès lors considérées comme des passagers intérieurs et ne devront plus subir de contrôles sur le territoire américain.



### Renforcement de la coopération policière avec l'Albanie

Au début du mois de mars, le commissaire général et le directeur de la coopération policière internationale de la Police Fédérale ont effectué une visite de travail en Albanie. Ils y ont conclu une série d'accords concrets visant à renforcer la coopération policière entre la Belgique et l'Albanie, en particulier dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue et le trafic d'êtres humains. Les organisations criminelles albanaises jouent un rôle de plus en plus important dans le trafic de cocaïne via le port d'Anvers et dans le trafic d'êtres humains vers le Royaume-Uni via la Belgique.

Arrestations pour trafic de drogue en Albanie



En février, 25 suspects liés à une bande criminelle organisée albanaise ont été arrêtés dans le cadre d'une opération menée simultanément en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas, en Allemagne et en France. Dirigée par la Police Locale d'Anvers, l'enquête a révélé que la drogue était dissimulée dans des conteneurs afin d'être introduite clandestinement en Belgique, où elle était ensuite acheminée aux quatre coins de l'Europe à bord de véhicules munis de caches.

Le succès de cette opération transfrontalière d'Europol est le résultat d'une coopération sans faille entre les organisations policières de différents pays. Il s'explique également par la contribution du Single Point of Operational Contact (SPOC) de la Direction de la coopération policière internationale (CGI), qui a permis un échange d'informations optimal. Du début à la fin, le SPOC s'est porté garant, pour les besoins des enquêteurs belges et de leurs collègues étrangers, du transfert des informations à leurs destinataires, de la qualité des informations et du suivi, de la délivrance des rapports d'arrestation et de l'extradition des suspects vers la Belgique.

## Mise en œuvre de la nouvelle réglementation européenne

La Police Fédérale a préparé la mise en œuvre de diverses réglementations de l'Union européenne (UE) qui devront être systématiquement appliquées à partir de 2022, telles que le système d'entrée/sortie, l'interopérabilité et les nouveaux règlements SIS (relatifs à l'utilisation du système d'information Schengen). Ces préparatifs se déroulent dans le cadre d'un mécanisme de mise en œuvre multidisciplinaire et visent, entre autres, à mieux harmoniser les différents systèmes d'information européens et à permettre des échanges entre les banques de données.

Sept groupes de travail thématiques et un groupe de travail de coordination ont par ailleurs été mis sur les rails dans le cadre des nouveaux règlements SIS. Au niveau technique, des efforts ont été consentis afin de moderniser de manière significative le système d'information Schengen. Une analyse approfondie de l'impact juridique a également été réalisée, et les étapes nécessaires à la poursuite de la mise en œuvre ont été soigneusement définies et planifiées pour chaque projet.

## Évaluations Schengen

En 2020, la Police Intégrée devait être à nouveau soumise aux évaluations Schengen pour ce qui concerne la coopération policière et le fonctionnement des systèmes SIS/SIRENE. Toutefois, en raison de la pandémie de Covid-19, ces évaluations ont dû être reportées partiellement.

En préparation de celles-ci, la Direction de la coopération policière internationale (CGI) a rendu visite à plusieurs services de police locaux et fédéraux. Les résultats ont été compilés et analysés par service. Afin de corriger une série de problèmes persistants concernant les signalements internationaux, un "kit d'information" a été élaboré, comprenant un aide-mémoire pratique avec des conseils, des organigrammes et des tableaux récapitulatifs. Une série d'organigrammes et d'éléments visuels ont notamment été compilés dans une affiche et distribués à tous les services de la Police Intégrée.



Success Story

## Des "bonnes pratiques Schengen" à la Police Fédérale

Deux projets de la Police Aéronautique (LPA) et une réalisation de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI) ont été qualifiés de "bonnes pratiques" par la commission d'évaluation Schengen.

Le projet **Avia (Air Border Surveillance)** de la Police Aéronautique est axé sur la détection et la constatation des infractions lors de l'entrée ou de la sortie de l'espace Schengen via des frontières aériennes non reconnues (sont concernés en Belgique : 46 aérodromes et 93 héliports). Il n'y a pas eu d'infractions constatées en 2020, contre 14 en 2019.

Avia permet d'effectuer un suivi actif quotidien de tous les plans de vol dans le segment de l'aviation générale (l'aviation générale est un terme générique regroupant l'aviation civile générale, l'aviation d'affaires, les vols charters privés, l'aviation de tourisme, ainsi que la formation et l'entraînement des pilotes). Ces plans de vol sont transmis par voie numérique. La Police Aéronautique procède alors préalablement à une vérification axée sur certaines formes de criminalité (liées aux frontières).

**Aerotask General Declaration** est l'application du principe API (*Advanced Passenger Information*) dans le secteur de l'aviation non commerciale (p. ex. : les vols d'affaires) à l'ensemble des vols extra-Schengen à l'arrivée et au départ. En termes de contrôle, le fait de disposer à l'avance des données relatives aux passagers constitue une réelle valeur ajoutée.

Dans le domaine de la protection des données (*data protection*), la **copie nationale du système d'information Schengen (N-SIS)** a suscité l'intérêt de la commission d'évaluation Schengen. Le **security plan policier** comprend des mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des informations. Ce plan est régulièrement évalué et, si nécessaire, mis à jour par la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI) de la Police Fédérale. Il a été qualifié de "bonne pratique" dans le rapport final de la commission d'évaluation Schengen.



## La coopération policière aux frontières et plus loin encore

Au cours de l'année écoulée, la Police Fédérale a entamé les préparatifs nécessaires pour pouvoir détacher pour la première fois le nombre obligatoire de policiers auprès de Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Il s'agit en l'occurrence de 63 membres du personnel de la Police Intégrée, dont 58 de la Police Fédérale. Au cours des prochaines années, ce dispositif nécessitera des capacités et un suivi structurels permanents.

Par ailleurs, la Police Fédérale, conjointement avec la Police Locale, a fourni une première contribution aux propositions de la Commission européenne (plus particulièrement la révision du règlement Europol, les parties du nouveau pacte européen sur la migration et l'asile qui concernent la police), et a coopéré aux études préliminaires sur les propositions de la Commission européenne qui seront publiées dans le courant de l'année 2021 (le *EU Police/Law Enforcement Code* qui, outre un élargissement des décisions Prüm, inclura également une modernisation des possibilités actuelles de coopération policière transfrontalière).



Success Story

### Une rubrique "coopération policière internationale" sur WikiPol

Depuis l'été 2020, les accords négociés par la Direction de la coopération policière internationale (CGI) au niveau européen ou international sont consultables sur WikiPol, la plateforme de connaissances digitale et en ligne des services de police. Les changements réguliers liés aux développements internationaux ayant un impact sur les missions des policiers sur le terrain sont également publiés sur WikiPol et annoncés via des lettres d'information.

De cette manière, les policiers sur le terrain peuvent disposer rapidement et à tout moment d'informations et de connaissances actualisées en matière de coopération policière internationale. Cet outil constitue une réelle plus-value, en particulier pour les actions et activités policières menées dans les régions frontalières, de même que pour l'approche en matière de lutte contre les phénomènes de criminalité transfrontalière.

# Gestion de l'information



[Home](#) / Gestion de l'information

- L'information est peut-être bien l'instrument de travail le plus important de la police.
- C'est elle qui constitue la base de l'action policière, et non l'inverse ; une gestion de l'information fluide et efficace est essentielle pour lutter contre la criminalité et assurer la sécurité publique.
- Les défis dans le domaine de la gestion de l'information sont nombreux : l'innovation technologique et une numérisation pointue doivent rendre l'échange d'informations et le travail policier plus rapides, plus ciblés, plus efficaces et, surtout, plus mobiles.



[Échange international d'information](#)



[Fonctionnement en matière d'information](#)



[L'ICT au coeur de l'action et de la gestion](#)

## Échange international d'information

- L'an dernier, le Single Point of Operational Contact (SPOC) de la Direction de la coopération policière internationale (CGI) a traité 217 660 signalements et messages d'information via divers canaux.
- Au cours de la période précédant le Brexit, le SPOC a converti manuellement 6 931 anciens signalements du Schengen Information System (SIS) en signalements Interpol.
- Le vol, le trafic de drogues et la fraude/l'escroquerie restent les délits les plus couramment traités par le SPOC.

### Single Point of Operational Contact (SPOC)

Le Single Point of Operational Contact (SPOC) est le centre névralgique de l'échange international d'informations policières et des signalements internationaux pour notre pays. Le SPOC assure une permanence 24/7.

#### Échange d'informations

205 506



*Messages opérationnels*

L'échange d'informations concerne des messages opérationnels (dans le cadre de dossiers d'enquête, de mesures concernant des personnes ou des véhicules, etc.) qui sont enregistrés et traités par le SPOC via Interpol, Europol, les officiers de liaison, les services de police belges ou étrangers, etc. Les messages des centres de coopération policière et douanière (CCPD) de Tournai, Kerkrade et Luxembourg, qui assurent le suivi de la coopération policière internationale dans les régions frontalières, sont également inclus dans ces chiffres.

#### Signalements internationaux

12 154



*Signalements internationaux*

	2018	2019	2020
Système d'information Schengen (SIS)*	6 818	7 596	9 227
Interpol (IP)**	1 828	2 028	2 927
<b>Total</b>	<b>8 646</b>	<b>9 624</b>	<b>12 154</b>

\* SIS : Système d'information Schengen. Système par lequel des signalements internationaux sont diffusés dans la zone Schengen.

\*\* IP : Interpol. Permet de diffuser des signalements (diffusions ou notices) internationaux en dehors de la zone Schengen.

Les signalements internationaux constituent une forme particulière d'échange d'informations : le service de police signalant transmet des informations mais, en même temps, demande qu'une mesure soit prise dans son intérêt propre. Les principales mesures qui peuvent accompagner un signalement international sont les suivantes :

- l'arrestation d'une personne ;
- le refus d'entrée ou de séjour sur le territoire ;
- la localisation et/ou protection d'une personne disparue ;
- la localisation aux fins d'une procédure judiciaire ;
- le contrôle spécifique ou discret, avec ou sans contact immédiat avec le SPOC ;
- la saisie.

Pour l'instant, ces signalements sont toujours effectués manuellement. Les signalements dans le Schengen Information System (SIS) à des fins de "saisie" sont générés automatiquement à chaque fois que la police effectue un encodage dans la Banque de données nationale générale (BNG).

## Hits

Un *hit* signifie qu'il y a une correspondance (*match*) avec une entité signalée internationalement pour laquelle une mesure a été demandée. L'entité ayant réalisé la correspondance peut avoir pris la mesure ou pas.

<b>Hits belges sur signalements internationaux étrangers</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Système d'information Schengen (SIS)	8 830	11 738*	8 691*
Interpol (IP)	591	590	/ **
<b>Total</b>	<b>9 421</b>	<b>12 328</b>	<b>/</b>

\* Dont 1 993 via la reconnaissance automatique de plaques d'immatriculation (ANPR), ce qui explique cette forte augmentation.

\*\* Ce chiffre n'est plus disponible en raison de la suppression du système d'enregistrement au sein d'Interpol.

<b>Hits étrangers sur signalements internationaux belges</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Système d'information Schengen (SIS)	6 056	7 370	4 573
Interpol (IP)	74	199	/ *
<b>Total</b>	<b>6 130</b>	<b>7 569</b>	<b>/</b>

\* Ce chiffre n'est plus disponible en raison de la suppression du système d'enregistrement au sein d'Interpol.

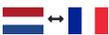
## Traduction

Pour satisfaire les impératifs liés à la messagerie opérationnelle internationale en termes de langues, le SPOC dispose d'une section Traduction qui traduit dans les délais impartis les messages à caractère opérationnel (c'est-à-dire liés à un dossier de police judiciaire ou administrative) envoyés par les services de police belges et étrangers principalement via Schengen, Interpol, Europol et les officiers de liaison.

	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Traductions réalisées*	15 284	13 774	11 718
Dossiers FLASH**	33,5%	34%	37%

\* La quasi-totalité des traductions concerne des dossiers opérationnels.

\*\* \*\*Les traductions concernant des dossiers FLASH sont à traiter dans l'heure.

Combinaisons de langues	2018	2019	2020
	48,5%	50%	45%
	29,5%	30%	34%
	13,5%	12%	13%
	2,5%	2%	1,5%
	2,5%	2%	1,5%
	1,5%	2%	2%
	2%	2%	2%

### Screening proactif des signalements Interpol et Schengen

Le filtrage proactif consiste à vérifier les listes de notices Interpol étrangères ainsi que les listes de formulaires A Schengen (notifications des nouveaux signalements SIS étrangers aux fins d'arrestation). Le SPOC compare le contenu de ces listes avec les bases de données belges. Cela permet non seulement un traitement plus rapide et systématique de ces listes, mais aussi d'informer les collègues sur le terrain concernant des informations opérationnelles locales, ainsi que les unités ou services qui pourraient être intéressés par ces informations.

Le système est actuellement appliqué à l'ensemble des notices Interpol et aux formulaires A Schengen (avertissement qu'un État membre a créé un signalement international SIS aux fins d'arrestation), ce qui permet au SPOC de les contrôler proactivement.

### Signalements Interpol étrangers

INTERPOL	2018	2019	2020
Signalements contrôlés	8 983	23 426	16 691
<i>Match*</i>	13	34	28

\*Dans ce cas, un *match* signifie qu'un lien avec la Belgique a été observé, par exemple : domicilié en Belgique, connu avec mesure à prendre dans la Banque de données nationale générale (BNG).

### Formulaires A dans le Schengen Information System (SIS)

	2019	2020
Formulaires A contrôlés (notifications des nouveaux signalements étrangers aux fins d'arrestation)	19 064	28 986
Alias contrôlés (un formulaire A relatif à une personne peut contenir plusieurs alias pour cette personne et chacun est contrôlé)	26 086	32 118
<i>Matches</i> générés par le contrôle des formulaires A reçus	626	776

### SIRENE pour les suppléments d'informations

SIRENE est l'acronyme de *Supplementary Information Request at the National Entries*.

Chaque pays utilisant le *Schengen Information System* dispose d'un bureau SIRENE en charge des signalements (*alerts*) internationaux. Ces bureaux ont pour tâche de valider ou de fournir des informations supplémentaires concernant ces signalements.

	2019	2020
--	------	------

	2019	2020
Formulaires envoyés par SIRENE Belgique	15 349	12 927
Formulaires reçus par SIRENE Belgique	42 267	52 328
<b>Total des formulaires traités</b>	<b>57 616</b>	<b>65 255</b>

### Brexit : conséquences pour les signalements et l'échange d'informations au niveau international

Suite au Brexit, le Royaume-Uni ne fait plus partie de l'Union européenne et du Système d'information Schengen (SIS). Le Royaume-Uni ne peut plus introduire de signalements dans le SIS et les signalements des États membres de l'Union européenne ne sont plus visibles sur le territoire britannique. Afin de rendre les signalements internationaux belges visibles également sur le territoire britannique, la Police Fédérale a, en concertation avec la magistrature, converti les anciens signalements en signalements Interpol (pour autant qu'il existe un équivalent juridique). Depuis le 1er mars, les services émetteurs ont déjà été invités à demander un signalement Interpol s'ils souhaitent que leur signalement international soit également visible sur le territoire britannique.

Vous trouverez ci-dessous un relevé des anciens signalements (par article) qui ont été convertis manuellement en signalements Interpol par la Direction de la coopération policière internationale (CGI) :

	2020
Art. 26 – Arrestation	44
Art. 32 – Personnes disparues	5 275
Art. 34 – Localisation à la demande des autorités judiciaires	74
Art. 36.2 – Contrôle ciblé ou discret	1 538
<b>Total</b>	<b>6 931</b>

### Phénomènes transfrontaliers

Top 5 des délits traités qui relèvent de la compétence d'Europol et sur lesquels le SPOC a échangé des informations :

	2018	2019	2020
1.	Vol et vol qualifié	Trafic de drogues	Vol et vol qualifié
2.	Trafic de drogues	Vol et vol qualifié	Trafic de drogues
3.	Fraude et escroquerie	Fraude et escroquerie	Fraude et escroquerie
4.	Immigration illégale	Immigration illégale	Blanchiment d'argent
5.	Blanchiment d'argent	Crime sur les véhicules à moteur	Immigration illégale



### Arrestation à Dubaï d'un individu suspecté de trafic international de cocaïne

N.E.H., un Anversois âgé de 32 ans, suspecté de trafic international de cocaïne, a été arrêté à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Cet individu peut également être lié à divers délits de violence commis à Anvers et dans sa périphérie depuis 2017.

Son arrestation a été minutieusement préparée par la Police Judiciaire Fédérale d'Anvers, en collaboration avec le parquet d'Anvers, le parquet fédéral, les instances diplomatiques à Dubaï, la police de Dubaï, l'officier de liaison sur

place, Interpol à Abu-Dhabi et le National Central Bureau (NCB) à Bruxelles.

C'est l'une des premières fois qu'une personne recherchée par notre pays a pu être arrêtée à Dubaï, grâce notamment à la bonne coopération avec Interpol ainsi qu'avec les autorités et les services de police des Émirats arabes unis.



### SIENA (Secure Information Exchange Network Application)

SIENA est une plateforme/application hautement sécurisée, destinée à l'échange d'informations opérationnelles entre les États membres de l'UE, Europol et des tiers, concernant la criminalité grave et/ou organisée, touchant deux ou plusieurs États membres, le terrorisme et d'autres formes graves de criminalité.

Formations SIENA	2019	2020
Nombre de sessions	8	2*
Nombre de participants Police Fédérale	98	22

\* En raison des mesures de lutte contre le coronavirus, le nombre de participants par session a été limité à onze.

## Officiers de liaison belges et collaboration avec les services de renseignements

Les officiers de liaison (LO) constituent des maillons importants de la coopération policière internationale. Ils facilitent notamment l'échange d'informations policières et l'exécution de demandes d'entraide judiciaire en matière pénale.

En 2020, nous avons non seulement nommé des remplaçants pour les officiers de liaison aux États-Unis, en Albanie, en Russie et en Italie, qui étaient arrivés au terme de leur mandat, mais nous avons également ouvert un poste supplémentaire à Londres pour faire face aux conséquences du Brexit sur la coopération policière avec le Royaume-Uni. Cela porte à onze le nombre total d'officiers de liaison bilatéraux de la police belge à l'étranger. Ensemble, ils sont actifs dans 50 pays partenaires différents.

En outre, la Police Fédérale et la Sûreté de l'État ont signé un protocole d'accord réglant la coopération avec les officiers de liaison de la police belge à l'étranger. Ce protocole offre aux LO un cadre clair concernant le traitement d'informations provenant des services de renseignements étrangers et des services disposant de pouvoirs mixtes de renseignement et de police.



### L'appui de l'officier de liaison en Asie dans une enquête complexe

Une affaire qui débute fin 2016 par la découverte d'un corps calciné dans un fossé bien isolé à Geluwe (Flandre occidentale) est finalement jugée en novembre 2020 à la cour d'assises de Bruges. L'auteur belge a été condamné à

27 ans de prison pour assassinat. Un tel résultat ne pouvait être atteint que par une excellente coopération nationale et internationale entre les services belges, japonais et vietnamiens pour résoudre une enquête aussi complexe.

En novembre 2018, le parquet de Bruxelles charge l'officier de liaison belge en Thaïlande de rencontrer les parents d'une fille portée disparue au Vietnam, de prélever un échantillon pour analyser leur ADN et de les informer à propos de la procédure judiciaire belge. La toute récente banque de données ADN belge met alors en avant une correspondance entre l'ADN des parents et l'ADN de la victime découverte à Geluwe...

L'officier de liaison a été impliqué tout au long de l'enquête. Il a notamment préparé une commission rogatoire pour le juge d'instruction et deux enquêteurs à Bac Ninh (Vietnam) et il s'est rendu à Nagoya (Japon) pour collaborer avec les services de police japonais dans le cadre de leur enquête sur la victime. Il a également assuré les contacts avec la famille de la victime au Vietnam. Le procès à Bruges s'est d'ailleurs tenu en l'absence de la famille. Outre le témoignage de l'officier de liaison, sa présence ininterrompue au procès a été considérée par toutes les parties comme un soutien à la famille de la victime.



Success Story

## Une enquête belge conclue avec succès en Roumanie

En septembre 2020, les autorités judiciaires et les services de police roumains ont effectué onze perquisitions à Buzău sur la base d'un mandat d'enquête européen délivré par la justice belge. Plusieurs suspects ont été arrêtés et des biens volés ont été saisis. C'est ainsi qu'une enquête menée par des enquêteurs belges, sous la direction du parquet d'Eupen, a été conclue avec succès. L'officier de liaison belge à Bucarest a joué un rôle de facilitateur entre la Belgique et la Roumanie.

L'enquête a été ouverte en mars 2016 et s'est concentrée sur un groupe criminel international opérant en Belgique et dirigé depuis la Roumanie. Cette organisation criminelle fortement hiérarchisée a pu être liée à 109 infractions, plus précisément à des vols qualifiés d'outils, de machines de terrassement et de jardinage, de tondeuses, de moteurs de bateaux, de grandes quantités de carburant, etc. Le montant total du préjudice s'élevait à environ 500 000 euros.

## Fonctionnement de l'information

- En 2020, les centres de communication et d'information au niveau des arrondissements (SICAD/CIC) ont répondu à un peu moins de 3 millions d'appels d'urgence.
- Au sein des carrefours d'information d'arrondissement (SICAD/CIA), quelque 400 policiers participent quotidiennement à la collecte et à l'analyse de données et d'informations policières, afin d'apporter une valeur ajoutée à leurs collègues sur le terrain.
- Fin 2020, RegPol, le registre unique inventoriant les traitements d'informations de la Police Intégrée, comprenait 3 667 traitements enregistrés, dont 739 traitements réalisés par la Police Fédérale.

### Kiosque d'information pour la saisie unique des données d'identification

Le Kiosque d'information (KIK) est une interface grâce à laquelle les policiers, sur base d'une saisie unique de données d'identification, utilisent différents systèmes d'information pour accomplir leurs tâches.

Le nombre de services au sein de la Police Intégrée ayant accès au KIK n'a cessé d'augmenter depuis 2018.

Police Intégrée	2018	2019	2020
Nombre de PC dotés d'un accès au KIK au sein de la Police Intégrée	28 000	34 000	47 500

### Un rôle-clé des arrondissements

En matière de gestion de l'information opérationnelle, le niveau arrondissemental joue également un rôle-clé grâce aux services d'information et de communication de l'arrondissement (SICAD). Les SICAD réunissent les centres d'information et de communication provinciaux (CIC), qui réceptionnent et traitent les appels d'urgence, et les carrefours d'information d'arrondissement (CIA).

#### Nombre d'appels dans les CIC

Urgent	2018	2019	2020
Flandre occidentale	217 454	212 201	190 012
Flandre orientale	248 776	250 749	235 004
Anvers	318 490	317 192	281 660
Limbourg	161 753	161 673	149 429
Brabant flamand *	168 540	183 194	164 024
Bruxelles	442 899	443 932	361 199
Brabant wallon	80 772	82 922	74 978
Hainaut	471 468	462 495	412 056
Namur	146 927	155 594	146 443
Liège	358 335	365 564	341 041
Luxembourg	67 851	69 415	66 382

<b>Urgent</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
<b>Total</b>	<b>2 683 265</b>	<b>2 704 931</b>	<b>2 422 228</b>

\* Pour les arrondissements d'Hal-Vilvorde et d'Eupen, qui ne disposent pas de leur propre CIC, les appels arrivent respectivement au CIC de Louvain (responsable de tout le Brabant flamand) et au CIC de Liège (responsable des arrondissements de Liège et d'Eupen).

<b>Non urgent</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Flandre occidentale	13 283	12 580	11 770
Flandre orientale	10 749	10 558	10 468
Anvers	98 346	98 787	80 043
Limbourg	15 942	16 506	12 461
Brabant flamand *	20 197	18 680	16 266
Bruxelles	32 534	35 312	32 939
Brabant wallon	16 860	18 766	19 083
Hainaut	13 936	16 374	16 029
Namur	15 511	15 493	14 676
Liège	71 454	77 912	79 362
Luxembourg	18 936	19 541	19 957
<b>Total</b>	<b>327 748</b>	<b>340 509</b>	<b>311 054</b>

\* Pour les arrondissements d'Hal-Vilvorde et d'Eupen, qui ne disposent pas de leur propre CIC, les appels arrivent respectivement au CIC de Louvain (responsable de tout le Brabant flamand) et au CIC de Liège (responsable des arrondissements de Liège et d'Eupen).

<b>Total</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Flandre occidentale	230 737	224 781	201 782
Flandre orientale	259 525	261 307	245 472
Anvers	416 836	415 979	361 703
Limbourg	177 695	178 179	161 890
Brabant flamand *	188 737	201 874	180 290
Bruxelles	475 433	479 244	394 138
Brabant wallon	97 632	101 688	94 061
Hainaut	485 404	478 869	428 085
Namur	162 438	171 087	161 119
Liège	429 789	443 476	720 403
Luxembourg	86 787	88 956	84 339
<b>Total</b>	<b>3 011 013</b>	<b>3 045 440</b>	<b>2 733 282</b>

\* Pour les arrondissements d'Hal-Vilvorde et d'Eupen, qui ne disposent pas de leur propre CIC, les appels arrivent respectivement au CIC de Louvain (responsable de tout le Brabant flamand) et au CIC de Liège (responsable des arrondissements de Liège et d'Eupen).



## Gestion de l'information policière

Les CIA au sein des SICAD constituent les véritables pierres angulaires de la gestion de l'information policière de la Police Intégrée. On y collecte, analyse et retravaille les données et informations policières afin d'en extraire une plus-value pour le travail de terrain. Comment ? En établissant des recoupements et des liens, en identifiant de nouveaux phénomènes ou tendances criminels ou sécuritaires, en aidant à orienter les actions policières et en s'assurant du flux des données et informations auprès des services de police qui en ont besoin pour l'exécution de leurs missions.

En 2020, quelque 400 membres du personnel de la Police Intégrée travaillaient à la gestion de l'information policière dans les CIA.

Au niveau central, la Direction des opérations de police judiciaire (DGJ/DJO) et la Direction des opérations de police administrative (DGA/DAO) sont spécifiquement en charge de la gestion de l'information policière. L'an dernier, DJO a disposé de 61 personnes pour remplir cette fonction. Quant à DAO, elle a pu compter sur 41 membres du personnel. DAO et DJO forment, avec le Single Point of Operational Contact (SPOC) de la Direction de la coopération policière internationale (CGI), le Point de contact national (PCN), un service de permanence 24/7.



Success Story

### L'innovation à travers des cartes interactives

Faciliter l'échange d'informations entre la Police Locale et la Police Fédérale est primordial pour la Police Intégrée. C'est pourquoi le SICAD de Flandre occidentale a mis au point une plateforme d'information policière. L'innovation de cette nouvelle plateforme est de mettre à disposition des cartes interactives, le visuel venant en soutien du travail opérationnel. Ces cartographies actualisées permettent de mieux comprendre la portée et le contenu de ces phénomènes (comme les stupéfiants, la migration de transit ou encore les vols). Ces cartographies conduisent aussi à l'optimisation des processus (de travail) connexes dans leur approche intégrée. Cette application numérique facilite un flux d'informations efficace entre SICAD et services de police de Flandre occidentale, mais aussi entre les différents services de police eux-mêmes (les faits des arrondissements du Hainaut et de Flandre orientale sont également visibles via cette plateforme).

## Nouvelle version du système de dispatching ASTRID

Depuis 2018, le système de dispatching pour les services de police a poursuivi sa migration, passant ainsi de la version 8 à la version 9. La modernisation de la technologie CAD (*Computer Aided Dispatching System*) a un impact sur le fonctionnement et l'organisation des services de police, en particulier les centres de communication et d'information de la Police Fédérale (SICAD/CIC) dans les arrondissements.

La migration de l'ensemble des centres d'information et de communication (CIC) vers le CAD 9 a été achevée en 2020. Cinq d'entre eux avaient déjà migré en 2018 et un autre en 2019. La migration des cinq derniers CIC a été réalisée en 2020.

Combinée à la rénovation et la centralisation prévues du matériel, cette mise à jour offrira un instrument plus performant aux utilisateurs finaux (davantage de possibilités d'information et de communication, meilleure couverture réseau...). Cette mise à jour ouvre également la porte à une future intégration avec de nouvelles technologies.

## Protection des données

La Police Fédérale a pris plusieurs initiatives pour garantir la protection des données (à caractère personnel).

RegPol, le registre reprenant l'ensemble des traitements de données réalisés au sein de la Police Intégrée, s'étoffe en permanence. Le 31 décembre, RegPol contenait 3 667 traitements enregistrés, dont 739 traitements effectués par la Police Fédérale (voir graphiques).

Un groupe d'experts au niveau de la Police Intégrée s'engage à veiller à la mise en œuvre et à l'adaptation de la législation et de la réglementation. Ce groupe compte des membres du service juridique (DGR/Legal), de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI), du service Information Security & Privacy Office du Commissariat général (CG/ISPO) et des représentants de la Commission permanente de la Police Locale (CPPL).

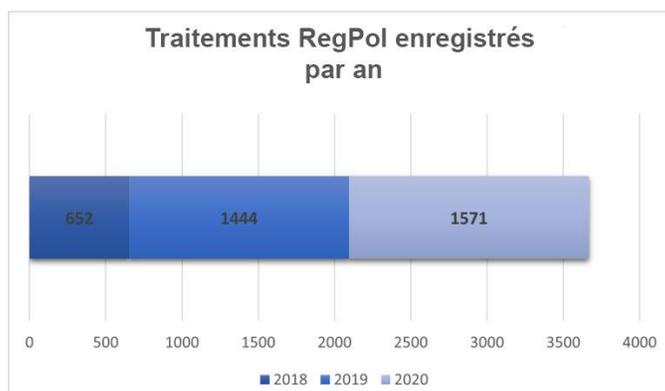
Il s'est notamment penché sur le traitement d'images de vidéosurveillance et le traitement de données obtenues par l'usage de drones et de bodycams.

Une directive a également été élaborée pour permettre le partage d'informations au profit des différents organes et services avec lesquels la police collabore. Cette directive met concrètement à exécution les dispositions de l'article 44/11/9 modifié de la loi sur la fonction de police (LFP).

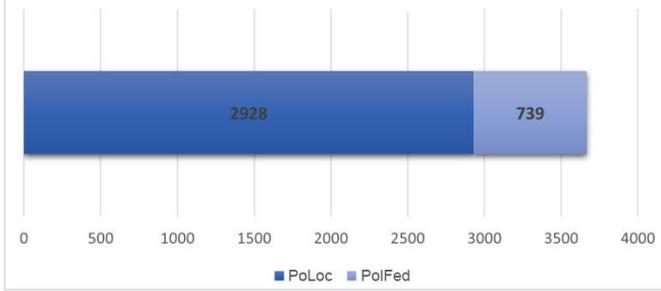
De plus, CG/ISPO a été actif l'année dernière dans plusieurs dossiers et problématiques, avec notamment les tâches suivantes :

- rendre des avis et se concerter en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel de membres de la police, notamment dans le contexte de la communication externe ;
- rendre des avis en qualité de *Data Protection Officer* (DPO) pour les traitements placés sous la responsabilité des ministres, notamment les Automatic Number Plate Recognition (ANPR) Managed Services ;
- rendre des avis sur les flux d'informations nécessaires pour permettre à la police de mener ses interventions dans le cadre de la crise du Covid-19 ;
- analyser les traitements effectués dans l'environnement Microsoft et étudier les conventions de sous-traitance nécessaires.

Pour accroître la sensibilisation au sujet de la protection des données à caractère personnel et augmenter la sécurité de l'information, une nouvelle rubrique "*Data Protection*" a été ajoutée sur WikiPol, la plate-forme de connaissances et d'information de la Police Intégrée. Différents thèmes en lien avec le RGPD y sont présentés et expliqués. Au cours de l'année dernière, plusieurs sessions d'information ont également été organisées sur le thème "RGPD et loi relative à la protection des données : deux ans après". Au total, 180 membres de la police ont participé à ces sessions.



### Traitements RegPol enregistrés Police Locale / Police Fédérale



## L'ICT au coeur de l'action et de la gestion

- La transformation digitale suit son évolution au sein de la Police Intégrée, en implantant continuellement de nouvelles technologies digitales dans l'ensemble de ses activités.
- Faciliter le travail des policiers dans cette évolution est une priorité, afin d'encre encore améliorer leur efficacité au quotidien.
- Les nouveaux outils digitaux permettent d'avoir la bonne information, au bon moment et au bon endroit, ce qui permet d'améliorer la collaboration et l'échange d'informations avec les partenaires.

### Transformation digitale : en route vers i-Police

La transformation digitale repose sur deux piliers :

- la modernisation réelle des systèmes policiers, qui s'étalera sur cinq ans (i-Police) ;
- une série de réalisations plus rapides en attendant la grande révolution.



i-Police est un projet stratégique dont l'objectif principal consiste à renouveler entièrement l'infrastructure IT de la Police Intégrée (infrastructure des serveurs, applications spécifiques à la police, etc.). L'infrastructure IT de la police doit ainsi pouvoir répondre aux besoins IT les plus récents et surtout futurs. Les systèmes intelligents du futur seront le fer de lance d'une fonction de police guidée par l'information ou *Intelligence-Led Policing*. D'où le "i" dans "i-Police".

Fin 2019, la Police Fédérale a reçu les offres de prix des candidats sélectionnés. L'analyse des offres de prix a été lancée dès janvier 2020. Elle a été réalisée par différentes équipes d'analyse (composées de membres de la Police Locale, de la Police Fédérale et d'experts techniques), avec le soutien de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI) et du service des achats.

L'analyse a établi que les offres n'étaient pas suffisamment claires sur un certain nombre d'éléments essentiels du cahier des charges. Cela a nécessité la réouverture du dialogue avec les candidats retenus en novembre 2020.



#### Smart Policing Hackathon : l'innovation au service de la police

Une première au sein de la Police Intégrée : le *Smart Policing Hackathon*, organisé en collaboration avec l'Institut Vias et EY, a servi de tremplin pour booster l'innovation intelligente au sein de la police. Plusieurs services du Commissariat général de la Police Fédérale ont été très étroitement impliqués dans l'organisation de cet événement.

La société et la criminalité évoluent en permanence. Afin de lutter efficacement contre la petite et la grande criminalité ainsi que contre la criminalité disruptive, la police doit rester constamment alerte et agile. Et comment la police, en tant qu'organisation, peut-elle innover intelligemment afin de se positionner comme un employeur attractif sur le marché du travail ? En résumé, tel était l'objectif du *Smart Policing Hackathon*.

L'idée d'un *hackathon* (la contraction de "hacking" et de "marathon") est de travailler autour d'un défi (*challenge*), sans interruption et pendant une durée relativement courte, au sein de diverses petites équipes multidisciplinaires, afin

relativement courte, au sein de diverses petites équipes multidisciplinaires, afin de trouver des solutions innovantes et créatives (c'est la partie "hacking"). Chaque équipe se compose de personnes issues du monde de l'entreprise et du milieu académique (étudiants, chargés de cours...). Les équipes ont été accompagnées et coachées par des membres du personnel de la Police Intégrée.

Durant 30 heures, 200 "hackers" répartis dans 43 équipes s'en sont donné à cœur joie à l'occasion du hackathon en ligne. Leur but : transposer des idées innovantes en solutions pratiques qui font la différence pour les policiers et pour la population.

Le *Smart Policing Hackathon* s'est clôturé le 11 décembre par la proclamation des lauréats. Parmi ceux-ci, on retrouve à la fois des valeurs sûres et des start-ups dotées d'un certain savoir-faire, ainsi que de jeunes étudiants motivés et ayant le nez fin en matière d'innovation et qui, grâce à cette initiative, ont ouvert les portes du monde policier. Les solutions des lauréats sont maintenant analysées plus en détail en vue de leur mise en œuvre au sein de l'organisation policière. Dans ce contexte, les technologies de l'information occupent une place prépondérante.

Vous trouverez toutes les informations sur le *Smart Policing Hackathon* via <https://police-hackathon.be>



*“Ce n’était pas la fin de l’aventure, bien au contraire.”*



*"Le hackathon n'a pas marqué la fin de l'aventure, bien au contraire. Le momentum et le puissant réseau qui se sont développés pendant le hackathon doivent être maintenus. Il y aura une suite en 2021, avec la création d'une cellule Innovation au sein du Commissariat général de la Police Fédérale. Ce Smart Policing Hackathon s'est non seulement avéré inspirant pour la collaboration avec des partenaires externes, mais aussi au niveau de la cohésion entre les services de police locaux et fédéraux. "*

**PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARC DE MESMAEKER**

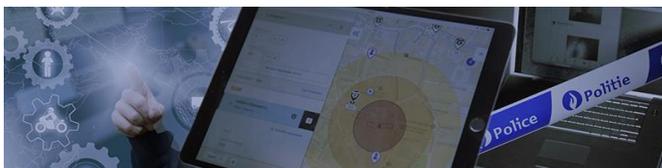
*Commissaire général de la Police Fédérale*

L'application FOCUS@GPI permet d'exécuter sur le terrain plusieurs fonctionnalités telles que la consultation du registre national ou de la Banque de données nationale générale (BNG), l'immatriculation d'un véhicule, le suivi d'incidents 101, l'accès au briefing, la saisie d'une infraction...

2019 a été l'année de la naissance de FOCUS@GPI, durant laquelle nous avons pu confirmer l'adéquation de l'application aux besoins des unités de terrain, grâce aux retours fournis par les 68 unités ayant été activées.

2020 a permis à la Police Fédérale de finaliser le déploiement de l'application dans les autres unités de la Police Intégrée. En fin d'année, 252 unités en étaient équipées : 185 zones de la Police Locale, 40 unités fédérales, les 13 services d'information et de communication arrondissementaux (SICAD), 5 sites de l'Académie nationale de police (ANPA) et 9 écoles provinciales.

Une application telle que FOCUS génère indubitablement de nouvelles attentes dès le début de son utilisation. Ces nouvelles demandes sont regroupées, analysées et enfin priorisées par la Direction de l'information policière et de l'ICT (DRI) et les partenaires de la Police Fédérale et de la Police Locale impliqués dans ce projet, dans le but d'être implémentées. Dans ce cadre, 2020 a vu naître la possibilité de mieux coopérer entre unités en partageant les incidents.



Success Story

## Des éloges pour FOCUS@GPI

Le 22 septembre, la zone de police Ans/St-Nicolas est équipée de FOCUS@GPI. À peine deux mois plus tard, ses responsables communiquent [via Facebook un article](#) qui ne tarit pas d'éloges. Celui-ci démontre d'une part, la facilité de mise en œuvre de l'outil et, d'autre part, met en avant en quelques mots les avantages liés à son utilisation.

*"Grâce à Focus, les policiers gagnent du temps et sont dès lors davantage présents sur le terrain. En outre, l'application facilite la rédaction de certains procès-verbaux et autres sanctions administratives communales sans nécessairement devoir rentrer au bureau. [...] Les policiers apprécient cet outil. C'est une nouvelle ère du travail policier qui s'ouvre et surtout, un gain de temps considérable !"*



## Recherche et gestion avec GES, MIS et GALoP Lite

### Une plus-value pour la gestion d'enquêtes

L'outil **Police Search - GES** fonctionne selon les mêmes principes que ceux du moteur de recherche Google. Il effectue une recherche dans les différents registres de l'application "Gestion d'enquêtes" (GES) auxquels l'utilisateur a accès. GES est une application qui permet aux enquêteurs de la police de gérer et de suivre leurs enquêtes de bout en bout. Depuis décembre 2019, Police Search - GES permet de rechercher aussi bien des données structurées (personnes, entreprises, documents, etc.) que non structurées (fichiers PDF, fichiers Word, etc.).

2019 fut l'année du déploiement de l'outil au niveau local. Outre l'ensemble des Polices Judiciaires Fédérales (PJF) et directions centrales de la Direction générale de la police judiciaire (DGJ), GES a été installé, en décembre 2020, dans 142 zones de police ainsi qu'au sein de la Police de la Navigation (SPN).

La fin 2020 a été marquée par l'arrivée de l'application qui permet, sur base d'un réquisitoire standardisé d'un magistrat, d'interroger directement la Banque nationale de Belgique. Cette fonctionnalité existait déjà dans GES depuis juillet 2020. L'application BNBB (abréviation bilingue de Banque nationale de Belgique/Nationale Bank van België) a été mise en place au profit des membres de la Police Locale qui n'utilisent pas GES.

### Évolution du *Management Information System*

Ces dernières années, le **Management Information System (MIS)** a subi une profonde transformation technique. La mise à disposition de l'application aux utilisateurs finaux en a constitué l'aboutissement. En novembre 2019, une étape importante a été franchie. Depuis, les zones de police et les entités d'arrondissement peuvent consulter leurs propres données de criminalité via le MIS.

En 2020, l'accent a été mis sur l'introduction d'un tableau de bord permettant d'obtenir un aperçu actualisé de la capacité du personnel pour tous les directeurs de la Police Fédérale. Il permet de présenter de manière visuelle les chiffres clés relatifs aux membres du personnel dont est responsable un dirigeant.

En outre, la Direction du personnel de la Police Fédérale (DRP) dispose désormais de son propre outil MIS pour répondre à toutes les questions de capacité, y compris aux questions parlementaires. Cet outil permet de développer des rapports personnalisés. Il s'agit d'une étape importante dans la normalisation et l'harmonisation des chiffres relatifs à la capacité.

## Des outils pour plus de sécurité aux frontières

### Belvis

L'application **Belvis** (*Belgian Visa Information System*) est destinée au contrôle des visas dans C-VIS (*Central Visa Information System*), dans le but de lutter contre les abus en la matière. Les possibilités de recherche ont été étendues. Via Belvis, le Schengen Information System (SIS) est à présent relié à la base de données des empreintes digitales (AFIS). De ce fait, il est possible de transmettre au SIS des empreintes digitales prélevées dans le cadre de contrôles de titulaires de visas.

Les contrôles opérés via Belvis s'ajoutent à ceux effectués dans la Banque de données nationale générale (BNG), le Schengen Information System (SIS) et les bases de données ASF Nominals et SLTD (Stolen and Lost Travel Document) d'Interpol.

	2019	2020*
Nombre d'utilisateurs	510	510
Nombre de contrôles	164 366	31 636
Nombre de contrôles d'empreintes digitales dans AFIS via Belvis	118 465	6 294

\* En raison des mesures de lutte contre le coronavirus, des restrictions importantes ont été imposées en 2020 en matière de voyages internationaux, ce qui a entraîné une diminution des déplacements transfrontaliers, et donc des contrôles.

### Raavis, la connexion électronique avec l'Office des étrangers

L'application **Raavis** (Rapport Administratif – Administratief Verslag Informatie Systeem) permet aux fonctionnaires de police de prendre directement contact avec l'Office des étrangers (OE) au sujet de la décision à prendre après l'interception, sur le territoire ou à la frontière, d'une personne ne disposant pas des autorisations de séjour requises.

- Nombre d'utilisateurs : 5 000
- Nombre de rapports créés : 21 264 (contre 28 826 en 2019)

### Aquatask et Aerotask

Aquatask et Aerotask sont des applications utilisées respectivement par la Police de la Navigation (SPN) et la Police Aéronautique (LPA) pour le contrôle administratif de tout trafic maritime et aérien traversant les frontières extérieures de Schengen. Utilisées 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, elles permettent de contrôler les équipages et les passagers

dans la Banque de données nationale générale, le SIS et les bases de données d'Interpol.

Aerotask n'est utilisée que depuis le 21 septembre 2019. Les contrôles dans cette dernière s'effectuent sur la base des *General Declarations*, pour les vols non commerciaux.

- Nombre d'utilisateurs d'Aquatask : 296
- Nombre de contrôles de passagers et de membres d'équipage effectués dans Aquatask : 565 722\*
- Nombre de contrôles de GenDec effectués dans Aerotask : 1 925

\* Il s'agit ici uniquement du nombre de contrôles administratifs de passagers et de membres d'équipage. Le nombre porte sur les contrôles effectués sur des personnes uniques figurant sur les listes actives de passagers d'un séjour, et ce tant à l'arrivée qu'au départ.

La grande différence par rapport à 2019 (3 559 616) s'explique par l'arrêt des activités du ferry Zeebruges-Hull et l'interdiction des voyages de croisière depuis mars 2020. Un bateau de croisière nécessite 8 000 à 10 000 contrôles par jour de visite.



Success Story

## La Police Aéronautique contribue à l'élaboration du Manuel européen de l'aviation générale

Le Groupe Pompidou (*le Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants - organe intergouvernemental du Conseil de l'Europe*), actif dans la lutte contre l'usage et le trafic de stupéfiants, avait constaté depuis des années que la *General Aviation*\* était un angle mort dans ce domaine. Afin d'aider les constatables de première ligne des États membres dans leurs contrôles, ils ont recherché des experts en aviation générale. Des collègues d'Ostende et de Wevelgem, qui maîtrisent cette matière depuis des années, ont contribué au Manuel européen de l'aviation générale en collaboration avec des collègues de la police aéronautique néerlandaise, du *Bundeskriminalamt* allemand, de la Gendarmerie des Transports aériens française, de la *National Crime Agency* anglaise et du *UK Border office*.

\* *General Aviation* (GA) est le nom collectif de l'aviation civile générale, des vols d'affaires, de l'aviation charter privée ainsi que de l'aviation de tourisme, de la formation et de l'entraînement.



## Innovation et localisation

### Utilisation diversifiée du service de localisation

Le SPF Intérieur utilise désormais deux produits de la police : Carte et Geolister.

- **Carte** permet aux citoyens d'indiquer plus précisément l'emplacement de leur(s) caméra(s) de surveillance privée(s). Si, par exemple, un numéro de rue n'est pas trouvé, le citoyen peut déplacer lui-même le point sur la carte. Ainsi, les services de police judiciaire ont connaissance des images enregistrées et peuvent les demander en cas d'enquête judiciaire.
- **Geolister** est un service qui propose, lors de l'encodage d'une adresse sur le site web [www.declarationcamera.be](http://www.declarationcamera.be), de guider la recherche via une série de propositions. En conséquence, cela réduit

fortement le nombre d'adresses 'non-trouvées'.

En outre, l'outil de gestion des ressources humaines GALoP utilise le mesurage de la distance géographique dans le processus de calcul des frais de déplacement du personnel. Cette fonction automatise fortement le processus et diminue considérablement le temps de traitement.

### **Bouclier national de caméras (ANPR)**

Le bouclier national de caméras ANPR (Automatic Number Plate Recognition, ou reconnaissance automatique de plaques d'immatriculation), relie l'ensemble des caméras ANPR à un système de gestion central permettant à la police de réagir rapidement au passage de criminels (sur base d'un numéro de plaque signalé). Le réseau ANPR comporte également les radars-tronçons.

L'année dernière, le développement du bouclier ANPR s'est poursuivi. En 2020, 3 938 caméras ont été prise en compte pour leur intégration au réseau ANPR national.

- Déjà connectées au système opérationnel actuel : 1 549 caméras.

Une étape technique a été franchie à la mi-octobre 2020. La base de données AMS (*ANPR Managed Services*), qui fonctionnait jusque-là dans un environnement de test, a été migrée vers un environnement technique opérationnel défini d'environ 1 000 caméras et un groupe d'utilisateurs de la police défini d'environ 250 personnes. Cette phase a été considérée comme un test en conditions réelles du système qui, jusqu'alors, n'avait été développé et testé que dans des "conditions de laboratoire".

Le nombre de portiques a également été augmenté. En 2020, 88 portiques ont été construits pour y poser 440 caméras, dont 220 sont des caméras ANPR.

Cette phase était certainement importante d'un point de vue technique, car elle a permis de vérifier si le système était opérationnel et suffisamment stable. Dans le même temps, cette phase a également permis de recueillir des données statistiques précieuses, nécessaires à la poursuite de la mise en œuvre et de l'expansion du nombre de caméras et d'utilisateurs policiers.



## **Collaboration digitale avec la Justice : gros plan sur quatre réalisations**

### **CROSS BORDER EXCHANGE et un conteneur central pour le suivi des procès-verbaux**

*Cross Border Exchange* (CBE) est un module intégré dans les applications policières au moyen duquel toutes les perceptions immédiates (PI) constatées par la Police Intégrée, à charge de résidents belges ou européens, sont envoyées via un flux électronique vers la Justice. Celle-ci se charge par la suite de l'impression et de l'envoi de ces perceptions immédiates ainsi que du suivi de leur paiement.

La Police Fédérale, dans le cadre de *Cross Border Exchange*, a réalisé en 2020 en collaboration avec la Justice certains projets tels que l'amélioration du système de perception des amendes de roulage par l'augmentation du nombre de caméras, des contrôles de trajets et le développement de la signature et du cachet numérique (*MultiFactor Authentication* (MFA) et nouveau certificat).

L'application ISLP (*Integrated System for Local Police*), fournie par la Police Fédérale permet, entre autres, de créer et d'enregistrer des procès-verbaux (PV).

Nombre	2019*	2020
PV créés	6 300 000	5 801 781
PV transmis vers la BNG judiciaire	2 160 000	2 190 253
Perceptions immédiates	2 270 000	2 088 910
Renseignements enregistrés	5 500 000	4 995 666
Documents produits	13 260 000	11 745 608
Auditions enregistrées	1 450 000	1 228 335
Personnes physiques enregistrées	/ **	24 935 159

\* Pour une raison technique, les chiffres de 2019 ont été arrondis.

\*\* Chiffre non disponible.



### PacOs : codes-barres sur les pièces à conviction pour un suivi plus efficace au niveau de la police et de la Justice

PacOs est l'application servant à la gestion des pièces à conviction de façon digitale avec des codes-barres. Après le processus de validation auprès de sites pilotes dans le courant de 2019, le déploiement opérationnel a été enclenché en 2020 de manière progressive par arrondissement sur les sites de la police et de la Justice. Fin 2020, PacOs couvrait 55 % du territoire national.

Quelques chiffres concernant PacOs :

	2019	2020
<b>Utilisateurs de PacOs (total)</b>	<b>2 287</b>	<b>31 948</b>
• au sein de la Police Intégrée	2 220	31 666
• au sein de la Justice*	67	282
Saisies judiciaires	1 565	53 440
Pièces à conviction saisies (total)	6 445	50 802
• au sein de la Police Intégrée	2 953	18 043
• au sein de la Justice	3 492	32 759

\* Auprès des tribunaux de première instance, de l'Organe central pour la saisie et la confiscation, de l'Institut national de criminalistique et de criminologie.

### **BNG/CROSS : pour un meilleur suivi des signalements**

La Police Fédérale a déployé la première version de l'application **BNG/CROSS** le 22 novembre 2019. Celle-ci permet d'effectuer, dans la Banque de données nationale générale (BNG), des signalements et désignations de "personnes" en matière de police judiciaire. L'application comporte également un lien avec l+Belgium, permettant aux parquets d'encoder eux-mêmes les libérations conditionnelles directement dans la BNG.

Cette première version a été élargie avec la possibilité de gérer les alias et signalements de personnes, créés à partir de CROSS.

On entend par :

- alias : toute fausse identité utilisée par les 'auteurs'. Il ne s'agit donc pas d'un surnom ;
- signalement : l'enregistrement dans la BNG de la personne, via l'utilisation d'une mesure à prendre.

Dans le futur, l'application BNG/CROSS sera élargie aux entités "Objets" et "Moyen de transport".

D'ailleurs, dans le cadre de la gestion des infractions dues au Covid-19, une version spécifique (CROSS COVID) a été mise en place. Cette application permet notamment le signalement et la perception immédiate des infractions Covid depuis la première phase de confinement (avril 2020).

### **Mercurius, pour une consultation facile des déchéances du droit de conduire**

Mercurius est un ensemble d'applications qui permettent de connaître des événements relatifs au permis de conduire. Ce projet, en évolution constante, est le fruit d'une collaboration entre plusieurs partenaires : le SPF Justice, le SPF Mobilité et Transport, le SPF Stratégie et Appui (BOSA) et de la Communication, les centres d'examen, les communes et la Police Intégrée.

Les partenaires ont lancé dans le courant du mois de juin 2020, un nouveau portail numérique pour Mercurius. Il permet aux policiers de consulter immédiatement les interdictions de conduire ordonnées par un juge ainsi que le "statut" du permis de conduire. Ce portail donne un accès direct à ces informations dans la base de données de la Justice.

Au cours des trois premiers mois après le lancement de Mercurius, 197 unités de police différentes ont utilisé le portail numérique. Une moyenne de 689 recherches par jour ont été effectuées. Il s'est avéré que 16,5 % des conducteurs contrôlés étaient connus pour une déchéance du droit de conduire.

## **Renouvellement de l'Infrastructure du data center**

En juin 2020, une étape importante a été franchie dans le domaine de la gestion de l'information au sein de la Police Intégrée.

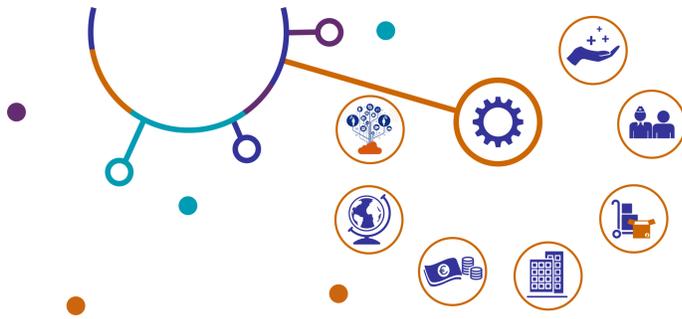
Tous les principaux serveurs centraux et systèmes de disques ont été transférés du data center vieux de 45 ans vers un data center flambant neuf et sécurisé, équipé de serveurs classiques et spéciaux, chacun ayant des exigences spécifiques en matière de refroidissement et de consommation électrique. L'ensemble du déménagement a été réalisé conformément au planning et au calendrier prévus, et dans le respect du budget alloué.

À la fin du mois de juin, le nouveau data center était pleinement opérationnel et prêt à accueillir des opérateurs chargés, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, du suivi et de la surveillance de ce centre.

### **Le data center en quelques chiffres**

- Au total, 177 appareils ont été déménagés.
- Des dizaines de kilomètres de câbles (cuivre et fibre de verre) assurent la connexion entre tous ces équipements informatiques.
- Douze grands réfrigérateurs assurent le refroidissement continu de tous les appareils.
- Le dispositif de protection incendie entièrement automatisé est équipé de 38 bonbonnes de gaz d'extinction de 1m70, remplies d'argonite (à 300 bars).





## La Police Fédérale, une organisation

[Home](#) / La Police Fédérale, une organisation

- En date du 31 décembre 2020, la Police Fédérale employait au total 13 493 personnes, dont 10 394 membres du cadre opérationnel (Ops) et 3 099 membres du personnel civil (CALog).
- Kazerne Dossin et la Police Intégrée ont renforcé leur partenariat en signant un nouvel accord de coopération.
- Le site "Westackers", d'une superficie de 50 hectares, est utilisé par la Police Intégrée comme terrain d'entraînement à la gestion négociée de l'espace public et pour d'autres formations en maîtrise de la violence.



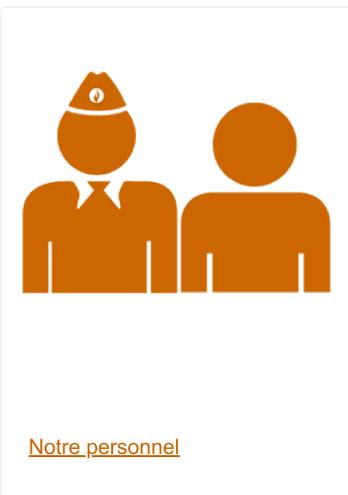
[Nos valeurs](#)



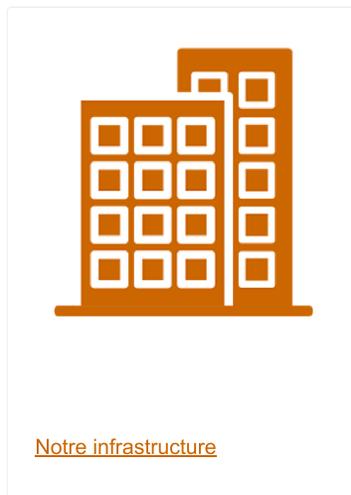
[Notre matériel](#)



[Notre budget](#)



[Notre personnel](#)



[Notre infrastructure](#)

## Nos valeurs

- La campagne de sensibilisation interne RESPECT s'est poursuivie avec deux nouvelles thématiques : le respect mutuel, quel que soit le grade ou le niveau, et le respect pour chaque personne, quel que soit son genre.
- Kazerne Dossin et la Police Intégrée ont renforcé leur partenariat en signant un nouvel accord de coopération.
- Le renforcement de l'identité visuelle de la Police Fédérale s'est poursuivi avec, notamment, un important travail d'uniformisation des écussons. Ceux-ci représentent un travail empreint de fierté, une responsabilité partagée, une appartenance visible, un sentiment de 'nous' exprimé graphiquement.

### Un Mission Statement empreint de valeurs

Les valeurs que la Police Fédérale met en exergue dans son [Mission Statement](#) sont:

- l'intégrité
- le respect
- l'ouverture d'esprit
- la flexibilité
- l'esprit de service
- la fierté

La Police Fédérale prend des initiatives afin de sensibiliser son personnel à ces valeurs (ex. : formation 'Droits de l'homme et Kazerne Dossin', la boussole de valeurs, etc.) et d'attirer son attention sur les divers domaines où celles-ci peuvent trouver à s'appliquer (ex. : campagne 'Respect'). Par ailleurs, elle entend continuer à construire un environnement de travail favorisant la solidarité et la diversité, où les collaborateurs se sentent respectés et voient leur engagement professionnel reconnu.

#### La boussole de valeurs, un nouvel outil de leadership

Les valeurs de la Police Fédérale ont été transposées dans une boussole déclinée en dix attitudes, assorties chacune d'indicateurs comportementaux spécifiques. Cette boussole a été conçue afin de faciliter le dialogue sur les comportements, les attitudes et les valeurs.

Le but de cette initiative est d'accroître le soutien pour et par les dirigeants, ainsi que de promouvoir une culture du feed-back. Lors des entretiens entre dirigeants et membres du personnel, la boussole peut contribuer à aborder concrètement les valeurs et leurs domaines d'application et à trouver un terrain d'entente.

La boussole des valeurs est une réalisation de la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR), afin de fournir un appui aux dirigeants à tous les niveaux. Elle a été lancée en novembre 2020 et mise à la disposition de tous les dirigeants de la Police Intégrée.



### Le RESPECT, pour tous

La campagne RESPECT est le fruit d'un partenariat solide entre le service Diversité, le service Intégrité du Commissariat général (CG/Intégrité) et la Direction de la communication (CGC) de la Police Fédérale. Elle cible sept thématiques : le respect de l'orientation sexuelle, du genre, du handicap, des différences d'âge, du grade, du niveau, de la multiculturalité et des différents statuts.

L'objectif de cette campagne de sensibilisation lancée en mai 2019 est le suivant : amener les collaborateurs à réfléchir sur les valeurs de notre organisation et rappeler les droits et les devoirs qui la sous-tendent. Chaque fois qu'un thème est abordé, il est accompagné d'une campagne d'affichage, d'une publication avec des témoignages et des bonnes pratiques et, le cas échéant, d'une offre de formation.

L'année dernière, la campagne de communication interne RESPECT de la Police Fédérale s'est poursuivie en mettant l'accent sur deux thèmes : le respect mutuel, quel que soit le grade ou le niveau, et le respect pour chaque personne, quel que soit son genre.

Les journées thématiques mondiales sont l'occasion de remettre les projecteurs sur les thèmes de la campagne RESPECT pour les membres du personnel. En 2020, ce fut notamment le cas pour le thème de "l'inclusion des personnes porteuses d'un handicap", en marge de la journée internationale des personnes handicapées. Montrer comment leur inclusion renforce notre organisation permet de souligner l'importance de l'intégration des personnes handicapées. Néanmoins, il reste encore du travail à fournir. Un arrêté royal prévoit que les personnes porteuses d'un handicap doivent constituer 3 % de l'effectif du personnel au sein de chaque organisation fédérale. Dans le cas de la Police Fédérale, seul le personnel civil (CALog) est concerné. Avec 0,16 % en 2019 et en 2020, cet objectif n'est pas encore atteint.

Afin de se faire une idée plus globale et actualisée du taux d'emploi des collaborateurs porteurs d'un handicap à la Police Fédérale, le service Diversité de la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR/DRP/Diversity) a réalisé une enquête en ligne. Au total, 3 002 personnes ont répondu à celle-ci. Une grande majorité des répondants était issue du cadre opérationnel (71 %). En tout, 8 % des répondants, soit 254 personnes, ont affirmé avoir un handicap. Il s'agit essentiellement de handicaps moteurs (48 %) et auditifs (11%). Cette enquête a également montré qu'il était utile d'écouter ces personnes et de procéder aux adaptations nécessaires, essentiellement sur les plans de l'ergonomie et de la logistique.



### Plateforme "Stop Ethnic Profiling"

Le "profilage ethnique" est un profilage basé uniquement sur ce qu'on appelle la race, la couleur, la langue, la religion, la nationalité ou l'origine nationale ou ethnique. Il s'agit d'une activité discriminatoire et qui n'est donc ni éthiquement ni légalement acceptable. De par leur rôle de protecteurs des droits et libertés, les services de police jouent un rôle majeur dans la lutte contre ce phénomène. Cela doit également transparaître dans la façon dont les services de police interviennent et, en particulier, lors des contrôles.

En 2020, le commissaire général de la Police Fédérale a rencontré les directeurs de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) dans le cadre de la plateforme [Stop Ethnic Profiling](#). Par la suite, sous le pilotage du service CG/Intégrité, un groupe de travail a été mis sur pied avec la cellule Diversité de la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR), des experts BDO (Behaviour Detection Officers) et CoPPRa (prévention contre la radicalisation et le terrorisme) de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC), Kazerne Dossin et la Commission permanente de la Police Locale (CPPL). Ont notamment été invités à participer à ce groupe de travail :

- des experts d'Amnesty International, du MRAX, de la Ligue des Droits Humains, de la Liga voor de Mensenrechten... afin de fournir des explications supplémentaires sur leurs recommandations aux services de police dans le contexte du profilage discriminatoire ;
- les représentants et le concepteur du "cadre d'action pour des contrôles professionnels" de la Police nationale des Pays-Bas ;
- les coordinateurs "diversité" des zones de police de Bruxelles-Nord, Malines-Willebroek, Gand et Anvers, qui travaillent à transposer le cadre d'action au contexte des zones de police belges.

Sur la base de ces entretiens organisés en 2020, des initiatives supplémentaires ont été lancées par le service CG/Intégrité dans le cadre des contrôles professionnels.

## La Police Intégrée et Kazerne Dossin renouvellent leur accord de coopération

Le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme, Kazerne Dossin et la Police Intégrée ont donné un souffle nouveau à leur partenariat en signant [un nouvel accord de coopération](#).

Kazerne Dossin et la Police Intégrée avaient signé leur premier accord de coopération en 2014, dans lequel elles exprimaient leur volonté de coopérer étroitement et de mettre sur pied une formation à l'attention des fonctionnaires de police ("Holocauste, police et droits de l'homme"). Six ans plus tard, le temps était venu de revoir cette coopération et de renouveler l'engagement.

Depuis 2014, la coopération entre la police et Kazerne Dossin n'a cessé de se renforcer. Quatre formations sont proposées sous l'appellation "Holocauste, police et droits de l'homme" :

- Accompagnateur "holocauste, police et droits de l'homme"
- "Holocauste, police et droits de l'homme" (Faire face aux dilemmes)
- Holocauste, police et droits de l'homme à destination des dirigeants. Appréhender concrètement l'intégrité dans mon service
- Polarisation : une menace ou une aubaine pour la police ?

Le nouvel accord s'inscrit dans le prolongement de cette coopération, devenue organique au fil du temps, et décrit pourquoi et comment la Police Intégrée et Kazerne Dossin entendent unir leurs efforts. L'accord, qui prévoit une concertation structurelle sur une base annuelle, sera assorti d'un plan pluriannuel de politique visant à concrétiser davantage encore la coopération.



### “Apprendre à analyser de façon critique et autonome”

*"Nous souhaitons que les jeunes aspirants et les membres de la police (quel que soit leur grade ou leur niveau) ayant déjà des années d'expérience apprennent du comportement des autres. Qu'ils tirent des enseignements de mécanismes tels que l'agression et la pression du groupe. Qu'ils apprennent que l'on peut, en tant qu'individu, analyser certains faits et comportements de façon critique et autonome et s'opposer au groupe."*



PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARC DE MESMAEKER  
commissaire général de la Police Fédérale

## Formation "Holocauste, police et droits de l'homme"

La pandémie de Covid-19 a eu un impact considérable sur l'organisation de la formation. L'organisation des sessions a été restreinte, à la fois par les mesures s'appliquant aux académies de police et par celles en vigueur dans le secteur culturel. Néanmoins, 40 sessions, réunissant au total 530 participants, ont pu être organisées.

Depuis le lancement du projet, 11 308 membres du personnel de la Police Intégrée ont déjà participé à cette formation, certains en tant qu'aspirants dans le cadre de la formation de base, d'autres en guise de recyclage en cours de carrière.

Sessions	2018	2019	2020
Utilisateurs	93	129	40
Dirigeants	2	1	/

Personnes formées	2018	2019	2020
Utilisateurs	1 636*	2 390**	530***
Dirigeants	23	8	/

\* Dont 804 aspirants dans le cadre de la formation de base.

\*\* Dont 992 aspirants dans le cadre de la formation de base.

\*\*\* Dont 180 aspirants dans le cadre de la formation de base.



### Formation "Polarisation : une menace ou une aubaine pour la police ?"

Dans la foulée des attentats commis en Belgique, une formation traitant de la manière de faire face à la polarisation a été mise sur pied à la demande du commissaire général et de la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR). Cette formation a été développée au profit de la Police Intégrée en collaboration avec la cellule Diversité. Cette formation d'un jour vise à faire comprendre le fonctionnement de la polarisation et à apprendre à la détecter dans la société ou au sein de la police. Dans une seconde partie, les participants se servent d'exemples concrets pour appliquer la théorie dans la pratique.

Après une série de sessions pilotes en 2019, la formation a été intégrée dans le cursus pour l'obtention du brevet de direction la même année, avant de devenir une formation à part entière pour la Police Fédérale en 2020. La crise du Covid a aussi eu un grand impact sur l'organisation de cette formation. Plusieurs sessions prévues au printemps ont ainsi été annulées. Néanmoins, des efforts ont été consentis par la suite pour organiser des formations en ligne, ce qui a exigé une grande capacité d'adaptation de la part des formateurs et des participants.

227 membres du personnel de la Police Intégrée ont ainsi pu être formés en 2020.

### Identité visuelle : des écussons uniformisés

Le renforcement de l'identité visuelle de la Police Fédérale s'est poursuivi en 2020 avec, notamment, un important travail d'uniformisation des écussons.

Un écusson est bien plus qu'un trait de crayon ou un dessin. Il représente une fonctionnalité, une aspiration commune, un travail empreint de fierté, une responsabilité partagée, un sentiment de 'nous' exprimé graphiquement... Sa création est le résultat d'un subtil équilibre entre appartenance à l'organisation et besoin de s'identifier à un groupe plus restreint.

Un canevas spécifique et une procédure de validation ont été développés pour la mise en conformité des écussons. L'approche retenue répond ainsi aux objectifs de cohésion interne, d'identité et d'esprit d'équipe de la lettre de mission du commissaire général, aux attentes de nombreux dirigeants et à une recommandation exprimée par le Comité P (Comité permanent de contrôle des services de police).

Les nouveaux écussons symbolisent désormais diverses fonctionnalités : corps d'intervention, information et communication, assistance policière aux victimes, sécurisation, navigation, chemins de fer, protection, lutte contre la corruption, environnement et hormones, identification des victimes, appui médical, etc.

Outre cette remise en ordre des écussons, d'autres initiatives ont été prises en matière d'identité visuelle : la réglementation quant à l'utilisation de logos, la création de packs photos pour la décoration de l'accueil des bâtiments ou encore le développement de nouveaux *templates* et fonds d'écran *corporate* pour les nouveaux outils digitaux.

L'identité visuelle, basée sur nos couleurs fondatrices, le bleu et l'ocre, a pour but de rendre la Police Fédérale visible et reconnaissable en un clin d'œil. Une identité visuelle forte permet entre autres à notre organisation de mieux se faire connaître, notamment comme employeur attractif.



## Transparence et rendre compte : les questions parlementaires

Le Parlement, dans sa fonction de contrôle, dispose entre autres de la possibilité de poser des questions – écrites ou orales – aux membres du gouvernement.

Pour les questions relatives au fonctionnement de la Police Fédérale, les ministres de tutelle reçoivent notre appui dans la préparation des réponses, via les secrétariats administratifs et techniques (SAT). En 2020, 1 190 questions parlementaires orales et écrites ont été adressées aux ministres de tutelle.

## Notre personnel

- En date du 31 décembre 2020, la Police Fédérale employait au total 13 493 personnes, dont 10 394 membres du cadre opérationnel (Ops) et 3 099 membres du personnel civil (CALog).
- L'outil HRMob, qui donne la possibilité aux membres de la Police Intégrée de postuler en mobilité, a donné d'excellents résultats pour sa première année complète de mise en service !
- Malgré la situation sanitaire compliquée, les relations syndicales ont été maintenues au sein de la Police Fédérale.

### Effectif de la Police Fédérale

L'analyse de l'effectif de la Police Fédérale à la date du 31 décembre 2020 par comparaison avec le 31 décembre 2019 indique que le déficit (manque de personnel par rapport à la capacité prévue) du personnel opérationnel reste relativement stable (15,93 % en 2019 contre 15,49 % en 2020). Le déficit de personnel administratif et logistique est lui aussi assez stable (9,82 % en 2019 contre 9,53 % en 2020).

	Hommes			Femmes			Total		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
<b>Cadre opérationnel</b>									
Commissaire divisionnaire	183	160	175	20	16	23	203	176	198
Commissaire	979	927	858	119	129	137	1 089	1 056	995
Inspecteur principal	2 368	2 328	2 331	372	409	414	2 740	2 737	2 745
Inspecteur	4 089	4 125	4 208	1 082	1 161	1 221	5 171	5 286	5 429
Agent de police	10	9	8	15	14	14	25	23	22
Assistant de protection	42	37	29	/	/	/	42	37	29
Agent de sécurisation	148	401	522	23	71	91	171	472	613
Assistant de sécurisation	/	332	311	/	49	48	/	381	359
Coordonnateur de sécurisation	/	4	4	/	/	/	/	4	4
<b>Cadre administratif et logistique</b>									
Niveau A	261	263	260	454	518	531	798	715	708
Niveau B	344	362	364	454	518	531	798	880	895
Niveau C	402	417	427	671	710	699	1 073	1 127	1 126
Niveau D	238	228	219	162	158	151	400	386	370
<b>Total</b>	<b>9 064</b>	<b>9 593</b>	<b>9 716</b>	<b>3 343</b>	<b>3 687</b>	<b>3 777</b>	<b>12 407</b>	<b>13 280</b>	<b>13 493</b>
<b>Différence</b>	<b>Hommes: +1,28%</b>			<b>Femmes: +2,4%</b>			<b>Total: +1,60%</b>		

Ces chiffres représentent, à la date du 31 décembre 2020, le personnel des trois directions générales et du Commissariat général de la Police Fédérale, à l'exclusion des membres du personnel engagés sur les crédits du Fonds de la sécurité routière ainsi que des aspirants agents de sécurisation n'ayant pas réussi leur formation et se trouvant détachés dans l'attente d'une nouvelle formation. Ne sont pas non plus compris dans ces chiffres : le personnel prévu par financement alternatif (détachés auprès des Comités P et R, etc.), le personnel d'entretien, les aspirants, le personnel du Secrétariat social (SSGPI), le personnel de l'Horeca, le personnel de l'Inspection générale (AIG) et de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), les membres du personnel détachés auprès de la Police Locale contre paiement, le personnel des secrétariats administratifs et techniques (SAT), de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) et du SHAPE, ainsi que les membres du personnel ayant opté pour une non-activité préalable à la pension.

Par rapport aux années précédentes, une nouveauté de ce tableau est qu'il reprend les grades spécifiques à la Direction de la sécurisation, à savoir les agents de sécurisation, les assistants de sécurisation et les coordonnateurs de sécurisation, ainsi que les assistants de protection issus de la Sûreté de l'État.

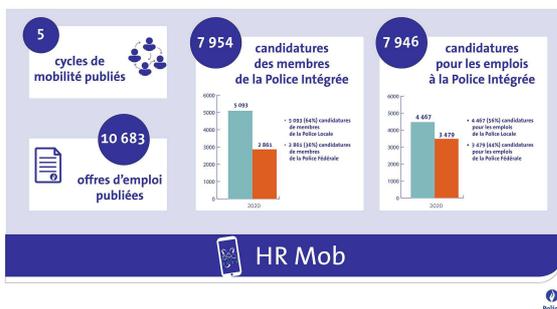


## HRMob : simplicité, gain de temps et information sur mesure

HRMob est une application développée dans SharePoint qui permet de digitaliser le processus de mobilité. Accessibilité, transparence et rapidité, tels sont ses maîtres-mots. HRMob permet aux membres du personnel de chercher une fonction (un autre emploi à la police) dans le cadre de la mobilité, d'y postuler et de suivre leur dossier de manière numérique et en ligne, sur n'importe quel appareil, depuis n'importe quel endroit et à tout moment.

Quelques chiffres concernant HRMob en 2020 :

- 5 cycles de mobilité publiés ;
- 10 683 offres d'emploi publiées ;
- 7 946 candidatures introduites et traitées par la Direction du personnel :
  - 5 093 (64 %) candidatures de membres de la Police Locale ;
  - 2 861 (36 %) candidatures de membres de la Police Fédérale ;
  - 4 467 (56 %) candidatures pour des emplois de la Police Locale ;
  - 3 479 (44 %) candidatures pour des emplois de la Police Fédérale ;
- un total de 10 524 utilisateurs pour le mois de février (cycle de mobilité 2020-01) ;
- un total de 13 129 utilisateurs pour le mois d'avril (cycle de mobilité 2020-02) ;
- un total de 14 714 utilisateurs pour le mois de juillet (cycle de mobilité 2020-03) ;
- un total de 18 177 utilisateurs pour le mois d'octobre (cycle de mobilité 2020-04) ;
- un total de 24 007 utilisateurs pour le mois de décembre (cycle de mobilité 2020-05) ;
- 1 560 descriptions de fonction étaient déjà disponibles pour la Police Fédérale et 521 autres ont été ajoutées en 2020.



## Activités du Service médical au profit de la Police Intégrée

Le Service médical est chargé de l'organisation et de l'exécution d'activités d'expertise, d'administration, de contrôle et de conseil médicaux. Les membres du personnel de la Police Fédérale et de la Police Locale peuvent se rendre dans les centres médicaux provinciaux (CMP) afin d'y consulter un médecin curatif. Ces activités sont réalisées par des médecins externes, qui utilisent les infrastructures existantes mais organisent les consultations en gestion propre.

Les données médicales des membres du personnel de la Police Intégrée sont gérées et centralisées dans la banque de données MedOne. En 2019, l'exploitation de cette banque de données a été amorcée à titre exploratoire afin d'appuyer la politique des ressources humaines.

La pandémie de Covid-19 a mis à l'arrêt pendant un certain temps les activités du service médical. Les consultations, qui impliquent par définition un contact avec un membre du personnel malade, ont été limitées à partir de la mi-mars 2020. Cela ne signifie pas que les dossiers n'ont pas été suivis par les médecins et les centres médicaux provinciaux, mais que les convocations et les visites de membres du personnel en présentiel ont été restreintes pour protéger le personnel policier.

Consultations	2018	2019	2020
Contrôle et conseil*	10 052	11 217	4 321
Médecine curative**	11 893	9 012	5 519
Missions opérationnelles***	334	352	170
Prises en charge d'urgence	118	75	47
<b>Sous-total</b>	<b>22 487</b>	<b>19 447</b>	<b>10 010</b>

\* Conseil et contrôle : sont effectués par le même médecin. D'une façon générale, il faut savoir que le mode d'enregistrement pour le suivi, la consultation, la préparation, le contrôle... peut varier d'un CMP à l'autre.

\*\* Médecine curative : est assurée par des médecins gérant leur agenda de manière autonome. La médecine curative n'est plus organisée par le service médical. C'est pourquoi nous ne disposons pas de toutes les statistiques pour ces consultations.

\*\*\* Le service médical propose son appui pour les activités ou les exercices à risques (maintien de l'ordre, exercices Molotov, unités spéciales...). La différence entre 2019 et 2020 est due au Covid-19. Toutes les missions ont été annulées durant le premier confinement, avant de reprendre partiellement (juillet-octobre). Les missions ont de nouveau été annulées lors du deuxième confinement (novembre-décembre 2020).



## Activités du Stressteam

Le Stressteam de la Police Fédérale travaille au profit de la Police Intégrée, donc aussi bien pour la Police Fédérale que pour la Police Locale.

De nombreuses zones de la Police Locale disposent également de leur propre Stressteam/service de prévention, ou collaborent avec des services de prévention externes et/ou des équipes d'assistance provinciales. C'est pourquoi les chiffres sont moins élevés pour la Police Locale.

### Interventions/entretiens\* pour des problématiques psychosociales

Appui du Stressteam à la Police Fédérale	2018	2019	2020
Intervention de crise	247	187	171
Débriefing émotionnel	15	15	10
Trauma	217	333	490
Burn-out	422	504	580
Dépression	164	212	260
Violence contre les policiers	35	187	40
COVID-19	/	/	52

\* Une intervention équivaut à un rendez-vous ou à un long entretien téléphonique. \*\* Interventions/entretiens en lien avec le Covid-19, par exemple pour des faits de violence envers la police dans le contexte du contrôle des mesures Covid.

Appui du Stressteam à la Police Locale	2018	2019	2020
Intervention de crise	54	56	96
Débriefing émotionnel	30	23	19
Trauma	42	51	82
Burn-out	21	37	143
Dépression	3	3	30
Violence contre les policiers	20	56	87
COVID-19*	/	/	4

\* Interventions/entretiens en lien avec le Covid-19, par exemple pour des faits de violence envers la police dans le contexte du contrôle des mesures Covid.

La tendance générale à la hausse s'explique partiellement par le coronavirus. Le nombre d'interventions ciblées du Stressteam n'est pas prévisible et est dans une large mesure lié aux événements et incidents, en particulier pour ce qui est de l'aspect "burn-out" et trauma.

## Bien-être et prévention (CGWB) au profit de la Police Fédérale

La Direction interne pour la prévention et la protection au travail (CGWB) de la Police Fédérale a pour mission d'assister l'employeur, les dirigeants et les membres du personnel dans l'application de la réglementation relative au bien-être des travailleurs. Elle est impliquée dans toutes les mesures et activités de prévention.

CGWB compte dans ses rangs des conseillers en prévention disposant d'une spécialisation (sécurité du travail ou safety, médecine du travail, aspects psychosociaux, ergonomie, hygiène du travail). La direction gère également le réseau des personnes de confiance.

### Formations et sensibilisations au profit de la Police Fédérale

Campagnes/Sensibilisation/Formations	2018	2019	2020
Publications Prevention InfoNews (newsletter pour la Police Fédérale)	27	7	12
Publications PolNews (articles site web interne police)	/	27	29
Sessions d'information sur les différents aspects du bien-être au travail	36	28	71
Formations données sur les différents aspects du bien-être au travail	35	47	45

### Dossiers individuels concernant les aspects psychosociaux de la Police Fédérale

187 membres du personnel de la Police Fédérale ont introduit une demande informelle d'assistance psychosociale auprès des personnes de confiance et des conseillers en prévention spécialisés.

Procédures informelles*	2018	2019	2020
Conseils	127	84	90
Entretiens	/	79**	66
Interventions auprès d'un tiers	28	14	16
Conciliations	13	14	15
<b>Sous-total</b>	<b>168</b>	<b>191</b>	<b>187</b>

Procédures formelles***	2018	2019	2020
Collectives	/		1
Individuelles	/	/	0
Faits de violence/harcèlement au travail	10	13	9
<b>Sous-total</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>10</b>

Registre des faits de tiers****	2018	2019	2020
Violence physique	/	/	4
Violence psychique	/	/	3
Harcèlement moral au travail	6	12	0
Harcèlement sexuel au travail	2	0	0
Violence physique & psychique et autres*****	2	1	12
<b>Sous-total</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>19</b>

<b>Total</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
	<b>178</b>	<b>204</b>	<b>216</b>

\* Les interventions informelles ont pour but de rétablir un climat de travail serein en écoutant le travailleur concerné, en le conseillant et en le recevant en entretien pour l'accompagner dans la résolution de sa problématique, en intervenant éventuellement auprès d'un tiers impliqué dans la problématique (collègue, chef) ou en organisant une conciliation.

\*\* Affinage des statistiques : il y a une différence entre les conseils et les entretiens. Chaque demandeur reçoit un conseil. Si ce conseil est suffisant, le demandeur ne sera pas reçu en entretien.

\*\*\* En cas de procédure formelle, les risques psychosociaux identifiés dans la situation sont décrits dans un rapport à l'employeur et des mesures de prévention et de protection sont proposées afin de résoudre le problème mentionné dans la demande et d'éviter qu'il se reproduise.

\*\*\*\* En cas de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail de la part d'un tiers, le travailleur concerné peut informer, anonymement ou pas, son employeur via le registre de faits de tiers.

\*\*\*\*\* Violence physique & psychiques et autres reprend l'ensemble des points repris au-dessus.

### Surveillance médicale de la santé des travailleurs

Le service Médecine du travail assure les missions liées à la surveillance de la santé des membres de la Police Fédérale. À cet effet, le service est composé de conseillers en prévention médecins du travail, d'infirmières et de collaborateurs administratifs.

Évaluation de santé périodique annuelle	2018	2019	2020
Travailleurs soumis à au moins une évaluation de santé périodique annuelle	13 130	12 700	12 994

### Travailleurs ayant reçu une évaluation de santé périodique annuelle

Travailleurs sur un poste de sécurité	5 670	6 415	3 572
Travailleurs sur un poste de vigilance	263	247	187
Travailleurs avec un risque particulier	1 558	1 308	766
Catégories spéciales (handicapés, jeunes, stagiaires, élèves, étudiants, travailleuses enceintes ou allaitantes, intérimaires, ALE)	3	40*	8
<b>Total</b>	<b>7 494</b>	<b>8 010</b>	<b>4 533</b>

\* Un plus grand nombre d'étudiants ont été engagés et l'encodage du type de travailleur est également plus précis grâce à l'amélioration du programme de suivi *MedWAN*.

## Sécurité du personnel

Le service *Safety* assure les missions liées au domaine de la sécurité au travail. À cet effet, le service est composé de conseillers en prévention sécurité qui entreprennent toutes sortes d'actions dans ce domaine.

La crise sanitaire a eu un gros impact sur le travail dans le domaine de la sécurité du personnel. Il y a également eu plus de réunions des Comités de prévention et de protection des travailleurs afin de discuter avec les partenaires syndicaux des mesures mises en place au sein de l'organisation.

<b>Avis/recommandations, conseils (par écrit ou oral)</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Sécurité au travail	223	326	376
Santé lors de l'exécution du travail	38	33	94
Hygiène industrielle : facteurs chimiques, biologiques et physiques qui peuvent avoir un impact sur le bien-être (luminosité, propreté et entretien matériel/équipement/locaux, couleur, odeur, chauffage, appareils d'air conditionné, ventilation, rayonnement solaire...)	43	92	158
Ergonomie : adaptation du travail à l'homme	19	63	22
Choix, achat, mise en service de matériel et d'équipements de travail (procédure des trois feux verts)	162	131	159
Analyse des risques : <ul style="list-style-type: none"> <li>Participer à l'élaboration d'une analyse des risques</li> <li>Donner un avis sur les résultats d'une analyse des risques</li> </ul>	187	219	195
Accident du travail en ce compris le travail d'analyse	719	1 260	934
Incident de sécurité* en ce compris le travail d'analyse	18	35	22
Visite des lieux de travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>Visite annuelle du Comité de prévention et de protection des travailleurs</li> <li>Visite dans le cadre d'un dossier</li> </ul>	277	311	218
Participation aux Comités de prévention et de protection des travailleurs	91	84	133

\* Un accident de travail implique qu'il y ait une possibilité d'incapacité de travail alors qu'un incident implique un événement ou un dysfonctionnement n'entraînant pas de blessure.

## Relations syndicales

La concertation sociale et les négociations entre l'autorité et les organisations syndicales permettent d'améliorer les conditions de travail et d'accroître la sécurité des travailleurs. Les relations sociales au sein de l'organisation policière ont lieu au niveau du Comité de négociation, du Comité supérieur de concertation (CSC) et des comités de concertation de base (CCB).

### Comité de négociation

Le Comité de négociation traite des dossiers pour la Police Intégrée et la Police Fédérale. Il se prononce sur des propositions concernant les règles de base du statut, le statut pécuniaire et le régime des pensions, les relations avec les organisations syndicales et d'autres textes réglementaires. Il traite également les préavis de grève.

Le Comité de négociation est présidé par le Secrétariat administratif et technique (SAT) Intérieur. Au cours de l'année 2020, il s'est réuni 24 fois (contre 28 en 2019).

### Comité supérieur de concertation et comités de concertation de base – Comité pour la prévention et la protection au travail

Les comités de concertation abordent les matières socioéconomiques ou l'application des règles de base (profils de fonction, dérogations temporaires à la durée du travail, etc.).

En outre, ils ont la compétence de Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT). Ils assurent le suivi des dossiers en matière de bien-être au travail et veillent à ce que tout un chacun puisse travailler dans des conditions sûres et saines. Ceci implique notamment la concertation sur les plans de prévention et les analyses de risques, de même que l'avis préalable sur les équipements de travail.

Le Comité supérieur de concertation (CSC) traite les dossiers pour la Police Fédérale et pour la Police Intégrée. Il est présidé par le directeur général de la gestion des ressources et de l'information (DGR). Au cours de l'année 2020, le CSC s'est réuni 32 fois (contre 25 en 2019).

## Activités vétérinaires au profit de la Police Intégrée

Nos fidèles auxiliaires à quatre pattes nécessitent aussi des soins. La Police Fédérale dispose à cet effet d'un service vétérinaire, qui soigne également certains chiens de nos collègues des zones de la Police Locale.

Consultations	2018	2019	2020
pour des chiens de la Police Fédérale	443	787	845
pour des chiens de la Police Locale	180	214	573
pour des chevaux	5 784	2 700	4 281*
Consultations externes pour des chevaux réformés**	171	242	269
<b>Total</b>	<b>6 578</b>	<b>3 943</b>	<b>5 968</b>

\* Cette augmentation est largement due à l'âge moyen des chevaux qui est aujourd'hui assez élevé. Des problèmes surviennent (arthrose, dentition). Cela demande de la rééducation et des contrôles réguliers.

\*\* Les chevaux "retraités" ou "réformés" sont des chevaux qui, ne pouvant plus être engagés dans des missions, sont hébergés chez des personnes qui veillent sur eux durant leur retraite. Ils restent toutefois la propriété de la Police Fédérale.



## Notre matériel

- Chaque année, la Police Fédérale fournit du matériel et des équipements au personnel de terrain de la Police Intégrée. Ainsi, en 2020, nous avons dépensé 10 593 995 euros pour l'équipement, dont 4 711 389 euros (44 %) au profit de la Police Locale.
- La Police Fédérale a fait l'acquisition un nouveau centre d'appel d'urgence et un laboratoire dans la province de Liège.
- La pandémie du coronavirus a poussé la Direction de la logistique à innover dans son fonctionnement et les relations avec ses clients.

### Véhicules

Le nombre total d'achats de véhicules a considérablement augmenté car des crédits supplémentaires ont été accordés à la Police Fédérale par le gouvernement mi-2020, permettant ainsi aux unités de jouir d'un parc automobile plus adéquat.

Véhicules achetés	2019	2020
Véhicules anonymes	82	278
Véhicules portant le logo de la police	142	157
dont des véhicules sur le budget spécial DAB... non récurrent	78	27
dont des véhicules lourds (> 3,5 tonnes, dont des bus, des blindés, des arroseuses...)	3	4
dont des véhicules hybrides	26	30*
<b>Total</b>	<b>224</b>	<b>435</b>

\* 26 véhicules sont des mildhybrides + 2 véhicules hybrides rechargeables + 2 véhicules électriques

Véhicules de service à la Police Fédérale	2018	2019	2020
Véhicules anonymes (Corps de sécurité non compris)	2 258	2 285	2 267
Véhicules portant le logo de la police	1 151	1 172	1 401
Véhicules lourds	86	93	110
<b>Total*</b>	<b>3 495</b>	<b>3 550</b>	<b>3 778</b>

\* Il ne faut PAS additionner les trois nombres pour obtenir le nombre total de véhicules. Les véhicules lourds (ex. : 110 pour 2020) sont en effet déjà comptabilisés dans les véhicules anonymes ou portant le *striping* de la police.



### Armes et munitions

Concernant l'armement individuel (matraques et spray), nous avons dépensé 1 164 698 euros au profit de la Police Fédérale.

Achats d'armes et de munitions*	Quantité			Montant		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Armes individuelles	113	430	1288	€ 43 749	€ 200 108	€ 512 907
Munitions	/	6 699 000 cartouches	5 560 000	€ 747 794	€ 1 134 810	€ 945 544

Achats d'armes et de munitions*	Quantité			Montant		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Grenades	/	/	/	€ 107 755	€ 189 828	
Gaz lacrymogène	/	/	/	€ 75 796	/	/
Lanceurs de grenades Cougars	/	/	/		€ 110 533	/
Matraques + accessoires	1 407	646	3 206	€ 142 50	€ 72 036	144 807
Peppersprays + accessoires	2 971	1 112	13 426	€ 45 748	€ 22 797	€ 204 824
Accessoires	/	/		€ 150 444	/	€ 339 711

\* Non comptabilisées : unités spéciales (DSU) et Académie nationale de police (ANPA).

En 2020, la Police Fédérale a acheté 236 nouvelles armes collectives, 36 armes collectives en *blue gun* et 26 armes collectives en *red gun* pour un montant total de 1 686 609 euros. Le *blue gun* est une arme qui tire des cartouches à blanc ou des cartouches avec de la peinture. Le *red gun* a toutes les caractéristiques d'une arme mais est complètement inerte. Les deux sont utilisées pour la formation.

## Équipement

### Équipement de fonction : nouveautés dans le catalogue

En 2020, la Police Fédérale a acheté de l'équipement de base pour 10 593 995 euros, dont 4 711 389 euros au profit de la Police Locale.

Par rapport à l'équipement de base, les marchés publics relatifs aux chaussures de sport outdoor et indoor ont été attribués en 2020. En ce qui concerne l'équipement de fonction, ce sont les marchés publics pour l'achat de peppersprays (dont des sprays inertes rechargeables qui se distinguent par leur plus faible empreinte écologique, leur durabilité et le coût réduit par le rechargement) et de casques de protection balistique légers qui ont été attribués.

### Une nouvelle arme longue pour la Police Intégrée

Depuis plusieurs années, la nouvelle réalité de terrain et les armes utilisées par les criminels contre lesquels elle lutte, ont poussé la Police Intégrée à opter pour un nouveau calibre (7.62x35mm) pour son arme collective. Elle souhaitait en effet se doter d'une arme présentant de bonnes performances balistiques et une capacité de neutralisation élevée. Au terme d'une procédure menée conjointement par la Direction de la logistique de la Police Fédérale (DRL) et par la zone de police Westkust, le marché public a été attribué à la FN Herstal et son FN Scar .300 pour une période de dix ans. La DRL, en collaboration avec cette même zone de police, est actuellement occupée à finaliser la conclusion du marché public pour l'acquisition de munitions opérationnelles et d'entraînement qui permettront d'employer cette nouvelle arme relativement légère et accessible à tous les types de tireurs.



Success Story

### Un magasin central plus performant

Le magasin central d'Uccle a été entièrement rénové et digitalisé à la suite de la mise en œuvre de Logispol, le nouveau système de gestion logistique. Il fonctionne à présent comme un centre de distribution moderne. En 2020, l'espace picking de préparation des marchandises a été optimisé pour l'équipement de fonction, ce qui a permis de réduire le délai moyen de traitement des commandes des aspirants de 17 à 9 jours. Le parcours de préparation de certains articles a également été réagencé pour offrir un service plus rapide et plus efficient au client et plus d'ergonomie de travail aux membres du personnel.

## Avis de sécurisation

La Direction de la logistique (DRL) de la Police Fédérale émet des avis de sécurisation et procède à des audits en matière d'infrastructure, de normes portant sur certains matériels ou sur des documents d'identité ou d'identification.

	2018	2019	2020
Dossiers au profit de la Police Fédérale	76	44	66
Dossiers au profit de la Police Locale	19	15	17

	2018	2019	2020
Gestion des cartes de légitimation et d'identification des membres de la police	2 529	2 198	1 768
• pour la Police Fédérale	892	742	607
• pour la Police Locale	1 637	1 445	1 161
Photos d'identité prises*	/	27 270	3 743
• pour la Police Fédérale	/	9 948	1 189
• pour la Police Locale	/	17 322	2 554

\* L'augmentation du nombre de photos prises de 2018 à 2019 est due au futur renouvellement des cartes de légitimation et d'identification, qui nécessite de prendre des photos de l'ensemble du personnel de la Police Intégrée. La baisse drastique de 2019 à 2020 est due aux mesures prises dans le cadre de la pandémie de coronavirus, qui ont nécessité une réduction substantielle des tournées des opérateurs pour la prise de photos.

## Achat du matériel et les aspects environnementaux et durables

La Police Fédérale accorde une attention croissante aux aspects environnementaux et durables lors de la définition de ses exigences dans les spécifications des demandes de matériel (dossiers d'achat) :

- la Direction de la logistique (DRL) a intégré, dans la mesure du possible, des exigences de certificats attestant que le fournisseur respecte des pratiques environnementales et durables lors de la production de ses articles ;
- elle s'est également efforcée de demander l'avis des clients sur les articles concernés avant de clôturer définitivement leurs dossiers d'achat. La DRL a ainsi débuté plus tôt la phase de prospection pour les chaussures tactiques – chaussures d'intervention qui font partie de l'équipement de base –, afin de pouvoir réaliser une enquête parmi les futurs clients.

## Notre infrastructure

- En tout, la Police Fédérale dispose de 145 bâtiments sur le territoire belge (148 en 2019). Cette diminution s'explique par le regroupement de certaines entités, préalablement dispersées, sur un même site.
- Modulaires, fonctionnels et accessibles, les nouveaux bâtiments du centre d'appel d'urgence et du laboratoire pour la Police Judiciaire Fédérale à Vottem s'orientent vers une gestion durable des énergies.
- Le site "Westakkers", d'une superficie de 50 hectares, sera utilisé par la Police Intégrée comme terrain d'entraînement à la gestion négociée de l'espace public et pour d'autres formations en maîtrise de la violence.



Montant dépensé par la Régie des bâtiments au profit de la Police Fédérale *	2018	2019	2020	Évolution
Projets d'investissement	€ 22 043 39	€ 25 004 733	€ 25 772 413	+3,07 %
Entretien de l'infrastructure	€ 3 771 799	€ 2 843 429	€ 3 264 303	+14,8 %
Location de l'infrastructure	€ 44 547 826	€ 40 875 492	€ 45 585 088	+11,5 %
Coûts divers tels que des taxes	€ 2 047 573	€ 494 314	€ 1 256 800	+254,3 %
<b>Total</b>	<b>€ 72 410 593</b>	<b>€ 69 217 968</b>	<b>€ 75 878 604</b>	<b>+9,62 %</b>

\* Explications générales :

- Les chiffres mentionnés dans ce tableau se rapportent à la gestion des demandes de la Police Fédérale par la Régie des bâtiments. Les montants renvoient en outre à des "crédits de liquidation" : ces paiements sont parfois effectués avec un décalage dans le temps.
- Chaque année, la Régie des bâtiments élabore un programme d'investissement (PI) reposant, entre autres, sur l'ensemble des demandes de la Police Fédérale. La Régie des bâtiments concerte ce programme avec un grand nombre de partenaires et de services. Elle détermine ensuite le nombre de dossiers qui seront repris dans le PI et sélectionne les dossiers qui y seront intégrés. Certaines années, la Police Fédérale se voit accorder une place plus importante dans ce PI en raison de vastes projets d'infrastructure. D'autres années, cette part est moindre et l'on prévoit alors essentiellement l'entretien des bâtiments existants.

Montant payé par la Police Fédérale pour certains coûts	2018	2019	2020	Évolution
Énergie (électricité, gaz, eau, mazout)	€ 8 684 410	€ 8 481 796	€ 6 443 110	-24,1%
Frais d'entretien et d'aménagement, et location des infrastructures	€ 6 858 048	€ 7 960 413	€ 8 319 150	+4,5 % *
<b>Total</b>	<b>€ 15 542 458</b>	<b>€ 16 442 209</b>	<b>€ 14 762 260</b>	<b>-11,2 %</b>

\* La Police Fédérale offre des solutions partielles lorsque la Régie des bâtiments n'est pas en mesure d'apporter rapidement une solution. Le cas échéant, la Police Fédérale veille à stabiliser la situation jusqu'à ce que la Régie des bâtiments puisse apporter une solution structurelle.

### Un nouveau centre d'appel d'urgence et un labo à Vottem

L'année 2020 s'est achevée sur la mise à disposition d'un nouveau centre d'appel d'urgence 112 et d'un laboratoire pour la Police Judiciaire Fédérale, à Vottem. Ce projet, mis en œuvre par la Régie des bâtiments en collaboration avec la Direction de la logistique (DRL), cadre dans le Masterplan Infrastructure de la Police Fédérale, qui vise à regrouper les services de la Police Fédérale de Liège sur un site unique. L'objectif est de mieux répondre aux exigences du travail requises pour une police moderne. Ces nouveaux bâtiments viennent compléter l'unité logistique déjà en place depuis 2007 et précèdent également une seconde phase du projet, qui accueillera le personnel de la Police Fédérale de Liège.

Modulaires, fonctionnels et accessibles, les nouveaux bâtiments s'orientent vers une gestion durable des énergies. Ils intègrent 146 panneaux photovoltaïques installés sur le toit du centre d'appels d'urgence, des systèmes de refroidissement des serveurs et la récupération des eaux de pluie.



#### Quelques chiffres

##### Pour le centre d'appel d'urgence de l'arrondissement de Liège :

- diminution de 30% sur la consommation globale en électricité du centre 112 grâce aux 146 panneaux photovoltaïques ;
- diminution de 9% sur la consommation électrique des machines frigo grâce au système *free chilling* de refroidissement des serveurs ;
- diminution de 20% sur la consommation de chauffage grâce à une récupération de la chaleur des refroidissements des serveurs.

##### Pour le site :

Superficie brute des bâtiments :

- centre d'appels d'urgence 112 : 5 623 m<sup>2</sup> ;
- laboratoire : 4 029 m<sup>2</sup>.

Investissement : environ 23,7 millions d'euros.

## Westackers, un site d'entraînement pour la Police Intégrée

Fin 2020, la Régie des bâtiments a acquis l'ancien domaine militaire "Westackers", près de Saint-Nicolas, au profit de la Police Intégrée. Il s'agit d'un site de 50 hectares qui sera utilisé comme terrain d'entraînement à la gestion négociée de l'espace public et pour d'autres formations en maîtrise de la violence.

Conformément au Masterplan infrastructure, les premiers travaux sont prévus pour 2021-2024, mais nos policiers et, bien sûr, nos collègues de la Police Locale, peuvent commencer à utiliser le site dès 2021. À terme, il deviendra le site d'entraînement que la Police Intégrée attend depuis des années.

Le commissaire général Marc De Mesmaeker : "Il s'agit d'une magnifique réalisation, car essentielle d'un point de vue opérationnel. Une magnifique réalisation, car fruit d'un travail d'équipe et de lobbying parfait du CG, de la DGR et des DirCo concernés. Un magnifique challenge, car produit d'un travail commun de la Régie, de la Région flamande, de la Province et de la Ville. Un magnifique résultat, car obtenu en période de restrictions budgétaires."

## Notre budget

- La Police Fédérale a demandé avec succès des subventions européennes pour neuf de ses propres projets.
- Grâce à une enveloppe supplémentaire de 30 millions d'euros, la Police Fédérale a pu acheter du matériel essentiel (véhicules et bateaux, PC, tablettes, casques audio et autres appareils mobiles...).
- Dans le cadre de la pandémie de coronavirus, des équipements de sécurité et d'hygiène ont été achetés pour près de 3 millions d'euros (voir davantage à ce sujet dans le [chapitre Covid](#))

### Budget global

Le budget, d'une valeur de 2 321 867 067 euros (hors crédits Terro), s'articule autour de trois axes principaux :

- la Police Fédérale
- la Police Intégrée (GPI)
- la Police Locale

Il est ventilé en cinq catégories :

- personnel
- fonctionnement
- investissement
- dotations
- subventions

Police Fédérale	2018	2019	2020
Personnel	756 700 000	813 689 000	920 463 000
Fonctionnement	91 580 000	90 653 860	94 743 000
Investissement	27 025 000	20 883 000	45 517 500
Dotations	/	/	/
Subventions	1 170 000	1 170 000	1 344 000
<b>Sous-total</b>	<b>876 475 000</b>	<b>926 395 860</b>	<b>1 062 067 500</b>

Police Intégrée	2018	2019	2020
Personnel	103 759 000	108 745 000	97 637 000
Fonctionnement	70 673 000	73 522 929	82 469 122
Investissement	13 633 000	6 559 657	10 877 445
Dotations	/	/	/
Subventions	13 986 000	14 149 000	14 231 000
<b>Sous-total</b>	<b>202 051 000</b>	<b>202 976 586</b>	<b>205 214 567</b>

Police locale	2018	2019	2020
---------------	------	------	------

Police locale	2018	2019	2020
Personnel	/	/	/
Fonctionnement	/	/	/
Investissement	/	/	/
Dotations	915 640 000	947 998 000	957 585 000
Subventions	42 420 000	36 878 000	97 000 000
<b>Total</b>	<b>958 060 000</b>	<b>984 876 000</b>	<b>1 054 585 000</b>

Sous-total	2018	2019	2020
Personnel	860 459 000	922 434 000	1 018 100 000
Fonctionnement	162 253 000	164 176 789	177 212 122
Investissements	40 658 000	27 442 657	56 394 945
Dotations	915 640 000	947 998 000	957 585 000
Subventions	57 576 000	52 197 000	112 575 000
<b>Total</b>	<b>2 036 586 000</b>	<b>2 114 248 446</b>	<b>2 321 867 067</b>

## Le financement européen, un levier pour davantage de moyens

La Police Fédérale a obtenu des subventions européennes pour neuf de ses propres projets, représentant un montant total de plus de 1,63 million d'euros de subventions (montant total des projets : 2,01 millions d'euros). Deux dossiers faisaient encore l'objet d'une évaluation fin 2020 : un projet représentant 185 552 euros et une subvention pour un montant de 176 274 euros.

La subvention supplémentaire reçue dans le cadre du projet *Bordertask* est destinée à la poursuite du développement et de l'optimisation des systèmes de contrôle aux frontières. En plus, plusieurs *low value grants* (subventions inférieures à 60 000 euros) ont été approuvées pour des actions dans le cadre des enquêtes en matière de trafic de stupéfiants et de traite des êtres humains et qui présentent une dimension internationale. La Police Fédérale participe également à six projets de partenaires externes bénéficiant d'un financement européen. Pour nos prestations et notre expertise dans le cadre de ces projets, nous recevons une subvention d'un total de 291 231 euros.

La Police Fédérale a aussi contribué aux préparatifs de la mise en œuvre des mécanismes européens de financement dans le cadre du nouveau budget pluriannuel européen 2021-2027. Il s'agit notamment du financement des projets 5G et de certains projets de digitalisation au sein de la Police Judiciaire Fédérale.

En complément, à la suite d'un incident survenu à Grays (Royaume-Uni) impliquant des migrants en transit en provenance de Zeebrugge, le Home Office britannique a proposé un financement en novembre 2019. Ce financement était destiné à l'achat par la Police Fédérale de matériel spécifique dans le cadre de la lutte contre le trafic d'êtres humains. Concrètement, en 2020, les achats ont porté notamment sur deux drones, des détecteurs de CO2 et un rigid hull inflatable boat (RHIB), un bateau gonflable insubmersible performant ainsi que du matériel spécialisé, pour un volume budgétaire total d'environ 784 000 euros (hors TVA).



## Enveloppe supplémentaire destinée aux investissements

En juin, le gouvernement fédéral a dégagé une enveloppe supplémentaire de 30 millions d'euros destinée à la Police Fédérale pour permettre des investissements essentiels. Ces dernières années, le budget annuel ne suffisait qu'à couvrir les besoins structurels de l'organisation.

Concrètement, cette enveloppe supplémentaire permet les investissements suivants :

- Matériel roulant/naviguant et parc de véhicules :
  - 1 bateau destiné à la Police de la Navigation (SPN) ;
  - 347 véhicules, dont 33 motos ;
  - un montant global de 17 639 634 euros.
- Matériel informatique visant à rendre l'organisation plus mobile et à soutenir la politique de "*New Way of Working*", en particulier en ce qui concerne le travail mobile et digital. Cela se traduit par l'achat de :
  - PC, ordinateurs portables, écrans, tablettes, smartphones et casques audio pour un montant de 4 351 000 euros ;
  - matériel (serveurs et pare-feux) nécessaire pour mener à bien la troisième phase de BeSecure (système permettant la consultation à distance des applications opérationnelles) pour un montant de 770 000 euros.
- Le remplacement des anciennes radios portatives et de leurs accessoires (audio, supports, unités de chargement...) pour un total de 7 176 000 euros.



## La police comme employeur

[Home](#) / La police comme employeur

- Moins de candidats se sont présentés pour le cadre opérationnel mais nous observons un intérêt croissant pour les fonctions administratives et logistiques.
- Nous continuons de miser sur tout un éventail de canaux de communication pour promouvoir les offres d'emploi à la Police Intégrée.
- L'année 2020 a été marquée par le basculement rapide vers l'enseignement à distance en raison du confinement.



[Recrutement & sélection](#)



[Formation](#)

## Recrutement & sélection au profit de la Police Intégrée

- Moins de candidats se sont présentés pour le cadre opérationnel mais nous observons un intérêt croissant pour les fonctions administratives et logistiques.
- Nous continuons de miser sur tout un éventail de canaux de communication pour promouvoir les offres d'emploi à la Police Intégrée.
- Pour savoir comment nous avons adapté notre recrutement et notre sélection aux mesures Covid au cours de l'année écoulée, consultez le chapitre dédié à [la gestion de la crise sanitaire](#).

### Tableau récapitulatif des recrutements

Le service Recrutement et Sélection de la Police Fédérale (DPRS) est responsable des recrutements externes pour le cadre opérationnel et le personnel civil de la Police Intégrée (Police Locale et Police Fédérale), ainsi que des examens de promotion interne. Dans les tableaux ci-dessous, vous trouverez une série de données chiffrées pertinentes sur les procédures de recrutement et de sélection des différents groupes cibles concernés.

Recrutement externe	2018	2019	2020
Candidats pour le cadre opérationnel*	17 654	14 594	12 989
Lauréats pour le cadre opérationnel*	1 802	1 667	1 626
Candidats pour le cadre administratif et logistique (personnel civil)	8 227	8 274	8 241
Lauréats pour le cadre administratif et logistique	1 552	1 706	2 079
<b>Total</b>	<b>29 235</b>	<b>26 241</b>	<b>24 935</b>

\* Les candidats d'une année ne sont pas nécessairement les lauréats de cette même année.

Recrutement interne	2018	2019	2020
Candidats pour le cadre opérationnel*	1 326	1 213	1 311
Lauréats pour le cadre opérationnel*	689	747	591
Candidats pour le cadre administratif et logistique (personnel civil)	1 587	995	541
Lauréats pour le cadre administratif et logistique	54	117	92
<b>Total</b>	<b>3 656</b>	<b>3 072</b>	<b>2 536</b>

\* Les candidats d'une année ne sont pas nécessairement les lauréats de cette même année.

Total Recrutement	2018	2019	2020	Evolution
Candidats pour le cadre opérationnel*	18 980	15 807	14 300	-9,5 %
Lauréats pour le cadre opérationnel*	2 491	2 414	2 148	-11 %
Candidats pour le cadre administratif et logistique (personnel civil)	9 814	8 269	8 782	+6 %
Lauréats pour le cadre administratif et logistique	1 606	1 823	2 171	+19 %

Total Recrutement	2018	2019	2020	Evolution
Total	32 891	29 313	27 470	-6 %

\* Les candidats d'une année ne sont pas nécessairement les lauréats de cette même année.

1 844



Dossiers médicaux traités par la médecine du travail

3 193



Nombre de screenings des candidats

### Épreuves de sélection (nouveau en 2019)

	2019	2020
Épreuves professionnelles	1 380	2 692
Épreuves sportives	15 271	8 306
Épreuves cognitives	13 709	13 040
Épreuves linguistiques	9 104	6 926
Épreuves de personnalité	11 909	10 403
Enquêtes de moralité	4 471	2 607
Commissions	5 402	3 990
Délibérations	6 706	5 084

## Communication et marketing

En ce qui concerne le recrutement de personnel pour le cadre opérationnel et les fonctions civiles, les postes vacants sont régulièrement portés à la connaissance du grand public via différents (nouveaux) canaux et moyens de communication.

Outils marketing	2018	2019	2020*
Brochures et dépliants	40 000	69 000	/
Appels téléphoniques	/	20 985	41 984
E-mails (traités)	/	14 158	25 985
Visiteurs sur le site web Jobpol	/	1 414 750	1 858 442
Messages via Facebook	2 925	3 782	2 551
Formations dans les zones de police	9	8	5
Journées d'information dans les écoles de police	8	36	7
Abonnés à la page Facebook de Jobpol	28 452	31 846	36 916

Outils marketing	2018	2019	2020*
Abonnés à la page Instagram de Jobpol	/	/	6 936
Événements de recrutement (séances d'information, bourses à l'emploi, etc.)	293	265	214
Présence à d'autres événements (festivals, événements sportifs, etc.)	432	241	/**

\* En raison de la crise Covid, certains outils marketing n'ont pas été utilisés.

\*\* En raison des mesures Covid, certains événements n'ont pas pu se tenir.



## Formation au profit de la Police Intégrée

- L'année 2020 a été marquée par le basculement rapide vers l'enseignement à distance en raison du confinement.
- La formation "Zonder Zorgen de Grens Over", organisée en partenariat avec l'académie de police néerlandaise, a été adaptée au nouveau traité Benelux de coopération policière.
- En dépit de la pandémie, l'Académie nationale de police a lancé plusieurs nouvelles formations marquantes.

### Formation de base

Sessions*	2018	2019	2020
Agent de police	4	4	2
Inspecteur	23	23	28
Inspecteur recrutement direct zone de police Anvers	3	3	4
Inspecteur principal	10	10	10
Inspecteur principal avec spécialité particulière	2	2	2
Formation préparatoire cadre moyen	2	2	2
Commissaire	4	1	2
Formation préparatoire pour le cadre officier	2	1	2
Formation accélérée promotion sociale agent vers inspecteur	4	2	2
Cadre agents & assistants de sécurisation de police (DAB)	21	14	9

\* Nombre de sessions qui ont débuté.

Personnes formées**	2018**	2019**	2020**
Agent de police	90	69	66
Inspecteur	1 136	1 168	1 133
Inspecteur recrutement direct zone de police Anvers	137	104	87
Inspecteur principal	385	355	409
Inspecteur principal avec spécialité particulière	23	24	38
Formation préparatoire cadre moyen	39	47	25
Commissaire	110	154	118
Formation préparatoire pour le cadre officier	33	16	9
Formation accélérée promotion sociale agent vers inspecteur	99	54	39
Cadre agents & assistants de sécurisation de police (DAB)	414	290	157

\*\* Ces chiffres comprennent le nombre de personnes ayant commencé leur formation de base.

Personnes ayant réussi la formation	2019***	2020***
Agent de police	34	21
Inspecteur	1 170	1 186
Inspecteur recrutement direct zone de police Anvers	106	104
Inspecteur principal	389	346
Inspecteur principal avec spécialité particulière	42	16
Formation préparatoire cadre moyen	39	23
Commissaire	110	152
Formation préparatoire pour le cadre officier	33	15
Formation accélérée promotion sociale agent vers inspecteur	63	41
Cadre agents & assistants de sécurisation de police (DAB)	320	261

\*\*\* Le nombre de personnes ayant réussi la formation peut différer du nombre total de personnes formées, dans la mesure où il comprend aussi des personnes ayant entamé leur formation au cours de l'année précédente.



## Nombre total de personnes formées

Écoles	2018*	2019*	2020*
ANPA (Berg, Bruxelles, Gand, Jumet, Vottem, Wilrijk)	23 778	25 923	14 626
Académie de police de Namur	3 918	4 402	2 035
APPH (Jurbise)	5 849	6 896	4 272
Campus VESTA (Anvers)	6 625	10 765	6 115
École de police de la province de Liège	4 224	6 169	2 051
ERIP-GIP (Bruxelles)	5 532	6 277	4 099
PAULO (Gand)	6 182	6 745	3 478

Écoles	2018*	2019*	2020*
PIVO (Asse)	4 040	3 272	2 17
PLOT (Limbourg)	3 214	3 897	2 680
WPS (Zedelgem)	4 757	5 349	3 238
<b>Total</b>	<b>68 119</b>	<b>79 695</b>	<b>44 769**</b>

\* Pour les formations de base, les chiffres reprennent le nombre de personnes ayant commencé leur formation cette année. Pour les autres formations (de promotion, continuées, fonctionnelles, certifiées), il s'agit du nombre de personnes ayant terminé leur formation cette année.

\*\* La diminution du nombre de membres du personnel formés est due à la crise sanitaire. Une partie des formations n'a pas pu avoir lieu au début de la crise sanitaire, car elles étaient rendues impossibles à organiser par les mesures de sécurité et, par ailleurs, car elles n'avaient pas été adaptées pour en faire une version digitale.

## Enseignement à distance en raison des mesures Covid

La pandémie a forcé les académies de police à basculer du jour au lendemain vers l'enseignement à distance. Si la plupart des formations continuées ont été suspendues le temps de les faire évoluer vers l'enseignement en ligne, c'est du jour au lendemain que les formateurs et chargés de cours des formations de base ont dû opérer ce basculement. En procédant par essais et erreurs, et surtout grâce un engagement et une persévérance sans faille, les formateurs de l'Académie nationale de police (ANPA) ont fait en sorte que les formations puissent se donner du mieux possible, mais avant tout en toute sécurité.

Au cours de la pandémie de Covid, de nouvelles analyses de risques ont régulièrement été réalisées (dix-sept au total). Dix-neuf fiches d'activités ont été rédigées pour assurer la sécurité des différentes formations. Celles-ci contiennent par exemple des directives relatives aux cours en classe, à l'organisation d'exercices pratiques d'ordre public, de circulation ou de maîtrise de la violence, à l'usage des équipements collectifs, etc. en temps de pandémie.

## Formations en matière de coopération policière internationale

### Belgique – Pays-Bas

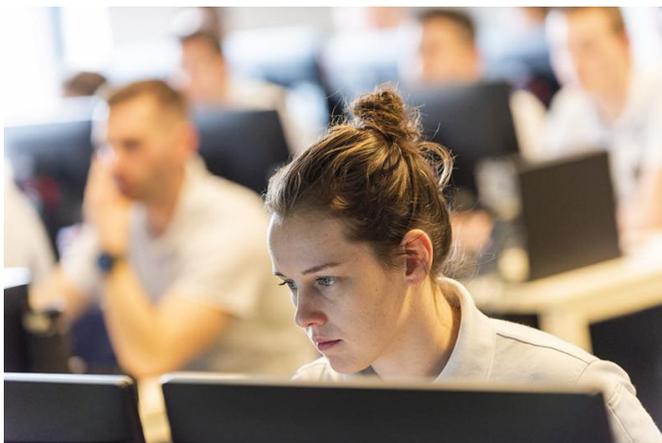
Les formateurs brevetés de la formation commune "Zonder Zorgen de Grens Over" ont organisé plusieurs formations barémiques à l'intention des policiers de première ligne dans les régions flamandes limitrophes des Pays-Bas. Cette formation s'intéresse à ce qui est possible et autorisé dans un pays et dans l'autre en cas d'actions ou d'interventions transfrontalières. Les formateurs et les participants à la formation sont des policiers belges et néerlandais.

Les sessions suivantes ont été organisées en partenariat avec les différentes écoles de police agréées :

- Phase I à Paulo (école de police de Flandre orientale) : achevée.
- Phase II au Campus Vesta (école de police d'Anvers) : 5 sessions pour un total de 40 participants belges.
- Phase III à PLOT (école de police du Limbourg) : aucune session en raison des mesures Covid.

En partenariat avec l'académie de police des Pays-Bas et sous l'égide du Secrétariat Benelux, les contenus destinés aux services d'intervention ont été adaptés pour tenir compte du nouveau traité Benelux de coopération policière.

Vu le succès de cette forme de formation et à la demande d'autres services opérationnels, la Direction de la coopération policière internationale (CGI) a élaboré de nouveaux modules destinés à des groupes cibles spécifiques : la Police de la Navigation (SPN), la Police des Chemins de Fer (SPC) et la Police Fédérale de la Route (WPR). Des formations destinées aux enquêteurs et aux unités spéciales (DSU) sont en préparation.



## **Belgique – France**

Dans l'idée de proposer une formation similaire en plusieurs phases dans la région frontalière avec la France, les contenus et le dossier d'agrément ont été mis au point, et une collaboration est née avec les écoles de police de Bruges (WPS) et de Jurbise (APPH). La formation de trois jours destinée aux formateurs débute en 2021.

## **Échange d'informations et signalements internationaux**

### **Formation destinée aux *end-users***

Organisée par l'Académie nationale de police (ANPA), la formation "Échange international d'informations et signalements internationaux" pour les personnes concernées par cette matière est le fruit d'une collaboration entre les experts de la Direction de la coopération policière internationale (CGI) et les formateurs dans ce domaine complexe.

- Sessions francophones : aucune\*
- Sessions néerlandophones : 3 (14 participants)

\* En raison du manque de salles informatiques, des restrictions dues au Covid, ainsi que de l'indisponibilité de formateurs, mobilisés sur des formations prioritaires.

## **Principales nouvelles formations proposées par l'Académie nationale de police**

### **Formation "poursuite et interception"**

L'Académie nationale de police (ANPA) a mis sur pied une nouvelle formation "poursuite et interception", pour répondre à des recommandations des organes de contrôles (Comité P) formulées suite à une poursuite policière ayant connu une issue dramatique. Cette formation préconise un mode d'action clair pour l'ensemble de la Police Intégrée, et vise à améliorer et harmoniser les aptitudes en matière de poursuite et d'arrestation de véhicules. Le contenu allie des techniques de maîtrise de la violence et des aptitudes de conduite automobile.

Une première session pilote de la formation "poursuite et interception de véhicules" a été organisée au printemps, en présence de plusieurs services de la Police Intégrée. L'ANPA a formé des chargés de cours via l'enseignement à distance, pour que ceux-ci soient à leur tour en mesure de lancer la formation dans toutes les écoles de police en 2021. Un manuel uniforme et une présentation nationale sont disponibles pour tous les chargés de cours et toutes les écoles de police. La formation pratique destinée aux membres de la Police Fédérale, en particulier de la Police Fédérale de la Route, aura lieu au sein du domaine militaire de Weelde.

### ***Excited Delirium Syndrome***

Les autorités policières, en particulier la ministre de l'Intérieur et le Comité de coordination de la Police Intégrée, ont émis le souhait que tous les membres de la police travaillant au contact direct du public ainsi que les call-takers des centrales d'urgence soient formés au sujet des interventions spécifiques impliquant des personnes en état de confusion. La problématique des personnes incontrôlables, en particulier des personnes atteintes d'excited delirium syndrome (EDS), est une réalité quotidienne pour les services de police. Dans ce contexte, la personnalité, l'attitude et le lieu de l'intervention peuvent avoir une importance. Il s'agit souvent de situations difficiles et délicates.

La stratégie de formation de la police en matière d'EDS a pu être rapidement mise à exécution, car plusieurs initiatives existaient déjà auparavant. Sous la houlette de l'Académie nationale de police (ANPA), ces initiatives ont été regroupées et intégrées pour former une seule stratégie harmonisée de formation en trois phases (théorie et pratique).

En 2020, 200 chargés de cours ont été formés pour que les formations proprement dites puissent débiter dans toutes les écoles de police en 2021.



## CEPOL goes digital!

Si 2020 fut marquée par la crise du coronavirus, ce fut également une année d'opportunités pour les formations internationales. CEPOL, le Collège européen de police, qui a pour objectif de favoriser la coopération européenne et internationale au travers de la formation, a rapidement fait évoluer son offre de service vers un modèle distanciel.

Dans cet esprit, la section belge du CEPOL a organisé et promu la participation de membres de la Police Intégrée à des webinaires, modules et cours en ligne, dans des sujets variés tels que: l'exploitation sexuelle des enfants, la criminalité environnementale (comme la lutte contre la pêche illégale), le Dark Web, les cryptomonnaies ou encore les crimes de haine ou de violence fondés sur le genre.

	2019	2020
Webinaires	261	839
Modules	6	127
Cours en ligne	54	35

